NOTE: Ceci est une traduction française du document original rédigé en anglais à titre d'information uniquement. En cas de divergence, la version originale en anglais prévaudra.

Les Droits Humains et l'État de Droit en Haïti : Principaux développements récents

Juin à novembre 2022

Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH sur les Droits Humains et l'État de Droit en Haïti,[1] les crises interconnectées de gouvernance et humanitaires décrites dans nos précédentes mises à jour ont continué à se détériorer, avec des conséquences catastrophiques pour le peuple haïtien. Le gouvernement de facto et la communauté internationale manquent à leurs obligations en matière de droits humains et contribuent à la forte augmentation des violations des droits des Haïtiens.

L'insécurité liée aux gangs a atteint des niveaux inégalés et continue de faire obstacle à la plupart des activités normales.[1] Les gangs continuent non seulement de commettre des actes de violence à l'encontre des civils, notamment des massacres, des enlèvements et des destructions de biens,[2] mais ils ont aussi de plus en plus recours au viol et à d'autres formes de violence sexuelle comme outil pour terroriser et contrôler les communautés.[3] Une fédération de gangs menée par un ancien officier de police ayant des liens présumés avec le gouvernement[4] a capturé et occupé le principal terminal pétrolier d'Haïti pendant près de deux mois, empêchant la livraison de carburant.[5] L'impact – qui doit être vu en combinaison avec la suspension soudaine des subventions pour le carburant par le gouvernement de facto à la demande de la communauté internationale[6] – a inclus une paralysie nationale quasi-totale, un effondrement précipité des services essentiels et de l'accès aux nécessités comme la nourriture, l'eau et les services de santé, ainsi que des manifestations de masse contre le gouvernement de facto.[7] La réapparition concomitante du choléra, exacerbée par la pénurie d'eau, de services et de transports, est extrêmement alarmante.[8]

Plus d'une décennie de mauvaise administration par le corrompu et répressif *Pati Aysisyen Tèt Kale* (**PHTK**), dont le Premier ministre de facto Ariel Henry est un agent de longue date,[9] est un facteur à moyen terme pour beaucoup de ces problèmes.[10] Au fil de plusieurs gouvernements successifs, le PHTK a activement démantelé les structures démocratiques d'Haïti et la capacité du gouvernement à servir sa population, et a corrompu ses mécanismes de responsabilité.[11] L'impunité chronique qui en découle, notamment en raison de la corruption du gouvernement et de la collusion avec les gangs,[12] facilite et aggrave les crises de gouvernance, et est une cause directe de l'insécurité rampante.[13] Des Haïtiens de tout le pays ont pris le risque de se retrouver dans les rues dangereuses et de subir de violentes répressions policières pour protester contre le régime dévastateur d'Henry et exiger sa démission.[14]

Les échecs chroniques de la communauté internationale à respecter la souveraineté haïtienne, combinés à des décennies de politiques extractives et d'ingérence, ont également contribué à établir les racines à long terme des crises actuelles d'Haïti,[15] y compris les abus du PHTK. La communauté internationale – les États-Unis en tête – a persisté à soutenir Henry depuis qu'il a été effectivement installé comme Premier ministre en juillet 2021 par un communiqué de presse.[16] Ce soutien continue de renforcer le pouvoir destructeur du régime de facto, tout en marginalisant les alternatives démocratiques et en menaçant l'autodétermination des Haïtiens.[17] Au cours de la période du rapport,

---

[1] Institute for Justice and Democracy in Haiti (**IJDH**), Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments December 2021 through May 2022 (2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2022/06/IJDH-Human-Rights-Update-June-2022.pdf (*hereinafter* **IJDH June 2022 Update**). All IJDH Updates are available on the IJDH website at *Publications: Human Rights Updates,* INSTITUTE FOR JUSTICE AND DEMOCRACY IN HAITI, http://www.ijdh.org/news-and-resources/publications/.

la communauté internationale, et plus particulièrement les États-Unis et l'Organisation des États américains, a fait pression pour une intervention militaire étrangère,[18] le Conseil de sécurité des Nations unies (**UNSC**) envisageant désormais le déploiement d'une force de sécurité multinationale hors de l'ONU en Haïti.[19] Des Haïtiens et des observateurs de longue date ont rappelé la myriade de violations des droits humains commises par des déploiements militaires étrangers dans le passé[20] et ont mis en garde contre le fait qu'une intervention à la demande d'un gouvernement illégitime risque de renforcer les acteurs politiques non démocratiques.[21] De nombreux Haïtiens sont par conséquent descendus dans la rue pour s'opposer à une intervention ; d'autres en sont venus à penser qu'Haïti a besoin d'une aide internationale pour mettre fin à l'insécurité la plus aiguë et faciliter l'aide humanitaire.[22] L'IJDH est d'avis qu'une intervention militaire étrangère soutenant un gouvernement de facto illégitime pourrait apporter un certain soulagement à court terme, mais il est également presque certain qu'elle exacerbera d'autres facteurs d'instabilité en Haïti (augmentant ainsi l'insécurité à moyen et à long terme) et - si l'on en juge par l'histoire - qu'elle causera des dommages directs. Une meilleure action internationale immédiate pour faire face aux crises serait de cesser de soutenir inconditionnellement le gouvernement de facto.

Ci-dessous, cette mise à jour détaille les violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne (I) ; la mauvaise conduite du gouvernement, notamment la violence institutionnalisée et la corruption (II) ; le manque d'accès à la justice et l'impunité chronique (III) ; le manque de protection égale pour les individus socialement vulnérables, en particulier les femmes et les filles (IV) ; l'effondrement des droits économiques et sociaux (V) ; les pressions de l'émigration (VI) ; et les échecs persistants de la communauté internationale à respecter les droits des Haïtiens (VII).

I. Les violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne

Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH, l'insécurité déjà catastrophique en Haïti s'est considérablement aggravée. La violence de masse des gangs, initialement largement contenue dans la capitale et ses environs, s'est répandue dans tout le pays.[23] Les massacres de civils sont devenus plus fréquents.[24] Les enlèvements restent répandus et constituent une source de revenus lucrative pour les gangs.[25] Les gangs sont devenus encore plus brutaux et utilisent de plus en plus le viol et d'autres formes de violence sexuelle – principalement, mais pas exclusivement, dirigés contre les femmes et les filles – comme une arme contre la population.[26] La violence a entraîné le déplacement de près de 100 000 personnes.[27] Elle a également exacerbé les difficultés d'accès aux services essentiels et à l'aide humanitaire.[28] Le régime de facto ne veut pas ou ne peut pas faire face à l'insécurité croissante et à ses conséquences.[29] Les groupes de défense des droits humains continuent de signaler que le gouvernement utilise les gangs comme des outils politiques.[30]

La violence des gangs et les déplacements qui en résultent

- Selon divers rapports, plus de 200 groupes armés contrôlent désormais environ 60 % de Port-au-Prince ainsi que la moitié d'Haïti.[31] Les principaux groupes responsables de la violence sont les fédérations de gangs rivales *G9 an fanmi* (**G9**)[32] et *G-Pèp*[33] ainsi que les gangs rivaux *400 Mawozo*[34] et *Chen Mechan.*[35, 36]
- Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (**BINUH**) a recensé 1 377 décès, blessés et disparitions perpétrés par des gangs entre le 1er juin et le 30 septembre.[37] L'ONU a signalé 195 autres meurtres en octobre.[38] Les guerres entre gangs sont à l'origine d'une grande partie de la violence. Par exemple, une guerre pour le territoire de Cité Soleil a éclaté après que la fédération des gangs G9 ait lancé une attaque sur le territoire contrôlé par l'alliance *G-Pèp*.[39] Les affrontements qui ont suivi ont tué entre 200 et 300 personnes et en ont blessé jusqu'à 254 entre le 7 et le 17 juillet.[40] Des gangs rivaux ont incendié des maisons et tué au moins 20 personnes dans la région de l'Artibonite en juillet,[41] et des affrontements entre gangs près de Croix-des-Bouquets ont entraîné la mort de 71 personnes entre le 10 et le 21 octobre.[42]
- Les gangs ciblent délibérément les civils pour les assassiner et les violer, brûlent les gens vivants et exécutent publiquement ceux qu'ils soupçonnent de travailler pour un gang rival.[43] Le 29 novembre, des gangs armés ont massacré au moins 11 civils et brûlé plus de 20 maisons à Source Matelas, une ville rurale située au nord de Port-au-Prince, apparemment pour tenter de reprendre un territoire après avoir été chassés par la police.[44] Le Réseau national de défense des droits humains (**RNDDH**) de Haïti a indiqué que lors de la guerre des gangs entre le G9 et le *G-Pèp* à

Cité Soleil en juillet, des membres des gangs – appartenant principalement à l'alliance de gangs G9 – ont violé 52 femmes et filles et détruit et brûlé 210 maisons, en plus des meurtres décrits ci-dessus.[45] Le rapport indique en outre que ces mêmes membres de gangs ont tiré sur des civils sans distinction et procédé à des exécutions sommaires de personnes qui tentaient de s'échapper.[46]

- Les gangs utilisent de plus en plus le viol et d'autres formes de violence sexuelle comme arme de conflit.[47] Selon un rapport de l'ONU publié en août, les gangs s'en prennent à des femmes et des enfants âgés d'un an à peine, les tuent et brûlent leurs corps.[48] L'utilisation de la violence sexuelle par les gangs est également un outil de contrôle social. Selon certains rapports, les gangs ciblent les femmes et les filles qui se déplacent d'un quartier à l'autre pour se rendre au travail, au marché ou à l'école, afin de dissuader les gens de franchir les lignes de démarcation des gangs,[49] et pratiquent des viols punitifs contre les femmes qu'ils perçoivent comme collaborant avec des gangs rivaux.[50]
- La violence omniprésente a déplacé près de 100 000 personnes[51] – au moins 25 000 uniquement depuis le mois de juillet.[52] Les personnes en situation de déplacement vivent souvent dans des conditions inhumaines, sans accès adéquat à l'eau, à la nourriture ou aux soins médicaux. Les personnes en situation de déplacement, en particulier les femmes et les filles, sont exposées à des violences supplémentaires.[53] A la différence des précédentes urgences humanitaires de cette ampleur, aucun camp formel disposant de ressources pour les personnes en situation de déplacement n'a été créé ; les plus de 21 000 Haïtiens fuyant la violence qui n'ont pas pu trouver de logement chez leur famille ont été en grande partie contraints de s'abriter dans la campagne ou de se rassembler sur les places publiques et autres sites informels avec peu voire pas de soutien humanitaire.[54] Un camp d'hébergement qui avait été créé en juin 2021 au Centre sportif de Carrefour[55] a été fermé plus tôt cette année, malgré des besoins croissants.[56] L'ONU a indiqué que 36 sites de déplacement informels autour de Port-au-Prince n'ont reçu pratiquement aucune aide humanitaire depuis le 12 septembre.[57] L'un de ces sites, la place Hugo Chavez, qui héberge environ 300 familles provenant principalement du quartier de Cité Soleil, n'a pas eu d'eau potable pendant six jours.[58] Les organisations travaillant sur le terrain en Haïti ont signalé de nombreux cas de viols et d'exploitation sexuelle dans les sites de déplacement.[59]

Une épidémie d'enlèvements qui se poursuit

- Les enlèvements restent extrêmement répandus.[60] Le Centre d'analyse et de recherche en droits humains (**CARDH**) a signalé 326 enlèvements entre avril et juin, et 204 enlèvements entre juillet et septembre.[61] L'ONU a signalé 102 enlèvements supplémentaires en octobre.[62] Selon des défenseurs des droits humains sur le terrain, les chiffres réels sont beaucoup plus élevés que ceux rapportés, car les gangs menacent d'exécuter les personnes kidnappées si leurs familles contactent la police.[63] Des partenaires sur le terrain signalent que les enlèvements ont diminué lorsque la crise du carburant a mis un terme à la plupart des déplacements motorisés, mais les taux sont remontés en flèche depuis que l'essence est à nouveau disponible.
- Les gangs continuent d'enlever des civils de tous les secteurs de la population, y compris des figures religieuses, des paroissiens, des écoliers, des journalistes et des fonctionnaires.[64] Les membres des gangs sont également connus pour s'en prendre aux forces de l'ordre. Par exemple, des membres du gang *Vitelhomme* ont enlevé cinq membres de la famille d'un policier, dont ses trois enfants, le 27 septembre avant de mettre le feu à sa maison.[65] Les hommes sont souvent torturés,[66] et les femmes et les filles qui sont enlevées sont exposées à un risque supplémentaire de violence sexuelle.[67] Les membres des gangs exigent souvent de larges rançons des familles des victimes en échange de leur libération,[68] ce qui fait des enlèvements une source de revenus lucrative pour les gangs et une cause de violence supplémentaire.[69]
- Le 7 novembre, les États-Unis ont annoncé une récompense de 3 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation ou à la condamnation de trois chefs de gangs haïtiens impliqués dans l'enlèvement de missionnaires américains en 2021 et ont accusé quatre autres membres de gangs d'avoir enlevé des citoyens américains. Six de ces sept personnes n'ont pas encore subi de véritables conséquences pour leurs actions en Haïti.[70] Bien que l'annonce des États-Unis constitue un pas en avant vers la responsabilisation, elle ne tient pas compte des plusieurs centaines de victimes haïtiennes qui restent sans recours.[71]

L'échec du gouvernement à protéger les civils, y compris les défenseurs des droits humains et les journalistes

- Le gouvernement de facto ne veut pas ou ne peut pas remédier à l'insécurité qui règne ou offrir des protections réelles aux Haïtiens, notamment en raison de la complicité du gouvernement et de la police avec les gangs.[72] Par exemple, certains défenseurs des droits humains et d'autres personnes affirment que le gouvernement utilise les gangs pour contrôler la population et affaiblir le mouvement de mobilisation populaire,[73] plus récemment en les payant pour infiltrer les manifestations et piller les commerces.[74] Selon une enquête récente, 40 à 60% des membres de la Police nationale d'Haïti (**PNH**), y compris au plus haut niveau, ont des liens avec des gangs.[75]
- Les équipements du gouvernement et de la police tombent souvent en possession des gangs à travers le trafic d'armes ou des attaques sur les postes de police.[76] Le RNDDH a signalé que des équipements appartenant au Centre national des équipements et au ministère des Travaux publics, Transports et Communications ont été donnés à des gangs et utilisés par la suite pour détruire des maisons.[77] Certains policiers vendent des armes à des membres de gangs.[78] Par exemple, en novembre, l'inspecteur divisionnaire de police Wakin Pierre a été arrêté pour trafic d'armes et association de malfaiteurs.[79] Les policiers haïtiens qui tentent de tenir les représentants du gouvernement responsables de leurs actes ont été confrontés à des interférences politiques, des menaces et des attaques.[80]
- La police haïtienne reste en sous-nombre, dépassée par le nombre d'armes[81] et incapable de faire face à la violence des gangs de manière efficace.[82] La police est aussi parfois elle-même la cible de la violence des gangs.[83] Malgré les efforts internationaux déployés en 2021 pour renforcer les capacités de la PNH en fournissant des fonds pour les policiers et un soutien technique,[84] le gouvernement n'a pas payé les nouveaux policiers depuis qu'ils ont rejoint la force en décembre 2021.[85] La police haïtienne déclare ne pas être en mesure d'obtenir des gilets pare-balles, des munitions, des fusils automatiques de grande puissance, des véhicules blindés ou même des bottes de travail.[86] En conséquence, la police ne veut pas entrer dans les zones contrôlées par les gangs, laissant les civils livrés à eux-mêmes.[87] Bien que les États-Unis et le Canada aient fourni des équipements et une assistance technique à la PNH,[88] des observateurs notent que cette aide est insuffisante pour contenir la violence des gangs.[89]
- Le gouvernement de facto continue d'échouer à protéger les défenseurs des droits humains et les journalistes contre les menaces et les violences des gangs et à enquêter correctement et engager des poursuites sur les attaques dont ils sont victimes.[90] Il en résulte un rétrécissement continu de l'espace civique en Haïti et de graves entraves à la promotion et à la protection des droits humains. Les défenseuses des droits humains Emmanuela Douyon et Pascale Solages, qui, comme signalé précédemment, ont quitté Haïti pour les États-Unis en 2021, ne peuvent toujours pas rentrer en Haïti en raison des menaces persistantes à leur encontre.[91] Solages a également rapporté des menaces continues contre sa famille et le personnel de son organisation féministe, Nègès Mawon, qui ont entravé son travail en faveur des femmes et des filles en Haïti. Milostène Castin, défenseur des droits humains et de l'environnement, a subi des menaces de mort et des attaques contre lui et sa famille de la part de gangs du fait de son activisme.[92] Le gouvernement haïtien a échoué à le protéger de ces violences et de ces menaces et en a souvent été complice.[93] Par exemple, des agents du gouvernement ont ordonné des attaques contre Castin et d'autres manifestants et leur ont refusé une protection policière en 2019 et 2021.[94]
- Des attaques meurtrières contre les journalistes, notamment perpétrées par le gouvernement (voir la section II ci-dessous), continuent de porter atteinte à la liberté de la presse.[95] Depuis septembre, cinq journalistes ont été tués et un autre blessé après avoir échappé de justesse à une tentative d'assassinat.[96]

II. La mauvaise conduite du gouvernement, notamment la violence institutionnalisée et la corruption

La corruption institutionnelle continue de porter atteinte à la démocratie et à l'État de droit en Haïti, de hauts fonctionnaires étant impliqués dans des affaires de fraude, de détournement de fonds, de trafic d'armes et de drogue, et de collusion avec des membres de gangs.[97] Le Premier ministre de facto Henry continue de gouverner Haïti sans mandat constitutionnel ou populaire,[98] certains l'accusant d'utiliser la crise humanitaire croissante d'Haïti comme un prétexte pour consolider son pouvoir.[99]

Henry continue d'exprimer son désir d'organiser des élections[100] tout en omettant de s'engager dans des négociations sérieuses avec la société civile, nécessaires pour progresser vers des élections équitables et crédibles.[101] En réponse à la corruption, à la mauvaise gestion et à l'illégitimité du gouvernement, les Haïtiens sont descendus en masse dans la rue pour demander la démission d'Henry.[102] Au lieu de les protéger, le gouvernement réprime la dissidence et utilise une violence disproportionnée – y compris des gaz lacrymogènes et des tirs de balles – contre les manifestants.[103]

- La corruption et la mauvaise conduite au plus haut niveau restent des éléments centraux de l'administration actuelle. En août, une série d'enquêtes menées par l'Unité de lutte contre la corruption d'Haïti a révélé des pratiques de corruption très répandues – principalement des détournements de fonds et une mauvaise gestion des fonds publics – dans dix institutions et organismes publics, dont plusieurs municipalités, la PNH, la loterie nationale et une université publique.[104] Des enquêtes distinctes menées en juin et juillet ont permis de découvrir des preuves de détournement de fonds à l'Office national de la migration et au Fonds d'assistance sociale,[105] ainsi que de nombreuses irrégularités dans la gestion des fonds alloués au ministère de la Santé publique et de la Population pour lutter contre la COVID-19,[106] ce qui a encore ébranlé la confiance du public dans les institutions.
- Le gouvernement haïtien a commencé à réprimer la corruption dans les bureaux de douane,[107] sous l'insistance des États-Unis et des institutions financières internationales.[108] En juillet, Robinson Pierre-Louis, membre du cabinet du ministre de la Justice, et le magistrat Michelet Virgile ont été arrêtés pour fraude, corruption et association de malfaiteurs dans le cadre d'un trafic d'armes.[109] Toutefois, selon les défenseurs des droits de l'homme sur le terrain, aucun progrès dans cette affaire n'a été enregistré au moment de la rédaction du présent rapport.
- Le gouvernement continue de réprimer la dissidence populaire protégée par la Constitution. La police fait fréquemment un usage excessif de la force contre les manifestants, tirant des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des balles réelles sur des foules de civils.[110] Le Bureau des Avocats Internationaux (**BAI**), cabinet haïtien de droits humains et partenaire de l'IJDH, a signalé en septembre que la police utilise des arrestations illégales et arbitraires effectuées en dehors de la loi comme tactique de dissuasion contre les militants qui protestent contre la mal-administration du gouvernement[111] – un autre exemple des atteintes à l'espace civique et à la démocratie en Haïti.
- La police a aussi spécifiquement pris pour cible des journalistes qui couvraient les manifestations populaires,[112] ce qui a suscité de sérieuses inquiétudes parmi les défenseurs de la liberté de la presse.[113] Lors d'un incident particulièrement flagrant, la police a tiré sur un groupe de journalistes qui réclamaient la libération d'un autre journaliste détenu alors qu'il couvrait une manifestation,[114] tuant le journaliste Romelo Vilsaint.[115] Des dizaines de journalistes sont descendus dans la rue le 13 novembre pour protester contre le meurtre de Vilsaint et dénoncer plus généralement les brutalités policières.[116]
- En plus de l'usage excessif de la force par le gouvernement entraînant la mort de civils,[117] le RNDDH a également soulevé des inquiétudes concernant des exécutions extrajudiciaires perpétrées par des acteurs gouvernementaux. En novembre, le RNDDH a rapporté que le commissaire du gouvernement auprès du Tribunal de Première Instance de Miragoâne, Jean Ernest Muscadin, a exécuté sommairement deux membres présumés de gangs.[118] Le RNDDH a également exprimé son inquiétude quant à l'existence d'un escadron de la mort au sein de la PNH, citant des preuves que des officiers de la PNH procèdent à des disparitions forcées et à des exécutions sommaires de civils qui critiquent le gouvernement.[119]

III. Le manque d'accès à la justice et l'impunité chronique

Le système judiciaire haïtien manque toujours cruellement de ressources, est corrompu et vulnérable à l'insécurité généralisée,[120] en grande partie à cause de plus d'une décennie de règne du PHTK qui a compromis l'accès à la justice et aux mécanismes de responsabilité.[121] En conséquence, les auteurs de graves violations des droits humains et d'autres crimes violents agissent dans une quasi-impunité – un manque de responsabilisation qui est lui-même un moteur de l'insécurité et de la corruption institutionnelle.[122] Les taux toujours aussi élevés de détention provisoire sont une autre conséquence du dysfonctionnement du système judiciaire[123] et une autre violation flagrante des droits humains qui

ne fait qu'aggraver des conditions de détention déjà inhumaines qui violent les droits des détenus à la santé, à la sécurité et à la dignité humaine.[124]

Le dysfonctionnement du secteur de la justice et l'impunité chronique

- Le système judiciaire haïtien reste essentiellement non fonctionnel. La Cour de cassation n'a toujours pas le quorum nécessaire pour fonctionner.[125] De nombreuses nominations de nouveaux magistrats restent en suspens, ce qui ralentit le traitement des dossiers et fragilise davantage un secteur judiciaire déjà faible.[126] Par ailleurs, les défenseurs et les acteurs du système judiciaire restent inquiets quant au fait que les nominations sont faites de manière inappropriée et sur la base d'affiliations politiques, ce qui érode davantage l'autonomie et l'indépendance du système judiciaire.[127]
- Les tribunaux peinent toujours à fonctionner dans un contexte d'insécurité croissante et de manque chronique de ressources.[128] Le 10 juin, le gang *5 Segonn* a attaqué le tribunal de première instance de Port-au-Prince dans une tentative apparemment coordonnée de libérer des accusés qui y étaient détenus. Ils ont vandalisé des salles d'audience, tiré sur des employés et volé des dossiers judiciaires, des armes et d'autres preuves potentielles.[129] Des défenseurs des droits humains ont dénoncé l'inaction du gouvernement, qui, selon eux, a permis aux bandits de garder un contrôle aussi long sur le tribunal.[130] Le tribunal reste sous le contrôle du gang au moment de la rédaction de ce rapport, selon des partenaires sur le terrain. L'incident a entraîné des retards judiciaires supplémentaires[131] et a incité des magistrats et des avocats à demander la relocalisation du tribunal.[132] Des problèmes de maintenance et le manque d'installations adéquates, d'électricité régulière et de connexion Internet empêchent la numérisation des dossiers, ce qui entraîne des retards judiciaires supplémentaires et la perte de documents.[133]
- Les acteurs judiciaires continuent de subir des menaces contre leur vie et leur sécurité. Un rapport du RNDDH datant de novembre a révélé qu'au moins dix avocats et deux magistrats ont été kidnappés, assassinés ou blessés au cours de cette dernière année.[134] L'insécurité généralisée à Port-au-Prince et les attaques contre des tribunaux et des parquets à Jéremie,[135] Croix-des-Bouquets[136] et Petit-Goâve,[137] respectivement en juin, juillet et septembre, ont entraîné la relocalisation de plusieurs bureaux judiciaires.[138]
- L'impunité chronique est à la fois un symptôme et un moteur de l'insécurité généralisée et du dysfonctionnement du système judiciaire en Haïti,[139] les auteurs d'atteintes aux droits humains et d'autres crimes – y compris les gangs et la police – étant rarement tenus responsables.[140] Aucun progrès n'a été observé dans l'enquête haïtienne sur l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse.[141] Cinq juges d'instruction différents ont été affectés à l'enquête depuis son ouverture, et deux d'entre eux se sont retirés en raison de menaces à leur encontre et de l'incapacité du gouvernement à garantir leur sécurité.[142] De hauts responsables, dont le Premier ministre de facto Henry, ont été accusés de faire obstruction à l'enquête par de multiples agents des forces de l'ordre.[143] Malgré des allégations persistantes et crédibles concernant l'implication du Premier ministre de facto Henry dans l'assassinat de Moïse,[144] aucune mesure n'a été prise pour enquêter sur lui ou le tenir pour responsable. Un rapport sur l'enquête sur l'assassinat de Moïse mandaté par le Congrès américain a été remis avec près de cinq mois de retard, ne comportait que trois pages et ne contenait pratiquement aucune information qui n'ait déjà été rendue publique.[145] Il reconnaît toutefois l'absence de progrès et les interférences documentées dans l'enquête.[146]
- D'autres enquêtes importantes n'ont pas non plus progressé. Deux ans après l'assassinat du bâtonnier de Port-au-Prince, Monferrier Dorval, l'enquête sur son meurtre n'a pas progressé de manière significative.[147] Il n'y a actuellement aucun juge d'instruction affecté à son dossier.[148] De même, les enquêtes sur les meurtres de la militante et journaliste Antoinette Duclaire et du journaliste Diego Charles en 2021 n'ont pas progressé.[149] Les enquêtes sur le massacre de La Saline de 2018 et les nombreux massacres et attaques armées ultérieurs perpétrés contre des civils sont au point mort.[150] L'impunité persiste également pour les responsables gouvernementaux haïtiens impliqués dans le scandale de corruption PetroCaribe,[151] qui ont détourné plus de 2 milliards de dollars – initialement destinés à des dépenses sociales – du projet PetroCaribe du Venezuela entre 2008 et 2016.[152] L'absence de progrès dans ces affaires très médiatisées est symptomatique de l'effondrement et de la corruption du système judiciaire, qui permet aux auteurs de crimes graves commis contre d'innombrables autres Haïtiens d'agir en toute impunité.[153]

Des conditions de détention inhumaines

- Les prisons d'Haïti sont délabrées et surpeuplées, avec des cellules faites pour dix personnes en contenant quarante.[154] Selon des statistiques récentes, le taux d'occupation des prisons haïtiennes est de 454,4 %.[155] La surpopulation est un symptôme des taux élevés de détention provisoire prolongée en Haïti[156] : plus de 83 % de la population carcérale haïtienne est détenue sans procédure officielle.[157] La durée moyenne de la détention provisoire est de trois ans,[158] mais certains attendent leur procès depuis plus de dix ans.[159]
- Les prisons sont devenues des lieux de prolifération du choléra, les conditions de surpopulation et le manque d'eau potable et d'assainissement permettant à la maladie de se propager.[160] Sur plus de 172 personnes[161] décédées en prison depuis janvier 2022, le RNDDH a recensé 24 décès dus au choléra, tous survenus à la Prison civile de Port-au-Prince.[162] D'autres rapports font état d'au moins 20 décès dus au choléra dans le Pénitencier national.[163] Selon des rapports crédibles émanant de défenseurs des droits humains sur le terrain, les autorités sanitaires haïtiennes sous-estiment le nombre de cas et de décès dus au choléra, si bien que le nombre réel est presque certainement plus élevé.[164]
- L'accès aux soins médicaux fournis par l'État dans les prisons reste extrêmement limité,[165] bien que certaines organisations non gouvernementales offrent des services supplémentaires. Il n'y a qu'un médecin pour 1 016 personnes incarcérées[166] et l'accès aux produits médicaux est limité.[167] L'État ne fournit pas d'accès au dépistage et au traitement du VIH.[168] Cette situation résulte en partie d'un manque chronique de ressources – selon un rapport du BINUH datant du mois d'août, seulement quatre gourdes (environ trois centimes) ont été dépensées par personne incarcérée et par jour entre novembre 2021 et mai 2022.[169] Le budget officiel est de 106 gourdes, ce qui reste très insuffisant.[170]
- Les prisonniers ne reçoivent pas de nourriture adéquate ni d'eau potable. Selon des partenaires sur le terrain, de nombreuses personnes incarcérées passent plusieurs jours sans manger ou ne reçoivent qu'un seul repas par jour, et doivent compter sur leurs familles ou des organisations non gouvernementales pour leur fournir des aliments supplémentaires et de l'eau potable.[171] Mais des défenseurs des droits humains signalent qu'avec les gangs qui contrôlent une grande partie de Port-au-Prince et la grave pénurie de carburant, de nombreuses familles ne peuvent plus atteindre les prisons. La prison civile du Cap-Haïtien a signalé qu'en raison du manque de carburant, l'eau potable n'est pas disponible et la nourriture est fournie de manière irrégulière.[172] La malnutrition sévère est courante[173] et entraîne souvent la mort : quatre personnes sont mortes en l'espace de deux jours à la prison de Jacmel des suites d'une combinaison de famine, de malnutrition et de difficultés respiratoires, et au moins huit autres sont décédées après que le pénitencier national des Cayes se soit retrouvé à court de nourriture.[174] Le manque de nutrition et de soins de santé adéquats combinés a tué au moins 53 personnes incarcérées depuis juillet.[175]
- Certaines personnes incarcérées sont contraintes de vivre dans un espace d'à peine 0,24 mètre carré, sans lit ni matelas, et doivent souvent dormir à tour de rôle sur le sol, attacher des hamacs aux fenêtres des cellules ou simplement rester debout pendant de longues périodes.[176] La plupart des prisons ne disposent pas d'installations sanitaires, d'électricité et de ventilation adéquates.[177] Les problèmes fréquents de rongeurs exposent les personnes incarcérées à des risques sanitaires supplémentaires.[178] Souvent, ils ne sont autorisés à sortir de leur cellule pour aller aux toilettes qu'une fois par jour, pour une durée maximale de trente minutes,[179] et des défenseurs des droits humains signalent que certains passent des semaines entières sans être autorisés à sortir de leur cellule. Des personnes incarcérées au Pénitencier national ont également signalé l'existence d'une « zone d'isolement » séparée, où les détenus sont contraints de dormir sur le sol dans leurs propres excréments.[180]
- Les personnes incarcérées sont exposées à des risques de violence et de torture de la part des autorités pénitentiaires, qui manquent également de les protéger des autres détenus.[181] Un rapport de l'ONU a révélé que les gardes recourent à des « traitements cruels et inhumains » pour discipliner les détenus, y compris dans les établissements correctionnels pour jeunes.[182] Les garçons sont souvent incarcérés avec des hommes, ce qui les rend vulnérables et viole les normes internationales relatives aux droits des enfants en détention.[183] La corruption au sein du personnel pénitentiaire demeure également un problème grave,[184] ce qui permet aux gangs armés de mener des attaques plus facilement,[185] et aux détenus de coordonner leurs évasions.[186] Elle facilite

également le trafic d'armes à feu et de substances illicites dans les prisons,[187] exposant les détenus à des risques supplémentaires de violence et de santé.

IV. Le manque d'égalité des droits et des protections pour les individus socialement vulnérables, en particulier les femmes et les filles

Les conditions pour les personnes vulnérables, notamment les femmes et les filles, ont continué à se dégrader.[188] Les femmes et les filles restent exposées à un risque élevé de violence sexospécifique[2] et notamment de violence sexuelle perpétrée par les gangs.[189] Les inégalités structurelles, exacerbées par l'insécurité aiguë et les crises humanitaires, empêchent les groupes marginalisés de jouir de leurs droits fondamentaux et limitent l'accès aux services essentiels et à l'aide humanitaire. La pauvreté accentue ces vulnérabilités,[190] les femmes et les filles vivant dans la pauvreté étant plus exposées au danger et parfois contraintes de se livrer à des activités sexuelles transactionnelles ou à des mariages précoces pour survivre.[191] Bien que les perspectives des personnes vulnérables soient essentielles à la création de solutions inclusives aux crises intersectées d'Haïti,[192] les femmes et les autres groupes marginalisés sont systématiquement exclus de la prise de décision.[193] La représentation politique des femmes en Haïti reste l'une des plus faibles au monde, bien en dessous du quota de 30 % prévu par la Constitution haïtienne.[194] Néanmoins, les groupes de femmes sur le terrain, en particulier, jouent un rôle clé dans la réponse à la crise actuelle en mobilisant les efforts pour distribuer l'aide humanitaire, en plaidant pour des réformes politiques et en fournissant des services essentiels.[195]

- La détérioration des conditions en Haïti a exposé les femmes et les filles à un risque accru de violence sexospécifique.[196] Il n'existe pas de collecte systématique de données sur la violence sexospécifique en Haïti, en particulier dans les situations de déplacement, ce qui rend la vulnérabilité difficile à quantifier.[197] Cependant, en novembre 2022, Médecins Sans Frontières (**MSF**) a déclaré avoir vu en moyenne 130 victimes de violence sexospécifique par mois, dont environ 100 victimes de viol.[198] L'incidence réelle de la violence sexospécifique est probablement beaucoup plus élevée, car la violence des gangs et l'insécurité ont exacerbé les difficultés de signalement existantes.[199] Les survivantes de violence sexospécifique craignent les représailles des membres des gangs,[200] et de nombreux sites de signalement, tels que les hôpitaux, les centres pour femmes et les postes de police, ont été contraints de fermer ou ne sont plus accessibles en raison de la violence.[201]
- Les gangs armés utilisent de plus en plus la violence sexuelle, y compris le viol, comme une « arme pour perturber le tissu social » afin d'inspirer la peur aux populations locales, de les intimider, de les punir, de les soumettre et de les contrôler.[202] Entre le 7 juillet et le 5 août 2022, le BINUH a signalé qu'au moins 57 femmes ont été victimes de violences sexuelles.[203] Le RNDDH a également rapporté que des membres de gangs ont violé au moins 52 femmes et filles entre le 7 et le 17 juillet – y compris sur des places publiques, dont certaines étaient utilisées comme camps de déplacement informels.[204] Le RNDDH a documenté de nombreux cas de viols collectifs, y compris de femmes enceintes ; beaucoup ont été violées devant leurs enfants, leurs frères et sœurs et leurs conjoints.[205] Des membres de gangs ont forcé certaines femmes à assister à l'exécution de leurs conjoints masculins, dont elles ont ensuite dû abandonner les corps.[206] L'intensité de la violence contraint de nombreuses femmes à faire le choix impossible d'envoyer leurs enfants au loin pour leur sécurité.[207]
- Les femmes et les filles constituent la majorité des personnes vivant dans les camps de déplacement informels.[208] Ces camps ne disposent pas de mesures de sécurité ni de services et de soutien humanitaires adéquats, ce qui rend les femmes et les filles en situation de déplacement particulièrement vulnérables à la violence sexospécifique.[209] Le BAI a signalé que des dizaines de femmes et de filles avaient été violées dans des camps de déplacement, y compris par des travailleurs humanitaires et gouvernementaux.[210] Une femme a rapporté qu'une jeune fille vivant dans son camp avait été violée par un membre d'un gang qui est entré librement dans le camp dû

[2] The UN defines **GBV** as "harmful acts directed at an individual based on their gender," and notes that GBV "is rooted in gender inequality, the abuse of power and harmful norms." GBV includes "sexual, physical, mental and economic harm inflicted in public or in private" as well as "threats of violence, coercion and manipulation." *Gender-based Violence*, UN Refugee Agency, https://www.unhcr.org/en-us/gender-based-violence.html.

au manque de sécurité.[211] Bien qu'il ait été arrêté, l'auteur présumé du viol est reparti en toute impunité car la famille de la jeune fille avait peur des représailles.[212]

- Les femmes et les filles n'ont toujours pas accès à une protection adéquate ou un recours de la part de la police et du système judiciaire.[213] Un rapport préparé conjointement par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (**HCDH**) et le BINUH a révélé que la violence croissante des gangs a contraint les officiers de police et autres représentants du gouvernement à quitter les quartiers marginalisés, empêchant ainsi les victimes de violence sexospécifique dans ces quartiers de demander protection et responsabilisation.[214] Les fermetures de tribunaux dues à l'insécurité ont aggravé le problème.[215]
- Les difficultés chroniques rencontrées par les femmes et les filles pour accéder aux services essentiels, notamment en matière de soins de santé, d'éducation et d'emploi, ont été exacerbées par la violence des gangs, les barrages routiers et les pénuries de carburant.[216] Les survivantes de violences sexuelles – qui nécessitent un traitement prophylactique pour les infections sexuellement transmissibles et les grossesses non désirées dans un délai de 72 heures[217] – et les 29 000 femmes actuellement enceintes en Haïti sont particulièrement affectées.[218] Les femmes ont également vu leur accès aux moyens de subsistance devenir encore plus précaire.[219] Les *Madan Sara*, les marchandes haïtiennes qui apportent des produits des zones rurales aux acheteurs urbains, illustrent bien les pressions supplémentaires que subissent les femmes à cause des crises actuelles.[220] La crise du carburant a compliqué les transports, ce qui a affecté leurs revenus (les retards prolongés des bus laissant pourrir les produits, par exemple),[221] et la violence des gangs les expose à davantage de risques sur la route.[222]
- Les enfants sont confrontés à des dangers et à des vulnérabilités distincts. Un rapport de l'ONU indique que les troubles sociaux, la violence des gangs et la résurgence du choléra auront probablement un impact sur les services essentiels pour 22 100 enfants de moins de cinq ans et 28 000 nouveau-nés.[223] Les enfants souffrant de malnutrition sont particulièrement menacés par la résurgence du choléra, car la déshydratation causée par la maladie peut entraîner une défaillance des organes en l'espace d'une journée.[224] Au 23 novembre, les enfants représentaient 40 % des cas de choléra.[225] Ce risque est aggravé par le manque d'accès aux soins médicaux, surtout dans un délai aussi court.[226] La crise actuelle a également eu un impact sur l'accès à l'éducation, avec plus de 2,4 millions d'enfants non scolarisés cette année scolaire.[227] Pendant ce temps, les gangs continuent de cibler les enfants pour les recruter.[228] La pratique consistant à envoyer des enfants travailler comme *restaveks*[229] (essentiellement des employés domestiques pour des familles aisées qui promettent une éducation en échange) reste courante. Elle est maintenant parfois appelée « placement familial »,[230] ce qui pourrait servir à masquer davantage les préjudices liés à cette pratique, qui est en réalité plus proche de la servitude sous contrat.[231] Les filles dans ces situations sont particulièrement vulnérables à la violence sexospécifique, bien que les garçons soient également concernés.[232] La plupart des enfants *restaveks* sont privés d'éducation et sous-alimentés.[233]
- Les personnes en situation de handicap continuent d'être confrontées à des obstacles à la jouissance de leurs droits fondamentaux en raison de la stigmatisation, des mauvaises infrastructures limitant leur mobilité et du manque de soutien adéquat.[234] La crise actuelle en Haïti exacerbe ces difficultés,[235] d'autant que les réponses humanitaires ne répondent souvent pas aux besoins des personnes en situation de handicap.[236] Les femmes et les filles en situation de handicap sont exposées de manière disproportionnée à la violence sexospécifique en raison de croyances qui les déshumanisent ou les caractérisent comme hypersexuelles.[237] Elles sont aussi parfois moins à même de se protéger en raison de leur handicap, notamment dans les camps de déplacement.[238] Il n'existe pratiquement aucune donnée fiable sur les personnes en situation de handicap vivant en Haïti.[239]
- Les personnes LGBTQI+ continuent de faire l'objet d'une discrimination très répandue en raison de leur identité de genre et de leur orientation sexuelle et ne bénéficient d'aucune représentation politique.[240] L'ONU a signalé que des membres de gangs ciblent délibérément les personnes LGBTQI+ en leur infligeant des violences sexuelles,[241] y compris des viols « correctifs ».[242] Les personnes LGBTQI+ se heurtent également à des obstacles particuliers dans l'accès aux soins médicaux et aux soins post-viol, les prestataires de soins manifestant parfois des attitudes discriminatoires et remettant en question le caractère non consensuel de l'agression sexuelle.[243]

V. L'effondrement des droits économiques et sociaux

Le contexte social et économique d'Haïti s'est considérablement détérioré depuis la dernière mise à jour de l'IJDH.[244] Une inflation sans précédent et une crise paralysante du carburant ont encore augmenté le coût de la vie qui était déjà prohibitif,[245] ont rendu l'accès à la nourriture, à l'eau potable et aux soins de santé incroyablement difficile et ont forcé les hôpitaux et les écoles à fermer leurs portes.[246] La résurgence et la propagation rapide du choléra sont à la fois une conséquence de ces difficultés et un facteur aggravant.[247] Pour compliquer la crise, Haïti reste particulièrement vulnérable à la crise climatique et aux catastrophes naturelles, notamment en raison de l'incapacité du gouvernement haïtien à réagir de manière adéquate et des problèmes chroniques liés à l'aide internationale.[248]

Le déclin de l'économie

- L'économie d'Haïti connaît sa quatrième année consécutive de déclin[249] et fait face à un déficit de 34 milliards de gourdes (près de 238 millions de dollars).[250] Plus de 70 % des Haïtiens vivent sous le seuil de pauvreté.[251]
- L'inflation a atteint 38,7 % en septembre,[252] le taux le plus élevé depuis une décennie.[253] Le gouvernement haïtien a injecté 18,5 millions de gourdes sur le marché en août,[254] dans le but de limiter la chute de la gourde par rapport au dollar américain[255] et, ainsi, de freiner la hausse des prix. Néanmoins, la gourde s'est dépréciée de plus de 20 % depuis notre dernière mise à jour en juin.[256] En conséquence, le coût de la vie et des produits de première nécessité a augmenté considérablement,[257] le coût des produits alimentaires de base ayant doublé au cours de la dernière année.[258]
- Le déclin économique d'Haïti a été exacerbé par des perturbations externes dans le commerce international qui ont des répercussions profondes sur la stabilité financière et la souveraineté alimentaire des Haïtiens.[259] Par exemple, des usines appartenant à ou fournissant des entreprises étrangères ont annoncé des licenciements en masse et des réductions de salaire allant jusqu'à 50 % en raison de l'insécurité et du manque de carburant,[260] mettant en danger des dizaines de milliers d'emplois et affectant la capacité des Haïtiens à se nourrir et à nourrir leurs familles.
- Le manque d'opportunités économiques, notamment en raison de la crise d'insécurité prolongée, est un autre moteur du recrutement des gangs, car certains jeunes hommes et garçons – et, dans une moindre mesure, certaines femmes[261] – qui ont besoin d'argent ou de protection voient souvent l'adhésion à un gang comme un moyen de survivre.[262]

La crise du carburant

- En réponse aux pressions du Fonds monétaire international (**FMI**),[263] le Premier ministre de facto Henry a supprimé les subventions pour le diesel, le kérosène et l'essence le 11 septembre.[264] Du jour au lendemain, le prix d'un gallon d'essence a augmenté de 128 %, le kérosène de 89 % et le diesel de 90 %.[265] Cette hausse a eu un impact profond sur la vie des Haïtiens, qui utilisent le carburant pour le transport, la cuisine, les télécommunications et l'électricité.[266]
- L'augmentation immédiate des prix du carburant a déclenché des manifestations dans tout le pays[267] et a plongé Haïti dans ce que les dirigeants régionaux appellent une « guerre civile de basse intensité ».[268] Les manifestants, qui considèrent l'élimination des subventions aux carburants comme la plus récente injustice d'un gouvernement qui n'a pas réussi à protéger sa population et à fournir ne serait-ce que des services minimaux, ont demandé l'annulation de l'augmentation des prix et la démission du Premier ministre de facto Henry.[269] Les défenseurs de la société civile ont condamné la décision du gouvernement d'augmenter les prix du carburant, à un moment où Haïti connaît l'une des pires situations d'insécurité généralisée de son histoire,[270] comme une preuve du « niveau de mépris du pouvoir en place vis-à-vis de la population ».[271]
- Le 12 septembre, le gang G9 a pris le contrôle du terminal pétrolier de Varreux, bloquant l'accès à 70 % du carburant d'Haïti[272] et aggravant la pénurie aiguë de carburant et la flambée des prix.[273] Cette situation a paralysé davantage le pays, car les hôpitaux, les distributeurs d'eau et d'autres prestataires de services essentiels qui dépendent du carburant ne pouvaient pas fonctionner.[274] Le prix de l'essence sur le marché noir a atteint plus de 21 dollars américains par gallon.[275] Cela aggrave l'impact social négatif, car ces ventes sont une source de revenus lucrative pour les gangs, qui s'emparent de l'essence aux pompes ou dans les camions-citernes et la revendent à un prix

beaucoup plus élevé.[276] La police haïtienne a repris le contrôle du terminal de Varreux le 3 novembre,[277] supposément après des semaines de négociations avec le chef du gang G9, Jimmy « Barbeque » Chérizier.[278] Cependant, le gouvernement et Chérizier nient que des négociations aient eu lieu.[279] Le carburant n'a pas atteint les stations-service avant le 12 novembre[280] et reste trop cher pour la plupart, notamment parce que le gouvernement de facto a procédé à la suppression des subventions en dépit de la réprobation populaire.[281]

- En raison de la crise du carburant, les entreprises et les services qui dépendent de générateurs pour fonctionner – notamment les écoles, les hôpitaux et les opérateurs de télécommunications – ont été contraints de fermer ou de réduire leurs activités.[282] Les promesses du gouvernement haïtien et du FMI selon lesquelles l'argent économisé par le gouvernement grâce à la suppression des subventions sur le carburant serait redirigé vers des programmes sociaux en faveur des pauvres[283] n'ont pas été tenues. La combinaison de l'augmentation des prix du carburant et de l'inflation a eu un impact disproportionné et profond sur les Haïtiens défavorisés et de la classe ouvrière. Les transports publics sont devenus plus chers et moins disponibles, ce qui entrave la liberté de mouvement.[284] Cela oblige les travailleurs à dépenser une plus grande partie de leur salaire – qui n'a pas augmenté pour s'adapter à l'inflation[285] – pour se déplacer entre leur domicile et leur lieu de travail et limite l'accès à des services essentiels comme les soins médicaux.[286] Alors que les salaires stagnent et que les emplois sont supprimés parce que les entreprises ne peuvent pas fonctionner sans carburant,[287] les produits du quotidien – y compris les produits de base comme le riz, le maïs, les haricots verts et l'huile de cuisson – sont devenus trop chers pour la plupart.[288] Les Haïtiens travaillant dans le secteur informel, qui ont tendance à gagner le moins, sont encore plus vulnérables aux effets combinés de l'inflation et de la hausse des prix du carburant.[289]
- Les zones densément peuplées de Port-au-Prince n'ont plus de moyen de se débarrasser des ordures en raison de la crise du carburant et de la violence des gangs qui bloquent l'accès aux décharges, ce qui aggrave les problèmes de santé publique.[290] Les habitants des quartiers de Cité Soleil et de Delmas ont signalé que des montagnes d'ordures bloquent la circulation et créent un environnement insalubre et dangereux pour les résidents.[291] D'autres signalent que des débordements d'eaux usées ont contaminé leur seule source d'eau.[292]

L'accès à l'eau

- La crise du carburant a perturbé la distribution de l'eau : les services de traitement de l'eau de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement, et le principal distributeur privé d'eau potable en Haïti ont temporairement suspendu la livraison d'eau en octobre.[293] Des gangs continuent de bloquer les routes principales, les ports et d'autres infrastructures, empêchant les camions de distribution d'eau d'atteindre certains quartiers – dont beaucoup n'ont aucun autre accès à l'eau potable.[294] Le manque d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires a augmenté l'exposition aux maladies transmises par l'eau, notamment le choléra.[295]
- Les pénuries d'eau constituent une crise aiguë qui vient s'ajouter au manque chronique d'accès à l'eau potable, ce qui a un impact direct sur la santé.[296] Un Haïtien sur trois n'a pas accès à l'eau potable.[297] Il s'agit d'un problème de longue date, que l'ONU s'était engagée à résoudre en 2016 dans le cadre de son plan visant à éliminer le choléra introduit par l'ONU en Haïti.[298] Elle a échoué. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement réduisent encore davantage la disponibilité de l'eau potable.[299]

L'accès à la nourriture

- Près de la moitié de la population d'Haïti – 4,7 millions d'Haïtiens – souffre actuellement de faim aiguë, 1,8 million d'entre eux étant confrontés à la malnutrition aiguë et aux risques associés, notamment la mort.[300] Les habitants de Cité Soleil, l'un des quartiers de Port-au-Prince les plus touchés par les gangs,[301] sont particulièrement affectés : l'ONU a signalé que 20 % des enfants de moins de cinq ans de Cité Soleil souffrent de malnutrition aiguë,[302] ce qui exacerbe leur vulnérabilité aux maladies comme le choléra.[303] 19 000 autres habitants sont au bord de la famine.[304] Il n'y a aucune indication que le gouvernement ait pris des mesures significatives pour faire face à cette crise alimentaire qui s'aggrave.
- L'insécurité a eu un effet profond sur l'accès à la nourriture, car les gangs contrôlent et bloquent les principales routes reliant les régions agricoles aux marchés centraux, ce qui a pour effet

d'augmenter le prix des denrées alimentaires et d'empêcher la livraison de nourriture et d'aide humanitaire essentielle.[305] Le blocage complet, pendant un an, de la route principale reliant Port-au-Prince à la péninsule du sud a pratiquement isolé 3,8 millions de personnes vivant dans le sud du pays.[306] On rapporte que des gangs empêchent l'accès à la nourriture et à l'eau dans certains quartiers, notamment à Cité Soleil.[307] Les faibles précipitations et la résurgence de la grippe porcine africaine ont eu un impact sur la productivité agricole, réduisant encore la disponibilité de la nourriture sur le marché.[308] Comme le coût de la nourriture augmente, les familles sont obligées de dépenser de plus en plus pour survivre. La plupart des Haïtiens qui travaillent consacrent désormais plus de 60 % de leur salaire à la nourriture pour eux-mêmes et leur famille.[309] Environ quatre millions d'Haïtiens survivent avec moins de deux repas par jour.[310]

- Le Programme alimentaire mondial a qualifié la crise alimentaire actuelle en Haïti de situation d'insécurité alimentaire la plus grave qu'aient jamais connue les Amériques.[311] Cette insécurité alimentaire est également la conséquence entièrement prévisible de décennies de politiques menées par des États étrangers et des institutions financières internationales qui ont fortement limité l'autosuffisance d'Haïti en l'obligeant à dépendre d'importations étrangères de nourriture.[312] La vulnérabilité actuelle d'Haïti aux fluctuations du marché mondial, qui ont un impact disproportionné sur le coût et la disponibilité des produits de base,[313] est le résultat direct de ces politiques.

L'accès aux soins de santé

- Le 1er octobre, les autorités sanitaires haïtiennes ont signalé une résurgence du choléra.[314] Le choléra n'avait pas été observé en Haïti jusqu'à ce qu'il soit introduit par des Casques bleus en 2010, suite à une évacuation imprudente de déchets humains infectés.[315] Cette résurgence a été exacerbée par les problèmes chroniques des systèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène (**WASH**) : en 2020, au moins un tiers des Haïtiens n'avaient pas accès aux infrastructures WASH.[316] Le dysfonctionnement du système de santé haïtien, associé à l'insécurité et à la pénurie de carburant qui ont exacerbé les problèmes WASH préexistants, a permis à la maladie de se propager pratiquement sans contrôle.[317] La situation est particulièrement grave dans les prisons d'Haïti, où le manque de conditions sanitaires et d'accès à la nourriture et à l'eau potable a provoqué une propagation particulièrement aiguë de la maladie.[318] Malgré les efforts considérables des professionnels de la santé,[319] les chiffres ne cessent d'augmenter. Au 29 novembre, les autorités haïtiennes ont confirmé plus de 1 000 cas, près de 13 000 cas suspectés et 244 décès.[320] La violence des gangs empêchant l'accès à certaines zones et les tests étant limités, des partenaires sur le terrain signalent que les chiffres réels sont beaucoup plus élevés.[321] La malnutrition augmente la vulnérabilité à l'exposition et à la mort, neuf cas sur dix étant signalés dans des zones où la faim est sévère.[322]
- Le 20 novembre, MSF a signalé que si le choléra continue de se propager au rythme actuel, les centres médicaux seront bientôt au maximum de leur capacité, laissant les malades et les blessés sans endroit où se rendre.[323] Face à cette résurgence, les défenseurs des droits humains ont renouvelé leurs appels à l'ONU pour qu'elle accepte sa responsabilité légale quant à l'épidémie, qu'elle indemnise les victimes et qu'elle tienne sa promesse de 2016 d'améliorer l'infrastructure WASH d'Haïti.[324]
- De manière plus générale, le secteur de la santé reste perpétuellement en manque de ressources et de personnel, en grande partie à cause des défaillances du gouvernement et de la corruption.[325] En août, les médecins de l'Hôpital universitaire de La Paix se sont mis en grève après n'avoir pas été payés pendant onze mois.[326] Le ministère de la Santé publique et de la Population, qui a été révélé avoir mal géré les fonds publics alloués aux dépenses liées à la COVID-19,[327] n'a pas payé le personnel de santé qui avait été engagé pour fournir des soins aux patients de la COVID-19 depuis juin 2021.[328]
- La violence des gangs et la pénurie de carburant ont contraint de nombreux hôpitaux à fermer ou à réduire leurs activités,[329] exacerbant davantage la crise humanitaire.[330] En octobre, les hôpitaux qui dépendent de générateurs à moteur diesel, dont MSF, ont déclaré qu'ils ne seraient plus en mesure de fonctionner si le carburant n'était pas disponible rapidement.[331] Même si de nombreux centres médicaux sont restés ouverts, ils le font au prix d'immenses risques pour leur personnel,

car ils veulent s'assurer que les patients ont un endroit où aller.[332] Les centres médicaux mobiles ont augmenté leurs opérations afin de tenter de combler les besoins en services.[333]

- Les blocages des gangs et le manque de carburant ont également eu de graves répercussions sur la capacité des hôpitaux à se réapprovisionner en médicaments et en produits médicaux, notamment en oxygène.[334] Le coût des transports, de la nourriture et de la sécurité a considérablement augmenté pour les prestataires de soins de santé, ce qui a entraîné une hausse des taux de malnutrition chez les patients et une réduction des capacités du personnel.[335]
- La violence continue d'avoir un impact sur l'accès physique aux centres médicaux. Le service national d'ambulances ne dispose plus que de trois ambulances à Port-au-Prince et a réduit ou entièrement suspendu ses services ailleurs en Haïti en raison de la pénurie de carburant.[336] Même lorsque les ambulances sont opérationnelles, elles ne veulent ou ne peuvent souvent pas se rendre dans les zones contrôlées par les gangs, comme Cité Soleil, ce qui empêche les victimes de la violence des gangs de se faire soigner.[337] Par ailleurs, certains professionnels de la santé ont dû se résoudre à dormir sur leur lieu de travail pour éviter la violence des gangs sur leur trajet.[338]

L'accès à l'éducation

- L'insécurité croissante, le manque de carburant et la résurgence du choléra ont rendu l'accès à l'éducation extrêmement difficile.[339] Plus de 200 écoles de Port-au-Prince ont été contraintes de fermer partiellement ou complètement.[340] Le gouvernement a officiellement repoussé le début de l'année scolaire d'un mois, au 3 octobre, en raison des inquiétudes liées à la violence et à la pénurie de carburant,[341] mais de nombreuses rentrées ont été retardées jusqu'à la fin novembre.[342] Les établissements d'enseignement supérieur ont également été contraints de suspendre leurs activités académiques en raison de l'insécurité.[343] Au cours de l'été, les centres culturels et les bibliothèques de tout le pays ont été contraints de réduire leurs activités ou de fermer complètement, laissant les enfants privés de ressources pédagogiques essentielles.[344] Pour aggraver ces problèmes, plus de 250 000 enfants – plus de la moitié de ceux qui ont été touchés par le tremblement de terre de magnitude 7,2 de l'année dernière – n'ont toujours pas accès à des écoles adéquates, car le manque de financement et l'insécurité ont retardé la reconstruction.[345]
- Même lorsque les écoles sont ouvertes, elles restent inabordables pour la plupart. Les programmes gouvernementaux qui subventionnent partiellement les onéreux frais de scolarité et fournitures scolaires ont cessé de fonctionner, laissant les familles dans l'incapacité d'envoyer leurs enfants à l'école [346] et aggravant le cycle de la pauvreté.[347]

VI. Les pressions de l'émigration

En raison des problèmes décrits dans cette mise à jour, les Haïtiens fuient leur pays à la recherche de protection ou sont incapables de revenir en toute sécurité de l'étranger.[348] Certains pays continuent d'expulser des migrants haïtiens en appliquant des politiques racistes, parfois en violation de leurs propres obligations en matière de droits humains, notamment en ce qui concerne les traités relatifs aux réfugiés.[349] Pour la première fois depuis les années 1990 et malgré les importantes violations des droits qui s'y sont produites, les États-Unis envisageraient d'étendre l'utilisation de Guantánamo Bay comme centre de détention pour les migrants haïtiens.[350] Pendant ce temps, la République dominicaine emploie des tactiques de plus en plus brutales et inhumaines pour expulser les Haïtiens.[351]

- Le nombre d'Haïtiens qui prennent la mer pour échapper à la crise, en montant à bord de bateaux surchargés et mal équipés qui chavirent souvent avant d'atteindre leur destination,[352] a augmenté de façon alarmante depuis un an.[353] En conséquence, de nombreuses personnes se sont noyées après avoir été contraintes de tenter de rejoindre le rivage à la nage ou lorsque les conducteurs de bateaux les ont fait sauter dans l'océan pour échapper à la détection des forces de l'ordre.[354] Ces bateaux sont parfois dirigés par des individus ayant déjà été condamnées pour trafic d'êtres humains et de drogue, ce qui expose les migrants à des risques supplémentaires.[355]
- Des pays ont continué à expulser des migrants haïtiens, malgré les appels du gouvernement haïtien, de diverses agences des Nations Unies, de législateurs américains et d'organisations humanitaires à cesser de renvoyer les Haïtiens vulnérables vers une crise aiguë.[356] Les expulsions par voie aérienne d'Haïtiens dans le cadre de la politique raciste du Titre 42, dont l'Agence des Nations unies pour les réfugiés et d'autres acteurs humanitaires ont établi à plusieurs reprises

qu'elle violait le droit international,[357] semblent avoir pris fin en juin. Les expulsions d'Haïtiens sur la base de condamnations pénales sous-jacentes se sont poursuivies, au moins jusqu'à début septembre.[358] Le 5 décembre, le gouvernement américain a annoncé son intention de redésigner Haïti pour le statut de protection temporaire, ce qui permettra aux Haïtiens arrivés aux États-Unis avant le 6 novembre (bien qu'il soit possible que cette date change) de demander une protection contre l'expulsion.[359] Bien qu'il s'agisse d'une mesure positive – et qu'elle indique que l'administration Biden reconnaît les dangers du retour des Haïtiens dans un pays en crise – elle n'offrira aucune protection aux Haïtiens arrivés après la date limite.

- En outre, au lieu d'accorder aux Haïtiens interceptés en mer l'accès à la procédure d'asile, les garde-côtes américains les rapatrient immédiatement.[360] Il s'agit là d'un déni du droit des Haïtiens à ne pas être renvoyés dans un pays où ils seront confrontés au danger.[361] Par ailleurs, l'éventuelle extension du complexe pour migrants de Guantánamo Bay suscite l'inquiétude des défenseurs des droits humains, qui invoquent les antécédents de ce complexe en matière de violations des droits humains, notamment à l'encontre des Haïtiens qui y ont été détenus dans les années 1990, de détention illimitée et de déni du droit à une procédure régulière.[362]
- La République dominicaine a intensifié les expulsions d'Haïtiens.[363] Entre août et octobre 2022, les autorités dominicaines ont expulsé plus de 60 000 Haïtiens et Dominicains d'origine haïtienne ; en octobre, sur une période d'une semaine, les autorités dominicaines en ont expulsé 5 000 autres.[364] En réponse hostile aux appels du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme à mettre fin aux expulsions d'Haïtiens et à améliorer les mesures antiracistes et anti-xénophobes,[365] le président dominicain Luis Abinader a publié un décret appelant à une application plus stricte de la législation sur l'immigration et à la création d'une unité de police chargée d'enquêter sur les étrangers vivant dans des « occupations illégales de terres ».[366] Pendant ce temps, les Haïtiens en République dominicaine continuent de subir des violences racistes, notamment des arrestations arbitraires,[367] des expulsions forcées, des incendies criminels, des agressions physiques et des meurtres de la part des autorités et des civils dominicains.[368] Reflétant la nature raciste de ces politiques dominicaines, les États-Unis ont émis un avertissement aux voyageurs selon lequel les Américains « à la peau plus foncée » se rendant en République dominicaine pourraient être profilés et détenus par les autorités dominicaines en raison de la couleur de leur peau.[369] Les défenseurs des droits humains dominicains et autres continuent de dénoncer ces abus du gouvernement dominicain à l'encontre des migrants haïtiens.[370]
- Les Haïtiens déportés ou expulsés par les États-Unis vers Haïti – dont certains ont quitté Haïti alors qu'ils étaient enfants[371] – sont renvoyés dans un pays en crise qu'ils sont particulièrement mal préparés à affronter.[372] Les rapatriés ayant un casier judiciaire sont parmi les plus vulnérables, car ils sont souvent immédiatement incarcérés à leur arrivée en Haïti, bien qu'ils aient déjà purgé leur peine aux États-Unis.[373] Une fois incarcérés, les rapatriés sont soumis aux horreurs du système carcéral haïtien décrites ci-dessus.[374] Au moins un rapatrié incarcéré est mort en prison.[375] Les autorités haïtiennes demandent parfois de l'argent aux familles des rapatriés basées aux États-Unis, les retenant ainsi en otage.[376]

VII. Les échecs persistants de la communauté internationale à respecter les droits des Haïtiens

Les défis décrits dans cette mise à jour trouvent leur origine dans les injustices historiques perpétrées par des acteurs étrangers – esclavage, colonialisme et ingérence politique – et leurs corollaires modernes, notamment le racisme structurel et les politiques d'aide néocoloniales.[377] La communauté internationale continue d'échouer fondamentalement à remédier à ces préjudices ou à adopter des pratiques qui respectent les droits des Haïtiens, notamment en soutenant le régime illégal de facto, en ne mettant pas en œuvre de politiques visant à réduire le flux illégal d'armes vers Haïti, et en traitant les Haïtiens qui cherchent à se réfugier de la crise sans respect de la dignité et d'une manière qui viole les droits des migrants.[378]

- Le Premier ministre de facto Henry a officiellement demandé une intervention militaire en octobre,[379] parallèlement à une pression concertée de la communauté internationale.[380] Les Haïtiens se méfient de l'intervention internationale : ils citent les préjudices causés par les déploiements précédents,[381] notamment les massacres de civils perpétrés par les Casques bleus en 2005 et 2006,[382] ainsi que l'absence de responsabilité et de réparation pour ces préjudices,

notamment le refus actuel de l'ONU d'accepter la responsabilité légale de l'introduction du choléra en Haïti par les Casques bleus[383] et de l'exploitation et des abus sexuels des femmes et des filles haïtiennes par les Casques bleus et les acteurs humanitaires internationaux.[384] Malgré les besoins humanitaires croissants, de nombreux Haïtiens ont donc rejeté la demande d'intervention militaire étrangère, y compris la majorité des organisations de la société civile haïtienne qui ont publié des déclarations à ce sujet.[385] Beaucoup d'autres Haïtiens la considèrent comme une nécessité vitale.[386]

- Les Haïtiens et leurs alliés ont continué à exiger que la communauté internationale cesse de soutenir le Premier ministre de facto Henry et son gouvernement corrompu et répressif du PHTK.[387] Néanmoins, les États-Unis persistent à soutenir son gouvernement illégitime, même s'ils prétendent soutenir des « solutions dirigées par les Haïtiens ».[388] Cela élimine toute incitation pour Henry à négocier, empêchant ainsi de véritables solutions haïtiennes et ne respectant pas l'autonomie des Haïtiens à décider de leur propre avenir.[389]
- En octobre, le UNSC a adopté un régime de sanctions à l'encontre des chefs de gangs et de ceux qui les financent.[390] Le UNSC – et par la suite l'Union européenne – n'a jusqu'à présent sanctionné que Chérizier, le chef de gang du G9.[391] Le 4 novembre, les États-Unis et le Canada ont annoncé des sanctions à l'encontre de Joseph Lambert, président du Sénat, et de Youri Latortue, ancien président du Sénat et commissaire de police, pour « soutien financier et opérationnel illicite à des gangs armés » et implication dans le trafic de drogue.[392] Le 2 décembre, les États-Unis ont également sanctionné le sénateur Rony Célestin et l'ancien sénateur Richard Lenine Hervé Fourcand, les accusant d'avoir abusé de leur pouvoir pour faciliter le trafic de drogue.[393] Le Canada a également émis des sanctions contre l'ancien président et fondateur du PHTK, Michel Martelly, et les anciens premiers ministres du gouvernement du PHTK, Laurent Lamothe et Jean Henry Céant.[394] Ces sanctions indiquent que les acteurs internationaux commencent à reconnaître le rôle des élites puissantes dans le renforcement du pouvoir des gangs et dans la capture des institutions haïtiennes. Cependant, les Haïtiens soulignent que ces sanctions ne font qu'effleurer la question de la capture de l'État par de tels acteurs.[395] Ils craignent également que ces mesures ne soient appliquées de manière non uniforme en fonction des préférences de la politique étrangère et qu'elles continuent ainsi à déformer la capacité des Haïtiens à choisir leurs dirigeants. Par exemple, les États-Unis ne se sont pas joints au Canada pour sanctionner Martelly, qui posséderait des biens aux États-Unis, malgré le fait qu'il ait lui-même admis avoir détourné des fonds publics[396] et que des poursuites soient en cours contre lui devant un tribunal fédéral américain pour son implication dans un autre plan de détournement de fonds.[397] Le soutien persistant des États-Unis à Henry, qui a été accusé de manière crédible d'avoir des liens avec des membres de gangs et d'être impliqué dans l'assassinat de son prédécesseur, est un autre exemple des politiques américaines qui semblent favoriser les individus liés au PHTK.[398]
- La politique laxiste des États-Unis en matière d'armes à feu facilite la contrebande d'armes et de munitions vers Haïti, ce qui alimente la violence.[399] Par exemple, plusieurs membres éminents de l'Église épiscopale haïtienne ont été arrêtés en août pour trafic d'armes après la découverte d'armes et de munitions dans des conteneurs qui avaient été expédiés des États-Unis au nom de l'Église épiscopale.[400] Des activistes haïtiens ont demandé un contrôle plus strict.[401]
- Le UNSC a voté pour le renouvellement du mandat du BINUH le 15 juillet,[402] alors que des inquiétudes persistent quant à l'efficacité du BINUH et à sa capacité à respecter ses propres obligations en matière de droits humains,[403] ainsi qu'à son manque de crédibilité et de légitimité auprès des Haïtiens.[404]

---

[1] *See* Jess DiPierro Obert, *Surge in use of rape against women and rivals by Haiti gangs*, NEW HUMANITARIAN (Nov. 14, 2022), https://www.thenewhumanitarian.org/investigation/2022/11/14/Haiti-gang-violence-women-gender-based-violence-war-humanitarian-needs; *see further infra* Section I.

[2] *See* Luke Taylor, *'They have no fear and no mercy': gang rule engulfs Haitian capital*, GUARDIAN (Sep. 18, 2022), https://www.theguardian.com/world/2022/sep/18/haiti-violence-gang-rule-port-au-prince; *see further infra* Section I.

[3] *See* Taylor, *supra* note 2; *see further infra* Section I.

[4] *See Who is Haiti's sanctioned gang leader Jimmy 'Barbecue' Cherizier?*, AL JAZEERA (Oct. 21, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/10/21/who-is-haitis-sanctioned-gang-leader-jimmy-barbecue-cherizier.
[5] *See* Harold Isaac and Brian Ellsworth, *Gang blockade cripples Haiti fuel supplies, hospitals prepare to close*, REUTERS (Sep. 27, 2022), https://www.reuters.com/world/americas/gang-blockade-cripples-haiti-fuel-supplies-hospitals-prepare-close-2022-09-27/; *see further infra* Section V, *Fuel crisis*.
[6] *See infra* note 263; *see also* Michael Shellenberger, *Haiti Riots Triggered by IMF Advice to Cut Fuel Subsidies*, FORBES (Sep. 22, 2022), https://www.forbes.com/sites/michaelshellenberger/2022/09/22/haiti-riots-triggered-by-imf-advice-to-cut-fuel-subsidies/?sh=1ff300a35169.
[7] *See* Jacqueline Charles, *Haiti confirms cholera deaths as fuel shortage, protests hamper access to clean water,* MIAMI HERALD (Oct. 3, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article266721746.html; Francklyn B Geffrard, *Les haïtiens manifestent à nouveau contre le pouvoir en place dans plusieurs villes du pays. Au moins une personne a été tuée*, RHINEWS (Aug. 30, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/les-haitiens-manifestent-a-nouveau-contre-le-pouvoir-en-place-dans-plusieurs-villes-du-pays-au-moins-une-personne-a-ete-tuee/; *see further infra* note 267.
[8] *See* Widlore Mérancourt, Kelly Kasulis Cho & Amanda Coletta, *Cholera resurfaces in Haiti as gangs hinder access to water, hospitals*, WASHINGTON POST (Oct. 3, 2022), https://www.washingtonpost.com/world/2022/10/03/haiti-cholera-gang-violence-water/; *see further infra* Section IV.
[9] See Kristina Fried, *New promises from Washington for Haiti as the term for its assassinated president ends Monday*, MIAMI HERALD (Feb. 6, 2022), https://www.miamiherald.com/opinion/article258104658.html (describing Henry as "a key official in previous PHTK governments"); *HFAC Members Briefing with Ambassador Daniel L. Foote*, House Foreign Affairs Committee (Oct. 7, 2021), https://foreignaffairs.house.gov/2021/10/hfac-members-briefing-with-ambassador-daniel-l-foote (reporting on testimony of former U.S. Special Envoy to Haiti Daniel Foote to the U.S. House Foreign Affairs Committee that Henry's regime "is seen as an extension of the Moïse [PHTK] government").
[10] *See* Mario Joseph & Brian Concannon, *The last thing Haiti needs is military intervention. It didn't work in the past, and won't work now,* MIAMI HERALD (Sep. 19, 2022), https://www.miamiherald.com/opinion/op-ed/article266022281.html.
[11] *See* Brian Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, RESPONSIBLE STATECRAFT (Nov. 12, 2021), https://responsiblestatecraft.org/2021/11/12/how-biden-can-support-democracy-in-haiti/.
[12] *See, e.g.,* Scott Mistler-Ferguson, *G9 vs. G-PEP - The Two Gang Alliances Tearing Haiti Apart*, INSIGHT CRIME (Jul. 21, 2022), https://insightcrime.org/news/g9-gpep-two-gang-alliances-tearing-haiti-apart/; Jacqueline Charles, *Reports detail how Haiti's public administration is a cesspool of corruption*, MIAMI HERALD (Aug. 27, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article264971389.html; *see further infra* Sections I *and* II.
[13] *See, e.g., Affaire Monferrier Dorval : « C'est comme si tout a été mis en place pour empêcher l'avancement du dossier », se plaint Me Rose-Berthe Augustin*, LE NOUVELLISTE (Aug. 9, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237494/affaire-monferrier-dorval-cest-comme-si-tout-a-ete-mis-en-place-pour-empecher-lavancement-du-dossier-se-plaint-me-rose-berthe-augustin; Juhakenson Blaise, *Disorder in Haiti's courts*, HAITIAN TIMES (Jul. 7, 2022), https://haitiantimes.com/2022/07/07/disorder-in-haitis-courts/; *see further infra* Section III.
[14] *See infra* Section II.
[15] *See* Sandra C. Wisner, *Starved for Justice: International Complicity in Systematic Violations of the Right to Food in Haiti*, HRLR ONLINE (May 10, 2022), https://hrlr.law.columbia.edu/hrlr-online/starved-for-justice-international-complicity-in-systematic-violations-of-the-right-to-food-in-haiti/; *Haiti 'Ransom' Project*, NY TIMES, https://www.nytimes.com/spotlight/haiti; *see further infra* Section VII.
[16] *Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti* (**BINUH**), *Communiqué du Core Group* (Jul. 17, 2021), https://binuh.unmissions.org/fr/communiqué-du-core-group-4.
[17] *See* Letter to President Biden rejecting calls for military intervention in Haiti (Oct. 31, 2022), https://cepr.net/wp-content/uploads/2022/10/Haiti-Military-Force-Organizational-Sign-on.pdf; Susan D. Page, *A Smarter U.S. Assistance Strategy for Haiti*, COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS (Sep. 8, 2022), https://www.cfr.org/report/smarter-us-assistance-strategy-haiti?utm_medium=social_share&utm_source=emailfwd.
[18] *See UN's Guterres calls for international troops to intervene in Haiti*, FRANCE 24 (Oct. 10, 2022), https://www.france24.com/en/americas/20221010-un-s-guterres-calls-for-international-troops-to-intervene-in-haiti; *US and Mexico call for international force to help Haiti tackle gangs*, FRANCE 24 (Oct. 18, 2022), https://www.france24.com/en/americas/20221018-us-and-mexico-call-for-international-force-to-help-haiti-tackle-gangs.

[19] At the time of writing, the resolution has not yet been put up for a vote as the United States continues to attempt to identify troop contributors. *See* Michael Wilner & Jacqueline Charles, *U.S. Resolution Proposing Rapid Force for Haiti Imperiled: 'No One is Stepping Up,'* MIAMI HERALD (Oct. 25, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article267851922.html; Michele Kelemen, *Nations consider sending troops to Haiti, despite troubled past foreign intervention*, NPR (Oct. 21, 2022), https://www.npr.org/2022/10/20/1129747505/haiti-un-security-council-intervention-armed-force-aid-us-mexico; Evan Dyer, *As gang violence consumes Haiti, donor nations — Canada included — seem reluctant to get involved*, CBC NEWS (Sep. 22, 2022), https://www.cbc.ca/news/politics/haiti-canada-gangs-ariel-henry-1.6591067; Agence France Presse, *UN Prods Security Council To See 'Urgency' To Act On Haiti*, BARRON'S (Nov. 1, 2022), https://www.barrons.com/news/un-prods-security-council-to-see-urgency-to-act-on-haiti-01667332207?tesla=y.

[20] These include civilian massacres under the guise of anti-gang operations, widespread sexual exploitation and abuse, and a deadly cholera epidemic. *See infra* Section VII.

[21] *See* Edwidge Danticat, *The Fight for Haiti's Future*, NEW YORKER (Oct. 21, 2022), https://www.newyorker.com/news/daily-comment/the-fight-for-haitis-future; Letter to President Biden, *supra* note 17 (In an open letter to U.S. President Biden, a group of civil society organizations expressed concern "that the deployment of a military force now will only perpetuate and strengthen Henry's grasp on power, while doing little to ameliorate the root causes of today's crisis" and reminded President Biden of his 2022 commitment to "not use our military to change regimes or remake societies."); Allan Woods, *Haiti asks for Canadian soldiers to tackle gangs 'taking the country hostage,'* PETERBOROUGH EXAMINER (Oct. 13, 2022), https://www.thepeterboroughexaminer.com/ts/news/canada/2022/10/13/haiti-asks-for-canadian-soldiers-to-tackle-gangs-taking-the-country-hostage.html?li_source=LI&li_medium=thepeterboroughexaminer_canada ("Some in Haiti's opposition fear the current Haitian government will use a UN force to cement its hold on power; others fear another intervention that arrive and leave quickly without creating lasting change."); Luke Taylor, *'More bullets, more bloodshed': Haiti aid groups warn against request for foreign forces,* GUARDIAN (Oct. 9, 2022), https://www.theguardian.com/world/2022/oct/09/more-bullets-more-bloodshed-haiti-aid-groups-warn-against-request-for-foreign-forces ("[A]ctivists and aid groups said that calling in foreign forces risks escalating the brutal violence that has engulfed the capital while offering no long-term solution."); Milo Milfort, Anatoly Kurmanaev & Andre Paulter, *Fuel Hike Plunges Haiti Into Near Anarchy,* NY TIMES (Sep. 16, 2022), https://www.nytimes.com/2022/09/16/world/americas/haiti-protests-fuel-price.html; Joseph & Concannon*, supra* note 10; Garry Pierre-Pierre, *Another invasion of Haiti is coming,* HAITIAN TIMES (Oct. 10, 2022), https://haitiantimes.com/2022/10/10/another-invasion-of-haiti-is-coming-opinion/.

[22] *See, e.g.,* Natalie Kitroeff, *As Haiti Unravels, U.S. Officials Push to Send in an Armed Foreign Force,* NY TIMES (Nov. 29, 2022); Jake Johnston, *De Facto Haitian Authorities Call for (Another) Foreign Military Intervention,* CEPR (Oct. 14, 2022), https://cepr.net/de-facto-haitian-authorities-call-for-another-foreign-military-intervention/. There is disagreement among local observers as to the weight of Haitian opinion regarding whether a foreign intervention is advisable. Local partners make clear that some Haitians remain vehemently opposed while others believe an intervention will at least give them some "space to breathe." Nevertheless, there is consistent emphasis by Haitians on their right to self-determination, fear that harms characterizing past interventions will take place again, and a profound sense of injustice at corresponding failures of accountability.

[23] *See* Jacqueline Charles, *Rising homicides, kidnappings in Haiti show crisis is not over even as fuel flow resumes*, MIAMI HERALD (Nov. 17, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article268849492.html; UN Humanitarian, *Seven things to know about the humanitarian crisis in Haiti*, UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS (**OCHA**) (Oct. 26, 2022), https://unocha.exposure.co/seven-things-to-know-about-the-humanitarian-crisis-in-haiti; OCHA, *Haiti: Impact of social unrest on the humanitarian situation - Flash Update #1 (As of 22 September 2022)*, RELIEFWEB (Sep. 23, 2022), https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-impact-social-unrest-humanitarian-situation-flash-update-1-22-september-2022 ("Since June 2021, gang control in the Port-au-Prince Metropolitan Area . . . has expanded significantly."); Taylor, *supra* note 2 ("[V]iolence is rippling out across the capital, reaching once-peaceful provinces, and displacing thousands of families."); Vanessa Buschschlüter, *Haiti gang violence: 209 killed in Cité Soleil in 10 days*, BBC NEWS (Jul. 26, 2022), https://www.bbc.com/news/world-latin-america-62292007 (reporting that gang violence has reached "shocking new levels" since July 8); Obert, *supra* note 1 ("In addition to the rampant violence in the capital, gangs have also established footholds in other densely populated urban areas, such as the northern city of Cap-Haïtien."); Jacqueline Charles, *'Horrific assassination.' Well-known Haiti political leader killed in gang-plagued region*, MIAMI HERALD (Oct. 31, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article268023752.html (reporting on the October 28 murders of prominent political

leader Éric Jean-Baptiste and his bodyguard by gangs in Haiti's previously peaceful Petionville neighborhoods, which has "become a battlefield in Haiti's escalating violence"); Dave Lawler, *Haiti's gangs run the streets as fuel and water run low*, AXIOS (Oct. 6, 2022), https://www.axios.com/2022/10/06/haiti-gangs-blockade-fuel-supplies-cholera (reporting that "[g]angs have long been present in certain areas, but now no matter where you live you're likely to see 'adolescents with big guns' walk past your window" and that "[i]n the climate of impunity, gang members feel no need to hide their identities"); *Ayiti-Kriminalite: Anplwaye nan sistem Nasyon zini an pa gen dwa pran lari apati 6 zè di swa*, ALTERPRESSE (Jun. 9, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28376 (reporting that in early June, UN staff were advised to not go outside after 6 p.m. due to pervasive violence).

[24] *See, e.g.,* United Nations Security Council (**UNSC**), United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General, S/2022/761 (Oct. 13, 2022), ¶ 16, https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/s-2022-761.pdf, (*hereinafter* **UNSG BINUH Report**).

[25] *See, e.g., id.* at ¶ 20; *Haiti - News : Zapping…*, HAITI LIBRE (Aug. 6, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37336-haiti-news-zapping.html.

[26] *See* Obert, *supra* note 1.

[27] *See 96,000 Haitians displaced by recent gang violence in capital: IOM report*, INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION (IOM) (Oct. 28, 2022), https://www.iom.int/news/96000-haitians-displaced-recent-gang-violence-capital-iom-report.

[28] *See infra* Section V.

[29] *See, e.g.,* Charles*, supra* note 23.

[30] *See, e.g.,* Francklyn B Geffrard, *OHDLP indigné du « silence absolu » du Gouvernement d'Ariel Henry sur le saccage et la prise d'otage du Tribunal de Première Instance de Port au prince*, RHINEWS (Jun. 20, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/ohdlp-indigne-du-silence-absolu-du-gouvernement-dariel-henry-sur-le-saccage-et-la-prise-dotage-du-tribunal-de-premiere-instance-de-port-au-prince/ (reporting that the Haitian Observatory for Law and Freedom called Haiti "a banner Republic where the jurisdiction of the country's capital is vandalized and occupied by small armed gangs at the bedside of political and economic oligarch gangs who have monopolized Haitian wealth and impoverished the public treasury with the complicity of certain Western countries, to the detriment of the popular mass which languishes in abject misery"); Taylor, *supra* note 2 (reporting that gangs "like G9 are used to exert political power" and quoting Haitian Bridge Alliance's Nicole Phillips opining that "[a]s the government has grown weaker its reliance on the gangs to maintain order has increased . . . . The reason the gangs are being allowed to proliferate is because elections are coming up"); Francklyn B Geffrard, « *Le gouvernement paie les gangs du G-9 qui mène des opérations de déchouquage pour affaiblir la mobilisation populaire », selon Pierre Espérance*, RHINEWS (Sep. 18, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/le-gouvernement-paie-les-gangs-du-g-9-qui-mene-des-operations-de-dechouquage-pour-affaiblir-la-mobilisation-populaire-selon-pierre-esperance/.

[31] *See* Obert, *supra* note 1; *Report: 96K Haitians flee homes amid spike in gang violence*, AP NEWS (Oct. 28, 2022), https://apnews.com/article/violence-caribbean-united-nations-port-au-prince-haiti-90be68b403572bfe7ebbe19116fb06f9; Charles*, supra* note 23; BINUH & Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (**OHCHR**), *Sexual violence in Port-au-Prince: A weapon used by gangs to instill fear*, OHCHR (October 2022), ¶ 27, https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/20221014-Report-on-Sexual-Violence-haiti-en.pdf (*hereinafter* **BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence**); *see also* UN Humanitarian, *supra* note 23 ("An estimated 1.5 million people in Port-au-Prince live in areas under gang influence.").

[32] The G9 is a criminal federation of nine gangs founded in June 2020 and led by Jimmy "Barbeque" Chérizier – a major criminal operative in Haiti implicated in several massacres. *See Who is Haiti's sanctioned gang leader Jimmy 'Barbecue' Cherizier?*, *supra* note 4.

[33] The *G-Pèp* is a criminal federation and the G9's primary rival, led by Gabriel Jean-Pierre. *See* Mistler-Ferguson, *supra* note 12.

[34] *400 Mawozo* controls large parts of Port-au-Prince and was also responsible for the majority of kidnappings in 2021. Along with *Chen Mechan*, it was one of two warring gangs that was responsible for the Croix-des-Bouquets massacre earlier this year. After its leader was extradited to the United States in May, *400 Mawozo* joined the *G-Pèp* federation. *See De Yonyon à Lanmò Sanjou, l'histoire du célèbre et puissant gang des « 400 Mawozo » retracée par le RNDDH*, REZO NODWES (May 12, 2022), https://rezonodwes.com/?p=277896; Mistler-Ferguson, *supra* note 12.

[35] *Chen Mechan* is allegedly a member of the G9 gang alliance. *See* National Network for the Defense of Human Rights (**RNDDH**), *Violent Clashes Between armed gangs: RNDDH demands protection of the Haitian Population* (May 10, 2022), ¶¶ 1, 23, https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/05/6-Rap-Plaine-du-Cul-de-Sac-10Mai2022-ENG.pdf.

[36] *See* Franklyn B Geffrard, *Haïti : l'ONU dénonce de graves abus lors d'affrontements meurtriers entre gangs à Port-au-Prince*, RHINEWS (Aug. 3, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/haiti-lonu-denonce-de-graves-abus-lors-daffrontements-meurtriers-entre-gangs-a-port-au-prince/; Taylor, *supra* note 2.
[37] UNSG BINUH Report, *supra* note 24, at ¶ 39; *see also* Anna C, *Haiti – 3,000 Deaths Under Violent Gang Rule*, NEW YORK CARIB NEWS (Nov. 29, 2022), https://www.nycaribnews.com/articles/haiti-3000-deaths-under-violent-gang-rule/ (according to Haitian human rights organization Defenders Plus, "[f]rom January 1 to October 30, 2022, 2,769 persons were slain in the capital's metropolitan region").
[38] *See* Charles, *supra* note 23.
[39] *See, e.g.,* RNDDH, *Massacre in Cité Soleil*: *Chilling Stories of Women and Girls Victims of Gang Rape* (Aug. 16, 2022), ¶ 4, https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/08/10-Rap-Cite-Soleil-Femmes-et-Filles-violees-16Aout2022-ENG.pdf (*hereinafter* **RNDDH Report on GBV in Cité Soleil**).
[40] The UN variously reported 221 people killed and 183 injured between July and August 5; 209 killed and 254 injured between July 8 and 17; and 234 killed between July 8 and 12. *See* UNSG BINUH Report, *supra* note 24, at ¶ 16; Buschschlüter, *supra* note 23; *Comment by UN Human Rights Office spokesperson Jeremy Laurence on Haiti gang violence and rise in human rights abuses*, OHCHR (Jul. 16, 2022), https://www.ohchr.org/en/statements/2022/07/comment-un-human-rights-office-spokesperson-jeremy-laurence-haiti-gang-violence. RNDDH reported over 300 killed and just 22 injured. RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39, at ¶ 8.
[41] *See Haiti - News : Zapping…*, HAITI LIBRE (Jul. 23, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37225-haiti-news-zapping.html (reporting at least 20 dead because of clashes between the Savien "Grand Grif" and "Ti contempt" gangs); Charles, *supra* note 23.
[42] *See* OCHA, *Haiti: Humanitarian situation and cholera - Flash Update # 5 (As of 7 November 2022),* RELIEFWEB (Nov. 9, 2022), https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-situation-and-cholera-flash-update-5-7-november-2022; Franklyn B Geffrard, *Haïti : « La communauté internationale doit agir immédiatement pour éviter une tragédie », alerte l'ONU*, RHINEWS (Nov. 3, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/haiti-la-communaute-internationale-doit-agir-immediatement-pour-eviter-une-tragedie-alerte-lonu/; *Haïti-Violence des gangs : 15 morts, plus de 20 familles sinistrées et près de 12 maisons brûlées à Noailles, en une semaine*, ALTERPRESSE (Oct. 20, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28728.
[43] For example, gangs killed 27 civilians in two communities around Port-au-Prince in November. *See* Charles, *supra* note 23; *see also* Taylor, *supra* note 2; Obert, *supra* note 1.
[44] *See* Jacqueline Charles, *Armed gangs massacre Haitians and torch town north of the capital*, MIAMI HERALD (Dec. 1, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article269494152.html; *Haiti - FLASH : Massacre in Sources Matelas, at least 12 citizens killed, several houses burned (Video)*, HAITI LIBRE (Dec. 1, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-38268-haiti-flash-massacre-in-sources-matelas-at-least-12-citizens-killed-several-houses-burned-video.html.
[45] RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39, at ¶ 8; *see also* UNSG BINUH Report, *supra* note 24, at ¶ 16 (reporting that gang members used sexual violence against at least 57 women between July 7 and August 5).
[46] RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39, at ¶ 39–40.
[47] *See generally* RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39; BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31; *see also* Taylor, *supra* note 2 (reporting that gangs in July were "raping any women who took their fancy" and that "young women and girls have been raped as a form of warfare"); Obert, *supra* note 1 (reporting that according to RNDDH's Rosy Auguste Ducena, "[w]omen's bodies are weaponized . . . . It's a symptom of the trivialisation of rape"); Geffrard, *supra* note 42 (UN High Commissioner for Human Rights Volker Türk noted that "[k]idnappings and sexual violence committed by gang members are used as weapons to afflict the population and sow fear"); *Immediate action needed to save children's lives in Haiti amid triple threat of cholera, malnutrition and violence, UN child rights committee warns*, OHCHR (Nov. 1, 2022), https://www.ohchr.org/en/statements/2022/11/immediate-action-needed-save-childrens-lives-haiti-amid-triple-threat-cholera (reporting that "[c]hildren as young as 10, the vast majority of whom are girls, have been subjected to collective rape for hours in front of their parents amid the explosion of gang violence"); *see further infra* Section IV.
[48] *Press Release / Haiti: UN Reports Gross Human Rights Abuses in Northwest Port-au-Prince during Deadly Gang Clashes in April and May 2022*, BINUH (Aug. 1, 2022), https://binuh.unmissions.org/en/press-release-haiti-un-reports-gross-human-rights-abuses-northwest-port-au-prince-during-deadly-gang.
[49] *See* BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31 (describing the weaponization of sexual violence by gangs); Obert, *supra* note 1 (reporting that a woman "was raped by armed men as she returned from searching for purified water near Deyè Mi, a crossing between two rival gangs in Port-au-Prince").

[50] *See* RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39 (reporting many instances of gang members asking women about their relationships with rival gang leaders or whether they were hiding gunmen in their homes, before raping them).
[51] This includes Haitians living in both displacement sites and host communities. *See 96,000 Haitians displaced by recent gang violence in capital: IOM report*, *supra* note 27; OCHA, *supra* note 42; *see also* Buschschlüter, *supra* note 23 ("About 3,000 residents have been forced to flee. Many have nothing to go back to after their homes were destroyed or burned down by the gangs. Others do not dare leave their homes for fear of being killed by stray bullets.").
[52] *See Soaring violence, fuel crisis and a cholera outbreak: Haiti in the grip of a "humanitarian catastrophe,"* UNITED NATIONS POPULATION FUND (**UNFPA**) (Oct. 13, 2022), https://www.unfpa.org/news/soaring-violence-fuel-crisis-and-cholera-outbreak-haiti-grip-humanitarian-catastrophe.
[53]*See* Milo Milfort, *Haiti gang war displaces thousands as anarchy grips nation*, LA PRENSA LATINA (Aug. 28, 2022), https://www.laprensalatina.com/haiti-gang-war-displaces-thousands-as-anarchy-grips-nation/; IJDH et al., *Letter to the IACHR regarding the situation of women and girl victims of sexual violence in Haiti* (Oct. 7, 2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2022/10/MC-340-10-Letter-Response-with-Attachments-FINAL-submitted.pdf (*hereinafter* **IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement**).
[54] *See* Obert, supra note 1 ("[N]either the Haitian government nor the international community have mandated formal displacement sites."); Molière Adely, *These women lived in Cite Soleil. Then, the gangs started fighting*, AYIBOPOST (Aug. 8, 2022), https://ayibopost.com/these-women-live-in-cite-soleil-then-the-gangs-started-fighting/ (reporting that "[t]he City Hall of Tabarre and the civil protection services of the municipality refuses to take care of the victims on Hugo Chavez square" and that "[w]ithout support from the public authorities, the victims must rely on the kindness of charities and passers-by").
[55] *See Haiti Humanitarian Situation Report No. 1*, UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (**UNICEF**) (Jun. 21, 2021), https://www.unicef.org/media/102361/file/Haiti%20Humanitarian%20Situation%20Report%20No.1%20(Displaced%20populations)%2021%20June%202021.pdf (reporting that the Sports Center originally housed Haitians displaced by gang violence in the Martissant/Fontamara, Bel-Air/Tabarre-Issa, and Bas-Delmas neighborhoods).
[56] Advocates reported "inhumane and degrading conditions at the Carrefour sports center displacement site, including grossly inadequate security measures; lack of sanitation and hygiene; difficulties accessing food, medical care, and electricity; and inability to attend school." *See* IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53.
[57] *See* OCHA, *supra* note 23.
[58] *See* OCHA, *supra* note 23.
[59] *See, e.g.,* Obert, *supra* note 1 ("Dozens of women and girls have been raped at some of the 33 makeshift displacement camps, according to the Haiti-based Bureau des Avocats Internationaux (BAI), a legal group trying to assist some of the women who have been attacked."); *see further infra* Section IV.
[60] *See* Widlore Mérancourt & Amanda Coletta, *Gang War Traps Thousands in Haitian Slums*, WASHINGTON POST (Jul. 15, 2022), https://www.washingtonpost.com/world/2022/07/15/haiti-gang-violence-cite-soleil/ (reporting that kidnappings are no longer sporadic but regular and endemic); Orla Guerin, *Haiti: Inside the capital city taken hostage by brutal gangs*, BBC, https://www.bbc.com/news/world-latin-america-63707429 ("[A]rmed gangs are the greatest plague. They set the clock here. Morning rush hour - between 06:00 and 09:00 - is peak kidnapping time. Many are snatched from the streets on their way to work. Others are targeted in the evening rush hour - from 15:00 to 18:00.").
[61] *Celulle D'observation de la Criminalité-COC*, CENTRE D'ANALYSE ET DE RECHERCHE EN DROITS DE L'HOMME (**CARDH**), https://cardh.org/celulle-dobservation-de-la-criminalite (reporting 103 kidnappings in July, 56 in August, and 45 in September); *see also* Guerin, *supra* note 60 (reporting 1,107 kidnapping cases between January and October).
[62] *See also* Al Jazeera Staff, *Armed gangs 'terrorising' Haiti as cholera spreads: UN official*, AL JAZEERA (Nov. 16, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/11/16/armed-gangs-terrorising-haiti-as-cholera-spreads-un-official.
[63] *See Cité Soleil: « On brûle les cadavres », « au moins 52 morts et 110 blessés dans des affrontements entre groupes armés », selon le maire*, LE NOUVELLISTE (Jul. 11, 2022), https://lenouvelliste.com/article/236925/cite-soleil-on-brule-les-cadavres-au-moins-52-morts-et-110-blesses-dans-des-affrontements-entre-groupes-armes-selon-le-maire.
[64] *See, e.g.,* Dimitry Charles, *A mother's cry of distress for her daughter Laura Erika Jorahua Flores kidnapped last weekend*, JUNO7 (May 23, 2022), https://www.juno7.ht/cri-pour-laura-erika-jorahua-flores-enlevee-le-week/ (reporting that a schoolgirl and driver were kidnapped in May and released in June); Francklyn B Geffrard, *A Catholic priest and three faithful kidnapped in Bassin-Bleu*, RHINEWS (Jun. 6, 2022),

https://www.rhinews.com/actualites/un-pretre-catholique-et-trois-fideles-enleves-a-bassin-bleu/ (reporting that a priest and three churchgoers were kidnapped in early June); @Radio_Metronome, TWITTER (Jul. 24, 2022, 11:10 AM), https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1551223177430310912 (reporting that Pastor Eliezer Dagobert was kidnapped in July while on his way to church); *Four customs employees kidnapped in Port-au-Prince*, LE NOUVELLISTE (Jun. 10, 2022), https://lenouvelliste.com/article/236357/quatre-employes-de-la-douane-kidnappes-a-port-au-prince (reporting that four customs officials were kidnapped in Port-au-Prince in June); *Haiti - News : Zapping…*, *supra* note 25 (reporting that gang members kidnapped Bruno Toussaint, a notary public, in August); *Release for ransom of Dr. Inobert Pierre*, LE NOUVELLISTE (Jul. 20, 2022), https://lenouvelliste.com/alaminute/22680/liberation-contre-rancon-du-dr-inobert-pierre (reporting that the director of Saint-Boniface Hospital was kidnapped and later released for ransom in July); Jacqueline Charles, *Attempted Kidnapping of Air Traffic Controllers in Haiti Puts Safety of Airspace at Risk,* MIAMI HERALD (Nov. 1, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article268132327.html (reporting on the attempted kidnapping of three air traffic controllers in October); *Journalist Edner Fils Décime released almost 3 weeks after his kidnapping,* CARIBBEAN TELEVISION NETWORK, https://caribbeantelevisionnetwork.com/journalist-edner-fils-decime-released-almost-3-weeks-after-his-kidnapping/ (reporting that armed gang members released AlterPresse journalist Edner Fils Décime on August 5 after kidnapping him 19 days prior).

[65] *See Haiti – News : Zapping…,* HAITI LIBRE (Sep. 29, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37766-haiti-news-zapping.html.

[66] *See* Guerin, *supra* note 60 (reporting that according to CARDH's Gedeon Jean, "[m]ost victims come back alive - if the ransom is paid - but they are made to suffer. 'Men are beaten and burned with materials like melted plastic.'").

[67] *See* BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶¶ 43–45; Guerin, *supra* note 60 (reporting that to extract a ransom "[s]ometimes kidnappers call the relatives so they can hear the rape carried out on the phone").

[68] *See, e.g., Haiti - News : Zapping…*, *supra* note 25 (reporting that gang members demanded USD $50,000 for the release of notary Bruno Toussaint).

[69] *See* Guerin, *supra* note 60 ("[F]or some gangs it's a major income stream. Ransoms can run from $200 (£164) to $1m (£819,740).").

[70] *Criminal Charges Unsealed Against Haitian Gang Leaders For Kidnappings of U.S. Citizens,* U.S. Department of Justice (Nov. 7, 2022), https://www.justice.gov/opa/pr/criminal-charges-unsealed-against-haitian-gang-leaders-kidnappings-us-citizens.

[71] *See Celulle D'observation de la Criminalité-COC*, *supra* note 61 (reporting 36 foreigners kidnapped between April and June, and seventeen kidnapped between July and September).

[72] *See, e.g.,* Mistler-Ferguson, *supra* note 12 (reporting that the two main rival gang federations in Haiti are both supported by politicians, with the G9 gang federation supported by the PHTK and the *G-Pèp* federation supported by PHTK's political opponents); Taylor, *supra* note 2; Francklyn B Geffrard, *« Les troubles civils en Haïti sont financés par des intérêts économiques », selon un conseiller de Biden,* RHINEWS (Sep. 20, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/les-troubles-civils-en-haiti-sont-finances-par-des-interets-economiques-selon-un-conseiller-de-biden; Geffrard, « *Le gouvernement paie les gangs du G-9 qui mène des opérations de déchouquage pour affaiblir la mobilisation populaire », selon Pierre Espérance*, *supra* note 30; Milfort, Kurmanaev & Paulter, *supra* note 21; *Haïti: 40 à 60% des policiers ont des connexions avec les gangs, selon le Sant Karl Levêque,* LE NOUVELLISTE (Oct. 16, 2022), https://lenouvelliste.com/alaminute/23339/haiti-40-a-60-des-policiers-ont-des-connexions-avec-les-gangs-selon-le-sant-karl-leveque.

[73] *See, e.g.,* Taylor, *supra* note 2; Geffrard, « *Le gouvernement paie les gangs du G-9 qui mène des opérations de déchouquage pour affaiblir la mobilisation populaire », selon Pierre Espérance*, *supra* note 30; *but see* Milfort, Kurmanaev & Paulter, *supra* note 21 ("Officials from two countries that monitor Haiti closely say politicians and businessmen financing the gangs may be exacerbating the unrest, tapping into the general outrage to force Mr. Henry to roll back economic measures that hurt their revenues.").

[74] *See, e.g.,* Geffrard, *« Les troubles civils en Haïti sont financés par des intérêts économiques », selon un conseiller de Biden,* supra note 72; Geffrard, « *Le gouvernement paie les gangs du G-9 qui mène des opérations de déchouquage pour affaiblir la mobilisation populaire », selon Pierre Espérance*, *supra* note 30.

[75] *Haïti: 40 à 60% des policiers ont des connexions avec les gangs, selon le Sant Karl Levêque, supra* note 72; *see also* Guerin, *supra* note 60 (reporting that according to RNDDH and CARDH, "some police are like a support system for the gangs, giving them armoured cars and tear gas . . . . Other officers are gang members . . . . Some current and former police officers actually have their own gang, called Baz Pilate. Rights campaigners say it controls part of the main street in downtown Port-au-Prince"); Taylor, *supra* note 2 (reporting that according to Haitian Bridge Alliance's Nicole Phillips, most of the confrontations between police and gangs are just for show,

intended to mask government collaboration with gangs); *but see* Guerin, *supra* note 60 (reporting that because "[o]fficers can earn as little as $300 a month, and some live in gang-held neighbourhoods" for some collusion with gangs "may be a matter of survival, not choice").

[76] *See* Charles, *supra* note 23; *Des bandits se saisissent d'un véhicule blindé et de mitrailleuses de la PNH à Martissant,* LE NOUVELLISTE (Oct. 13, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238542/des-bandits-se-saisissent-dun-vehicule-blinde-et-de-mitrailleuses-de-la-pnh-a-martissant (reporting that "[a]rmed men from the Ti Bwa gang . . . attacked a Haitian National Police base in Martissant 23 [on October 12] and stole several materials," including armored vehicles); Obert, *supra* note 1 (reporting that "many police stations have been burned and looted for weapons").

[77] RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39, at ¶ 7 (reporting that a National Equipment Center representative denied that the equipment was given to gangs, maintaining that the vehicles were "stolen by the armed bandits").

[78] *See* Emmanuel Moïse Yves, *Des policiers vendent illégalement des armed à feu en Haïti,* AYIBOPOST (Jun. 24, 2022), https://ayibopost.com/des-policiers-vendent-illegalement-des-armes-a-feu-en-haiti/.

[79] *See* Charles, *supra* note 23 (reporting that Wakin was "found with 4,000, 5.56 caliber cartridges; 41 9mm caliber cartridges, three Glock 9mm pistol magazines; a 9mm caliber pistol and $186,900 in U.S. dollars").

[80] *See, e.g.*, Widlore Mérancourt, *Sous menaces, les policiers qui avaient arrêté Fednel Monchery s'enfuient du pays*, AYIBOPOST (Jun. 13, 2022), https://ayibopost.com/sous-menaces-les-policiers-qui-avaient-arrete-fednel-monchery-senfuient-du-pays/.

[81] *See* Obert, *supra* note 1 ("Armed groups outnumber police in some areas of the capital."); Jacqueline Charles, *They lack guns, bullets and body armor. How are Haiti's cops confronting gangs?,* MIAMI HERALD (Jul. 8, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article262962118.html (reporting that police officers armed only with 9mm pistols are going up against gangs that have U.S.-made assault-style rifles, with one Haitian National Police (**PNH**) veteran saying they are "policing with [their] bare hands").

[82] *See* Charles, *supra* note 23.

[83] *See, e.g.*, Murdith Joseph, *Haitian police training leader killed in daytime shooting, his driver kidnapped,* HAITIAN TIMES (Nov. 27, 2022), https://haitiantimes.com/2022/11/27/haitian-police-training-leader-killed-riguaud-harington/ (reporting that "a divisional police commissioner with Haiti's National Police (PNH), was shot dead in the Pétion-Ville neighborhood and his driver kidnapped during an attack" in late November).

[84] *See* Michael Wilner & Jacqueline Charles, *US is recruiting France, Canada in plan to shore up security in Haiti,* STARS AND STRIPES (Dec. 18, 2021), https://www.stripes.com/theaters/us/2021-12-17/US-is-recruiting-France-Canada-in-plan-to-shore-up-security-in-Haiti-4009731.html.

[85] *See 8 mois sans salaire pour les policiers de la 31e promotion, le MEF se dédouane de toute responsabilité,* LE NOUVELLISTE (Jul. 26, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237231/8-mois-sans-salaire-pour-les-policiers-de-la-31e-promotion-le-mef-se-dedouane-de-toute-responsabilite; *Les haïtiens attendent toujours leur police*, LE FLORIDIEN (Nov. 15, 2022), https://www.lefloridien.com/les-haitiens-attendent-toujours-leur-police/.

[86] *See* Charles, *supra* note 81.

[87] *See* Laura Gamba, *Haiti's gang violence has people living in regime of terror,* AA (Oct. 18, 2022), https://www.aa.com.tr/en/americas/haiti-s-gang-violence-has-people-living-in-regime-of-terror/2714101 (reporting that according to Brazil-based NGO Viva Rio, "[t]he Haitian state has no capacity, no governance, so police and state institutions cannot enter the neighborhoods to enforce order"); *see also* Taylor, supra note 2 (reporting that a Port-au-Prince resident said the gangs "take what they want now . . . . They have no fear and they have no mercy").

[88] *See Remarks at a UN Security Council Briefing on Haiti*, U.S. Mission to the UN (Sep. 26, 2022), https://usun.usmission.gov/remarks-at-a-un-security-council-briefing-on-haiti-3/; Jed Meline, *Intervention needed now in Haiti – foreign entities must work with Haitians,* THE HILL (Nov. 2, 2022), https://thehill.com/opinion/congress-blog/3716655-intervention-needed-now-in-haiti-foreign-entities-must-work-with-haitians/.

[89] *See, e.g.*, *id.*

[90] *See, e.g.*, Marlyne Jean, *Haïti-Justice : Un an après, les dossiers d'assassinat de la militante politique Antoinette Duclaire et du jouranliste Diego Charles traînent encore,* ALTERPRESSE (Jun. 30, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28432 (reporting that the Association of Haitian Journalists laments "the very long list of Haitian journalists, murdered and disappeared during these last 30 years, 'without justice having made it possible to find those who murdered them, those who financed their assassinations or plotted to assassinate them'").

[91] IJDH June 2022 Update, *supra* footnote 1.

[92] *See* Freshfields Bruckhaus Deringer US LLP & NYU Global Justice Clinic, Submission to the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights Defenders (Nov. 18, 2022).

[93] *See id.*
[94] *See id.*
[95] *See Préoccupations renforcées pour la sécurité des journalists, dans un context de violence et d'impunité en Haïti,* ALTERPRESSE (Nov. 4, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28777; OCHA, *supra* note 42 (as of November 7, according to RNDDH, 19 journalists have been murdered or injured since January).
[96] On September 11, Frantsen Charles and Tayson Latigue were on their way to interview the family of a girl killed by a stray bullet in Cité Soleil when they were ambushed by armed men, who murdered them and took their bodies away. *See* Penel Pélissier, *Récit troublant de la disparition de deux journalists à Cité Soleil,* AYIBO POST (Sep. 13, 2022), https://ayibopost.com/recit-troublant-de-la-disparition-de-deux-journalistes-a-cite-soleil/. Investigative journalist Roberson Alphonse narrowly survived an assassination attempt by an unknown gunman on October 25 while on his way to work. *See* Jacqueline Charles, *Haiti journalist victim of armed attack,* MIAMI HERALD (Oct. 25, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article267845172.html. Gary Tesse was found dead on October 26. *See Cayes: le corps sans vie de l'animateur d'émission politique Gary Tesse retrouvé,* LE NOUVELLISTE (Oct. 26, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238688/cayes-le-corps-sans-vie-de-lanimateur-demission-politique-gary-tesse-retrouve. Romelo Vilsaint was killed by police on October 30. *See* Evens Sanon, *Witnesses: Journalist killed after police in Haiti open fire,* ABC NEWS (Oct. 30, 2022), https://abcnews.go.com/International/wireStory/witnesses-journalist-killed-police-haiti-open-fire-92391005. Radio Tele Megastar journalist Fritz Dorilas was shot dead in Tabarre on November 5. *See Another journalist killed in Haiti as violence continues*, AL JAZEERA (Nov. 9, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/11/9/another-journalist-killed-in-haiti-as-violence-continues.
[97] *See, e.g.*, Charles, *supra* note 12; RNDDH, *Enquêtes de police judiciaire relatives au trafic d'armes et de munitions : Le RNDDH salue les efforts de la DCPJ* (2022), available at https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/07/CP-Trafic-illegal-darmes-et-de-munitions-25072022.pdf; Doroty Derat, *Electoral corruption, sexual abuse… scandals in the Episcopal Church of Haiti*, AYIBO POST (Oct. 25, 2022) https://ayibopost.com/electoral-corruption-sexual-abuse-scandals-in-the-episcopal-church-of-haiti/.
[98] *See How to help Haiti out of its meltdown,* WASHINGTON POST (Nov. 6, 2022), https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/11/06/haiti-government-crisis-us-intervention/ (reporting that opposition groups "correctly argue that Mr. Henry's administration is illegitimate and ineffectual"); Letter from *Bureau des Avocats Internationaux* (**BAI**) to Dr. Carla Natalie Barnett (Nov. 4, 2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2022/11/BAI-Letter-to-CARICOM-November-4-2022.pdf (*hereinafter* **BAI Letter to CARICOM**); Letter from Sen. Edward Markey et al to President Biden (Oct. 6, 2022), https://www.markey.senate.gov/imo/media/doc/bicameral_letter_to_president_biden_regarding_haiti_--_october_2022pdf.pdf; Guerin, *supra* note 60 ("There is no head of state (the last one was killed in office), no functioning parliament (gangs control the area around it) and the US-backed prime minister, Ariel Henry, is unelected and deeply unpopular.").
[99] *See* Catherine Osborn, *Haiti's Crisis Escalates,* FOREIGN POLICY (Oct. 14, 2022), https://foreignpolicy.com/2022/10/14/haiti-crisis-violence-cholera-ariel-henry-military-intervention-us/ (quoting Port-au-Prince social worker Valery Voltaire, as saying "that Henry's request [for foreign intervention] was 'a sham for the authorities to bring in a foreign force capable of helping them perpetuate their power since they cannot lead'"); Oberde Charles, *vers un soulèvement populaire pour que règnent la paix et la stabilité,* LE PROJET D'INFORMATION CANADA-HAÏTI (Aug. 19, 2022), https://canada-haiti.ca/fr/content/vers-un-soulevement-populaire-pour-que-regnent-la-paix-et-la-stabilite (reporting BAI Managing Attorney Mario Joseph as saying that "despite [the government's] various attempts at agreement and dialogue, they are not determined to give a concrete response to the anarchy, the slumps of all kinds that are raging in the country," and that "these men practice politics to satisfy their personal needs"); Farncklyn B Geffrard, *Le BSA rend le gouvernement responsible des troubles enregistrés ces derniers jours en Haïti,* RHI NEWS (Sep. 19, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/le-bsa-rend-le-gouvernement-responsable-des-troubles-enregistres-ces-derniers-jours-en-haiti/ (reporting that the Montana Agreement Monitoring Office "stresses that 'the only concern of those who are today at the helm of affairs is to keep a power characterized by violence, contempt for the people, their total submission and to serve the interests of powerful economic and political actors, both national and international'"); Letter from Sen. Edward Markey et al. to President Biden, *supra* note 98 (calling on President Biden to withdraw support from Henry in light of his failed leadership and lack of constitutional legitimacy and Haiti's worsening situation, and noting that "many Haitians . . . believe that Henry has no interest in leading Haiti closer to democracy and stability"); @DrArielHenry, TWITTER (Aug. 21, 2022, 7:46 PM), https://twitter.com/DrArielHenry/status/1561500073871171584 ("On behalf of the government, I renew my firm determination to fight insecurity without respite. I instruct the forces of law and order to continue the beating of the bandits in order to put them out of action.").

[100] *See* Santana Salmon, *Prime Minister Henry Gives Commitment that Haiti will be in election mode before year end*, CARIBBEAN NATIONAL WEEKLY (Sep. 13, 2022), https://www.caribbeannationalweekly.com/news/caribbean-news/prime-minister-henry-gives-commitment-that-haiti-will-be-in-election-mode-before-year-end/ (reporting that Henry pledged in September that Haiti would be in election mode by the end of the year, with elections to be held in the first few months of 2023: "The time is over when one can attack power and impose one's will on the Haitian people by force").
[101] *See, e.g.*, Monique Clesca, *Haitians Have a Solution to Haiti's Crisis,* WORLD POLITICS REVIEW (Sep. 8, 2022), https://www.worldpoliticsreview.com/haiti-gangs-protests-crisis-corruption-crime/?one-time-read-code=13265216688625725698 4 (asserting that Henry "shows no signs of cooperating with [Montana's] transition process"); Letter from Sen. Edward Markey et al to President Biden, *supra* note 98 (discussing "Henry's unwillingness to engage meaningfully with representatives of the Montana Accord"); Jacques Ted St Dic, *As Haiti's Henry Refuses Checks on Power, the US Should Aid Efforts to Build True Democracy,* JUST SECURITY (Sep. 7, 2022), https://www.justsecurity.org/82968/as-haitis-henry-refuses-checks-on-power-the-us-should-aid-efforts-to-build-true-democracy/ (reporting that "negotiations broke down on Aug. 2, when Henry's negotiating team and Henry himself refused to discuss terms for a transitional government that would include checks on his power and a return to three branches of government").
[102] *See* Geffrard, *supra* note 7 (reporting on protests in Port-au-Prince, Jérémie, Les Cayes and Miragoâne in August "to denounce the government's inaction in the face of the climate of terror and criminal violence maintained by armed gangs in the country" and to call for Henry's resignation); *Thousand protest in Haiti over insecurity, rising costs,* AL JAZEERA (Aug. 22, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/8/22/thousands-protest-in-haiti-over-insecurity-rising-costs (reporting that "[a] few thousand people have taken to the streets across Haiti, demanding that Prime Minister Ariel Henry step down and calling for a better quality of life in the Caribbean nation" with some chanting "If Ariel doesn't leave, we're going to die!"); *Insécurité, crise de l'essence : nouveau calendrier de mobilisation «tou wouj» contre Ariel Henry*, REZO NODWES (Aug. 29, 2022), https://rezonodwes.com/?p=288492 ("From August 29 to October 17, political and social organizations including . . . trade union[s], political and popular organizations . . . are committed to intensifying popular protests against de facto Prime Minister Ariel Henry through 'bouyon popilè,' demonstrations, calls for strikes."); Milfort, Kurmanaev & Paulter, *supra* note 21 ("[P]rotests quickly broadened into a general, visceral rejection of Haiti's dire living conditions, characterized by widespread hunger, a lack of basic services, omnipresent gang violence, runaway inflation and the weak rule of a caretaker prime minister, Ariel Henry."); Tanya Wadhwa, *Anti-government protests in Haiti enter sixth week,* PEOPLES DISPATCH (Sep. 27, 2022), https://peoplesdispatch.org/2022/09/27/anti-government-protests-in-haiti-enter-sixth-week/ (reporting that anti-government protests had been going for six weeks straight as of September 27); *Haitians protest against government call for foreign forces,* AL JAZEERA (Oct. 11, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/10/11/haiti-thousands-protest-against-calls-for ("Thousands of people in the crisis-torn Haiti have taken to the streets of the capital Port-au-Prince against the government's decision to seek foreign military assistance to quell gang-related violence, with police using tear gas to disperse protesters."); *Martissant et Cité Soleil livres aux gangs tandis que la Police concentre ses efforts sur des manifestants non armés pour soutenir le pouvoir,* REZO NODWES (Aug. 30, 2022), https://rezonodwes.com/?p=288583 (reporting that some demonstrators have accused the government of bribing police to suppress protests). Although the majority of Haitians exercising their right to protest have done so peacefully, there have been some instances of violence. The combination of insecurity, extreme hunger, and the Haitian government's failure to respond adequately to the deepening humanitarian crisis has resulted in protesters looting Word Food Program food stores intended to provide critical food support for over 100,000 highly vulnerable Haitians. For example, advocates on the ground reported seeing two women carrying a bag of rice between them and a man in a wheelchair with a bag of rice across his lap. With nearly half of Haiti's population facing acute hunger, these acts are largely driven by hunger and a feeling of abandonment by the government and lack of humanitarian assistance. *See, e.g.,* Jacqueline Charles, *Ignited by fuel costs, Haiti looting, violence escalate, targeting charities, politicians,* MIAMI HERALD (Sep. 16, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article265866251.html; Widlore Mérancourt & Amanda Coletta, *Stepp fuel price hikes spark violent protests in Haiti,* WASHINGTON POST (Sep. 16, 2022), https://www.washingtonpost.com/world/2022/09/16/haiti-protests-fuel-ariel-henry/.
[103] *See, e.g.,* Francklyn B Geffrard, *Répression policière : Pierre Espérance condamne le comportement de la police qui réprime brutalement des manifestations anti-gouvernementales*, RHINEWS (Sep. 10, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/repression-policiere-pierre-esperance-condamne-le-comportement-de-la-police-qui-reprime-brutalement-des-manifestations-anti-gouvernementales/.
[104] *See* Charles, *supra* note 12; *see also* Associated Press, *Haiti Reveals 'Colossal Loss' of $4M Worth of Corruption*, VOA (Aug. 26, 2022), https://www.voanews.com/a/haiti-reveals-colossal-loss-of-4m-worth-of-

corruption-/6718965.html (reporting that USD $4 million was lost through "[a] soccer field that was paid for but never built. A school that diverted resources from its students. A mayor who ran city hall out of his mother's home and avoided property taxes."); Fenel Pelissier, *An Italian firm received hundreds of millions of gourdes from the Haitian state for zero results*, AYIBO POST (Aug. 1, 2022), https://ayibopost.com/une-firme-italienne-a-recu-des-centaines-de-millions-de-gourdes-de-letat-haitien-pour-zero-resultat/ (reporting that the Haitian government wasted more than one billion gourdes on infrastructure projects that were never completed).

[105] *See Haiti – News : Zapping…,* HAITI LIBRE (Jun. 6, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-36849-haiti-news-zapping.html; *C.A.S. : Détournement de plus de 5,000 chèque ?*, HAITI LIBRE (Jul. 12, 2022), https://www.haitilibre.com/article-37137-haiti-actualite-zapping.html.

[106] *See Utilisation des fonds Covid-19 : le MSPP rattrapé par la patrouille,* LE NOUVELLISTE (Jun. 9, 2022), https://lenouvelliste.com/article/236354/utilisation-des-fonds-covid-19-le-mspp-rattrape-par-la-patrouille (reporting that the Superior Court of Accounts and Administrative Disputes found "anomalies in the management of more than 5 billion gourdes allocated to the Ministry of Public Health and Population as part of the government response to COVID-19"); *Audit des fonds/Covid-19 : la Cour des comptes déplore l'absence de rapports sur la gestion des projets*, LE NOUVELLISTE (Jun. 9, 2022), https://lenouvelliste.com/article/236343/audit-des-fondscovid-19-la-cour-des-comptes-deplore-labsence-de-rapports-sur-la-gestion-des-projets; Francklyn B Geffrard, *La Cour des Comptes relève de nombreuses irrégularités dans la gestion des fonds alloués au MSPP dans le cadre de la gestion du Covid-19*, RHINEWS (Jun. 10, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/la-cour-des-comptes-releve-de-nombreuses-irregularites-dans-la-gestion-des-fonds-alloues-au-mspp-dans-le-cadre-de-la-gestion-du-covid-19/.

[107] *See* UNSC, 9136th meeting, UN Doc. S/PV.9136 (Sep. 26, 2022), https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_PV_9136.pdf (UN Special Representative in Haiti Helen La Lime noted that Haiti loses USD $600 million in customs revenue each year, and that since implementing the new customs administration, "customs import collections increased fivefold between July and August").

[108] *See Haiti: Staff-Monitored Program-Press Release; and Staff Report,* International Monetary Fund (**IMF**) (Jul. 1, 2022), https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/07/01/Haiti-Staff-Monitored-Program-Press-Release-and-Staff-Report-520269 (*hereinafter* **IMF Staff-Monitored Program**); Milfort, Kurmanaev & Paulter, *supra* note 21.

[109] The RNDDH report alleges that Dorcé and others bribed officials more than USD $200,000 to release traffickers after they were arrested for smuggling firearms into the country. RNDDH, *supra* note 97; RNDDH, Dysfunction of the judicial and penitentiary systems (Nov. 11, 2022), ¶¶ 50–55 (*hereinafter* **RNDDH Judicial Dysfunction Report**); Francklyn B Geffrard, *RNDDH: "Magistrate Michelet Virgile affirmed that Fritz Aubourg and Robinson Pierre-Louis influenced the release of Fritz Jean Rélus and Jonas Georges"*, RHINEWS (Jul. 25, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/rnddh-le-magistrat-michelet-virgile-a-affirme-que-fritz-aubourg-et-robinson-pierre-louis-ont-influence-la-liberation-de-fritz-jean-relus-et-jonas-georges/. Dorcé and Interior Minister Liszt Quitel were forced to resign in November 2022 following the revocation of their U.S. visas within the framework of sanctions imposed by the U.S. *See Ministers of Justice and Interior forced to resign,* HAITI LIBRE (Nov. 14, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-38128-haiti-flash-ministers-of-justice-and-interior-forced-to-resign.html; *see further infra* notes 390–398.

[110] *See, e.g.*, Francklyn B Geffrard, *Répression policière : La police tue au moins trois personnes et blesse plusieurs autres lors d'une nouvelle journée de protestation aux Cayes,* RHINEWS (Aug. 24, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/repression-policiere-la-police-tue-au-moins-trois-personnes-et-blesse-plusieurs-autres-lors-dune-nouvelle-journee-de-protestation-aux-cayes/ (reporting that police killed at least three people and injured fifteen others after firing live ammunition at protestors in Les Cayes who had erected barricades and blocked traffic; five others were injured by police bullets at protests in Jacmel, while six officers reported being injured by stones thrown by protesters); Geffrard, *supra* note 7 (reporting at least one person killed and nine injured after police fired tear gas at protesters in August in Petit-Goâve); Geffrard, *supra* note 103 (RNDDH Executive Director Pierre Espérance condemned the police's excessive use of tear gas and firearms on demonstrating citizens); Jacqueline Charles, *One dead as protests in Haiti against the banking system and government turn violent*, MIAMI HERALD (Sep. 8, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article265455286.html#storylink=cpy (reporting that one person died in Port-au-Prince after police fired rubber bullets into a crowd during protests in September against gang violence and high costs of living, with three others injured; further injuries were reported in Jérémie, St. Marc, Jacmel, Cap-Haïtien, and Port-de-Paix after police fired into crowds of protesters); @madanboukman, TWITTER (Sept. 23, 2022, 3:04 PM), https://twitter.com/madanboukman/status/1573387759670132738?s=51&t=VocZMLW3PF53RoJhnOeiCA ("Young activist Diego Charles Jean Charles in southeast Haiti is one of several killed from tear gas . . . a

chemical weapon banned in war, except for the war against the poor."); *Jérémie: des blesses par balle, des magasins pillés,* LE NOUVELLISTE (Sep. 7, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238053/jeremie-des-blesses-par-balle-des-magasins-pilles; *Journée tendue à Jacmel, plusieurs blesses par balle,* LE NOUVELLISTE (Sep. 7, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238042/journee-tendue-a-jacmel-plusieurs-blesses-par-balle; *Hinche-protestation: plusieurs blesses par balles,* LE NOUVELLISTE (Sep. 22, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238256/hinche-protestation-plusieurs-blesses-par-balles.

[111] BAI, Legal Observation of Public Freedoms (Sep. 2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2022/10/Legal-Observation-Report-September-2022-Final.pdf.

[112] *See, e.g.,* Francklyn B Geffrard, *RNDDH : Au moins dix-neuf (19) journalistes ont été assassinés ou blessés en Haïti de janvier à octobre 2022,* RHINEWS (Nov. 3, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/rnddh-au-moins-dix-neuf-19-journalistes-ont-ete-assassines-ou-blesses-en-haiti-de-janvier-a-octobre/ (reporting the arbitrary arrest of Robeste Dimanche, a journalist from Radio Zénith, after he inquired why police were beating up anti-government demonstrators); Jacqueline Charles, *Haiti police are still struggling. But here's how they recently made strides against gangs,* MIAMI HERALD (Sep. 10, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article265514806.html ("[A] video being shared by journalists showed a specialized riot police officer advancing onto a man identifying himself as a journalist but ignoring the screams saying, 'Press, press,' as a gun goes off. The journalist, who was heard questioning police about why they were firing tear gas, later screamed, 'He shot me!'").

[113] *See, e.g., Haitian journalist killed amid rising violence against press,* INTERNATIONAL PRESS INSTITUTE (Nov. 15, 2022), https://ipi.media/haitian-journalist-killed-amid-rising-violence-against-press/; *Another journalist killed in Haiti as violence continues*, *supra* note 96; Geffrard, *supra* note 103 (RNDDH Executive Director Pierre Espérance called on the police to "stop targeting journalists covering protest movements or any other citizens, stressing that this behavior is contrary to the exercise of democracy and the rule of law"); *Préoccupations renforcées pour la sécurité des journalists, dans un context de violence et d'impunité en Haïti, supra* note 95.

[114] *See* Sanon, *supra* note 96.

[115] *See id.* (reporting that Vilsaint was shot in the head); Jacqueline Charles, *Haiti journalist dies after being hit in the head with police tear gas canister*, MIAMI HERALD (Oct. 31, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article268067482.html#storylink=cpy (reporting that Vilsaint was killed by police who fired a tear gas canister at his head).

[116] *See* Javier Valdivia, *Journalists dressed in white march to denounce murders in Haiti,* IAPA (Nov. 14, 2022), https://en.sipiapa.org/notas/1215586-journalists-dressed-in-white-march-to-denounce-murders-in-haiti.

[117] *See* IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments June through November 2021 (2021), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/12/IJDH-Human-Rights-Update-November-2021.pdf (*hereinafter* **IJDH November 2021 Update**).

[118] RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 36.

[119] *See Il y a-t-il un escadron de la mort au sein de la police haïtienne? Le RNDDH s'inquiété du sort d'individus arrêtés et retrouvés mort dans la rue,* RHINEWS (Nov. 6, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/il-y-a-t-il-un-escadron-de-la-mort-au-sein-de-la-police-haitienne-le-rnddh-sinquiete-du-sort-dindividus-arretes-et-retrouves-mort-dans-la-rue/.

[120] *See* Blaise, *supra* note 13 ("Haiti's justice system has long been dysfunctional, viewed as a corruptible branch that largely serves the interests of ruling politicians and moneyed citizens. For one, a task as simple as obtaining judicial records could be daunting. Between the inconsistent filing systems, clerks charging fees illegally to retrieve case files and prosecutors being unable to locate documents in time for trials, the integrity of the system has always been tenuous."); Esdra Jeudy, *Haïti/Justice: Quid des asseses criminelles ?,* LE NATIONAL (Jun. 9, 2022), https://www.lenational.org/post_article.php?pol=2559.

[121] *See, e.g.,* Rafael Bernal, *More than 100 groups call on Biden to drop support for Haitian prime minister,* THE HILL (Sep. 16, 2022), https://thehill.com/latino/3647076-more-than-100-groups-call-on-biden-to-drop-support-for-haitian-prime-minister/ (reporting on advocates describing the PHTK and its associates as having "systematically dismantled democratic institutions, committed crimes against humanity, performed arbitrary arrests and dismissed legitimate judges, targeted journalists, looted the treasury, supported gangs, and generated massive inflation").

[122] *See* Emmanuel Marino Bruno, *Criminalité : L'Asfc et le Casldh appellant à combattre l'impunité en Haïti,* ALTERPRESSE (Jun. 27, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28421.

[123] *See generally Tribune: La surpopulation carcérale et ses consequences, ainsi que la détention preventive prolongée au centre de nos préoccupations,* BINUH (Aug. 10, 2022), https://binuh.unmissions.org/fr/tribune-la-surpopulation-carc%C3%A9rale-et-ses-cons%C3%A9quences-ainsi-que-la-d%C3%A9tention-pr%C3%A9ventive-prolong%C3%A9e (*hereinafter* **BINUH Report on Pretrial Detention**).

[124] *See generally* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109.
[125] As of reporting, "only a handful of judges remain" in the Supreme Court. *See The Crisis in Haiti,* POLICY REFORM NOW (Aug. 20, 2022), https://policyreformnow.wordpress.com/2022/08/20/the-crisis-in-haiti/. On November 11, de facto Prime Minister Henry appointed Supreme Court magistrate Jean Joseph Lebrun as President of the Supreme Court. However, he did not do so in accordance with the procedure as set out in the Constitution, making the appointment illegitimate. Despite this issue, the National Association of Haitian Magistrates viewed the appointment of Lebrun as positive and excused its unconstitutionality on the ground that "it is materially impossible to implement the given procedure because the various institutions that should implement it are dysfunctional." *See Le juge Jean Joseph Lebrun nommé president de la Cour de cassation,* LE NOUVELLISTE (Nov. 14, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238988/le-juge-jean-joseph-lebrun-nomme-president-de-la-cour-de-cassation; Francklyn B Geffrard, *L'ANAMAH ne s'oppose pas à la nomination de Jean Joseph Lebrun à la Présidence de la Cour de Cassation, en dépit de l'inconstitutionnalité de la decision,* RHINEWS (Nov. 15, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/lanamah-ne-soppose-pas-a-la-nomination-de-jean-joseph-lebrun-a-la-presidence-de-la-cour-de-cassation-en-depit-de-linconstitutionnalite-de-la-decision/. Others have denounced the appointment as "unconstitutional, illegal, and arbitrary." *See Haïti-Justice : La nomination du juge Jean Joseph Lebrun à la tête de la Cour de Cassation, une décision applaudie et critique,* ALTERPRESSE (Nov. 15, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28811.
[126] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶¶ 2, 17–19 ("[D]espite recommendations for the appointment and renewal of mandates of 85 judges, the executive authorities have chosen to follow up on only 54 of them."); Emmanuel Moïse Yves, *L'impossible integration des magistrats fraîchement formés dans le système judiciaire haïtien,* AYIBO POST (Jul. 5, 2022), https://ayibopost.com/limpossible-integration-des-magistrats-fraichement-formes-dans-le-systeme-judiciaire-haitien/; Blaise, *supra* note 13.
[127] *See* Blaise, *supra* note 13 ("By influencing the process by which justices are elected, many political actors aim to find corrupt allies willing to ensure their protection and impunity for their misdeeds. If the authorities in the executive and legislative branches who are responsible for appointing and designating people in the judicial system are themselves in trouble with the law, they will only appoint in the system people who will protect them . . . . We cannot hope for an impartial, professional and well-structured justice system because the decisions of the judges are often remote-controlled."); *Des associatons de magistrats mettent en garde le Premier minister contre la nomination des avocats à la Cour de cassation,* LE NOUVELLISTE (Jun. 9, 2022), https://lenouvelliste.com/article/236291/des-associations-de-magistrats-mettent-en-garde-le-premier-ministre-contre-la-nomination-des-avocats-a-la-cour-de-cassation (reporting that the magistrates' associations are concerned "following the inclination of certain corporations to appoint their members to the Court of Cassation outside the law"); RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶¶ 2, 5–8 ("[I]rregularities were recorded in the process aimed at making the Court of Cassation and the CSPJ functional.").
[128] *See, e.g.,* Jeudy, *supra* note 120; Blaise, *supra* note 13 (reporting that many criminal courts in Haiti have been non-functional for several years due to insecurity, particularly in Port-au-Prince where armed gangs control entire jurisdictions); *Haïti – Incendie : Le gang « 400 mawozo » met le feu au Parquet de la Croix-des-Bouquets*, REZO NODWES (Jul. 26, 2022), https://rezonodwes.com/?p=284792 (reporting that in July, gang members set fire to the prosecutor's office in Croix-des-Bouquets); RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶¶ 65–68 (reporting attacks on the Petit-Goâve courthouse on September 14, the Les Cayes courthouse on September 23, and two Gonaïves courthouses on October 10); *Énième cambriolage au Tribunal de premiére instance de Port-au-Prince,* LE NOUVELLISTE (Jun. 6, 2022), https://lenouvelliste.com/alaminute/22269/enieme-cambriolage-au-tribunal-de-premiere-instance-de-port-au-prince (reporting that the offices of several investigating judges in Port-au-Prince's Court of First Instance were vandalized and burgled on June 5); Doroty Derat, *Du défi d'informatiser la justice en Haïti,* AYIBO POST (Jun. 21, 2022), https://ayibopost.com/du-defi-dinformatiser-la-justice-en-haiti/ (reporting that courts are not maintained and lack basic necessities).
[129] *See* Juhakenson Blaise, *Port-au-Prince courthouse proceedings still pending after gang invastion,* HAITIAN TIMES (Jun. 23, 2022), https://haitiantimes.com/2022/06/23/port-au-prince-courthouse-proceedings-still-pending-after-gang-invasion/ (reporting that "members of the "Five Segonn" gang shot a security guard as they rushed the property, broke open its windows, vandalized the judges' courtrooms and seized court files, eyewitnesses said. The gang, based in Village-de-Dieu and led by a man who goes by Izo, also made off with several commissioner's vehicles. Judges, lawyers, litigants and prisoners narrowly escaped injury or death. This is the fourth attack on the courthouse since May . . . . bandits have burned files and stolen a large safe used to keep important files, weapons seized and other potential evidence."); Francklyn B Geffrard, *Attaque armée contre le Palais de justice : « Une tentative ratée pour libérer des prévenus auditionnés au parquet de Port-au-Prince », selon une source judiciaire,* RHINEWS (Jun. 14, 2022),

https://www.rhinews.com/actualites/attaque-armee-contre-le-palais-de-justice-une-tentative-ratee-pour-liberer-des-prevenus-auditionnes-au-parquet-de-port-au-prince-selon-une-source-judiciaire/ (reporting that the attack was an "operation meticulously prepared by the gangsters who had come to free the defendants at the time of their hearing at the Port-au-Prince prosecutor's office"); RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶¶ 62–64.

[130] *See* Francklyn B Geffrard, *Pierre Espérance: « L'attaque armée du gang "5 Secondes" contre le tribunal de première instance de Port-au-Prince était prévisible, mais évitable »,* RHINEWS (Jun. 16, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/pierre-esperance-lattaque-armee-du-gang-5-secondes-contre-le-tribunal-de-premiere-instance-de-port-au-prince-etait-previsible-mais-evitable/; Blaise, *supra* note 129 ("No response or attempts from the DDO [police] yet to arrest the bandits and secure the court's building, for more than a week now.").

[131] *See* Blaise, *supra* note 129.

[132] *See* Francklyn B Geffrard, *Des associations de magistrats se réjouissent des efforts de l'OPC en vue de la relocalisation du tribunal de première instance de Port-au-Prince,* RHINEWS (Jul. 10, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/des-associations-de-magistrats-se-rejouissent-des-efforts-de-lopc-en-vue-de-la-relocalisation-du-tribunal-de-premiere-instance-de-port-au-prince/; *L'OPC demande la relocalisation du palais de justice de Port-au-Prince,* LE NOUVELLISTE (Jul. 5, 2022), https://lenouvelliste.com/alaminute/22573/lopc-demande-la-relocalisation-du-palais-de-justice-de-port-au-prince.

[133] *See* Derat, *supra* note 128.

[134] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 3.

[135] *See id.* at ¶ 61.

[136] *See Haïti – Incendie : Le gang « 400 mawozo » met le feu au Parquet de la Croix-des-Bouquets*, *supra* note 128; RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 65.

[137] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 66.

[138] *See id.* at ¶ 71.

[139] *See* Bruno, *supra* note 122.

[140] *See, e.g.*, Geffrard, *supra* note 112 (RNDDH calls for the DCPJ and PNH to investigate enforced disappearances and summary executions of five anti-government activists and the murder of journalist Vilsaint); *Criminal Charges Unsealed Against Haitian Gang Leaders For Kidnappings of U.S. Citizens*, *supra* note 70 (the U.S. Department of Justice announced a reward for the capture of several gang members charged with kidnapping who remain free in Haiti); *Who is Haiti's sanctioned gang leader Jimmy 'Barbecue' Cherizier?*, *supra* note 4 (reporting that the Jimmy "Barbeque" Chérizier, the leader of Haiti's G9 gang, remains free despite a 2018 warrant for his arrest and repeated sanctions from the international community, and has demanded amnesty from the Haitian government and seats in the cabinet); Garry Pierre-Pierre, *Haiti's cartels might finally be toppled, but our real work awaits,* HAITIAN TIMES (Nov. 7, 2022), https://haitiantimes.com/2022/11/07/haitis-cartels-might-finally-be-toppled-but-our-real-work-awaits-opinion/ (reporting that, despite sanctions from the United States and Canada for over two decades of drug trafficking and ties to criminal gangs, Haitian Senate leader Joseph Lambert remains in his post, which he has held since 2018); RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶¶ 37–42 (reporting that Isaac Junior Salvant was released from prison after paying a bribe despite evidence showing he had engaged in money laundering).

[141] *See* Blaise, *supra* note 13 (reporting on the lack of progress "despite countless potential motives and the arrest of nearly 50 people, including two alleged masterminds, suspected financial backers and links to runaway drug trafficking in Haiti"); Francklyn B Geffrard, *Des associations de magistrats consternées par la deterioration de la situation du pays et du démantélement de la justice,* RHINEWS (Jul. 28, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/des-associations-de-magistrats-consternees-par-la-deterioration-de-la-situation-du-pays-et-du-demantelement-de-la-justice/; Catherine Charlemagne, *Haiti's President Jovenel Moïse was Assassinated One Year Ago. We Still Don't Know Much.,* HAITI LIBERTE (Jul. 6, 2022), https://haitiliberte.com/haitis-president-jovenel-moise-was-assassinated-one-year-ago-we-still-dont-know-much/; *13 mois après l'assassinat de Jovenel Moïse, aucune avancée dans l'anquête judiciare,* LE NOUVELLISTE (Aug. 9, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237467/13-mois-apres-lassassinat-de-jovenel-moise-aucune-avancee-dans-lenquete-judiciaire.

[142] *See Assassinat de Jovenel Moïse, le nouveau juge d'instruction craint pour sa sécurité*, LE NOUVELLISTE (Mar. 14, 2022), https://lenouvelliste.com/article/234684/assassinat-de-jovenel-moise-lenouveau-juge-dinstruction-craint-pour-sa-securite (reporting that Judge Belabre, who was appointed to replace Judge Orélien, expressed fears for his safety and that of his family); *Le ministre de la Justice promet les moyens nécessaires au juge Belabre*, LE NOUVELLISTE (Mar. 13, 2022), https://lenouvelliste.com/article/234729/le-ministre-de-la-justice-promet-les-moyens-necessaires-au-juge-belabre; Francklyn B. Geffrard, *Assassinat*

de Jovenel Moïse : L'enquête toujours dans l'impasse. Le mandat du magistrat instructeur expire, RHINEWS (Apr. 25, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/assassinat-de-jovenel-moise-lenquete-toujours-dans-limpasse-lemandat-du-magistrat-instructeur-expire/; *Assassinat de Jovenel Moïse : le juge d'instruction, en fin de mandat, n'a encore ni des moyens ni le dossier*, LE NOUVELLISTE (Mar. 21, 2022), https://lenouvelliste.com/article/234793/assassinat-de-jovenel-moise-lejuge-dinstruction-en-fin-de-mandat-na-encore-ni-des-moyens-ni-le-dossier; *Newest Moïse assassination case judge does not have docket, fears for safety*, HAITIAN TIMES (Apr. 11, 2022), https://haitiantimes.com/2022/04/11/newest-moise-assassination-case-judge-does-not-have-docket-fears-for-safety/; Blaise, *supra* note 13 ("To date, five judges have been appointed to conduct the investigation, and failed. All but one have faced difficulties and withdrew from the case due to the lack of means of work and fear for their personal safety."); *13 mois après l'assassinat de Jovenel Moïse, aucune avancée dans l'anquête judiciare, supra* note 141.

[143] See Matt Rivers, Etant Dupain & Natalie Gallón, *Haitian Prime Minister Involved in Planning the President's Assassination, Says Judge Who Oversaw Case*, CNN (Feb. 8, 2022), https://www.cnn.com/2022/02/08/americas/haiti-assassination-investigation-primeminister-intl-cmd-latam/index.html; *Haiti – Assassination Moise: Former PM Claude Joseph with the OAS accuses Ariel Henry, the Haitian Chancellery Reacts*, HAITI LIBRE (Jan. 1, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-35832-haiti-assassination-moise-former-pm-claude-joseph-with-the-oasaccuses-ariel-henry-the-haitian-chancellery-reacts.html; *Haiti – Assassination Moise: The ex-PM Claude joseph Surprised by the Reaction of the Government*, HAITI LIBRE (Jan. 30, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-35840-haiti-assassination-moise-the-ex-pm-claude-joseph-surprised-bythe-reaction-of-the-government.html; Francklyn B Geffrard, *Daniel Foote : « Ariel Henry fait obstruction àl'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse. Il devrait s'expliquer à la justice haïtienne et internationale »*, RHINEWS (Apr. 7, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/daniel-foote-ariel-henry-fait-obstacle-a-lenquete-surlassassinat-de-jovenel-moise-il-devrait-sexpliquer-a-la-justice-haitienne-et-internationale/.

[144] *See How to help Haiti out of its meltdown, supra* note 98; Rivers, Dupain & Gallón, *supra* note 143.

[145] The United States has been conducting its own investigation into the Moïse assassination, but sealed the investigation in April. Report to Congress on the Assassination of Former President of Haiti Jovenel Moïse, U.S. Department of State (2022), https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/11/Report-Haiti-Moi%CC%88se-Assassination-004870.pdf. For more on the Moïse assassination and the investigation, *see also* Jacqueline Charles, *Made in Miami: How a South Florida plot to oust Haiti's Jovenel Moïse led to his murder*, MIAMI HERALD (Dec. 8, 2022).

[146] Report to Congress on the Assassination of Former President of Haiti Jovenel Moïse, U.S. Department of State, *supra* note 145.

[147] *See Affaire Monferrier Dorval : « C'est comme si tout a été mis en place pour empêcher l'avancement du dossier », se plaint Me Rose-Berthe Augustin, supra* note 13.

[148] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶¶ 77–80.

[149] *Id.* at ¶¶ 81, 93–94 ("In all likelihood, the file [for Charles and Duclaire] is misplaced at the Public Prosecutor's Office near the Court of First Instance of *Port-au-Prince,* which had never transferred it to the Cabinet of instruction. To date, no attempt has been made by the said Public Prosecutor's Office for its reconstitution."); Jean, *supra* note 90 (the Secretary General of the Association of Haitian Journalists states that "[e]ven the government commissioner does not know where Diego Charles's file is and what has been done with [it]").

[150] *See* Frédéric Thomas, Haïti, *Etat des Gangs dans un Pays sans Etat*, LVSL (Jul. 6, 2022), https://lvsl.fr/haiti-etat-des-gangs-dans-un-pays-sans-etat/.

[151] *See* IJDH November 2021 Update, *supra* note 117.

[152] *See* Jacqueline Charles, *Haiti corruption scandal: Billions wasted in Venezuelan PetoCaribe aid, new report shows*, MIAMI HERALD (Aug. 19, 2020), https://www.miamiherald.com/news/nationworld/world/americas/haiti/article245045015.html.

[153] *See Affaire Monferrier Dorval : « C'est comme si tout a été mis en place pour empêcher l'avancement du dossier », se plaint Me Rose-Berthe Augustin, supra* note 13 (according to RNDDH's Rosy Auguste Ducena, the lack of progress into the Dorval investigation "shows how systematic impunity is in the country. The worst is that we feel no will. It is the most revolting. The court office was broken into. They stole corpus delicti from Me Dorval's file twice. The second time the people involved were not even able to tell what the thieves had taken since the inventory of parts was inside the safe that had been removed. It's as if everything has been concocted (implemented) so that the case does not move forward. Also so that if there was a trial, it would be a sham.") Blaise, *supra* note 13 ("Haiti's disorganized judicial branch obstructs cases big and small, including the Moïse assassination, hampers livelihoods and stymies justice for all Haitians.").

[154] RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102.

[155] *See Countries with the highest prison occupancy level 2022,* STATISTA (Aug. 5, 2022), https://www.statista.com/statistics/445707/countries-with-the-highest-prison-occupancy-level/.
[156] *See* Jeudy, *supra* note 120; Dánica Coto, *Concerns grow as cholera spreads through Haiti's prisons,* AP NEWS (Oct. 11, 2022), https://apnews.com/article/health-prisons-caribbean-united-nations-port-au-prince-daa0ad4ba882fc67c7e5b1c4fa75cd68; Derat, *supra* note 128.
[157] *See Haiti: dozens of inmates starve to death as malnutrition crisis engulfs prisons,* GUARDIAN (Jun. 23, 2022), https://www.theguardian.com/world/2022/jun/23/haiti-prisons-starvation-un-deaths-crisis; BINUH Report on Pretrial Detention, *supra* note 123; RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 112 (reporting 84 percent, up from 81 percent in 2021).
[158] *See* BINUH Report on Pretrial Detention, *supra* note 123.
[159] *See* Coto, *supra* note 156; *Haiti: dozens of inmates starve to death as malnutrition crisis engulfs prisons, supra* note 157.
[160] *See Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak,* HUMAN RIGHTS WATCH (**HRW**) (Oct. 18, 2022), https://www.hrw.org/news/2022/10/18/haiti-urgently-address-cholera-outbreak.
[161] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 103. Other organizations have arrived at different numbers. An as-yet unpublished letter from the UN Secretary-General claimed that over 180 incarcerated individuals have died this year just from malnutrition. *L'inquiétude grandit alors que le cholera se propage dans les prisons d'Haïti,* L'ACTUALITE (Oct. 11, 2022), https://lactualite.com/actualites/linquietude-grandit-alors-que-le-cholera-se-propage-dans-les-prisons-dhaiti/.
[162] RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 103.
[163] *See L'inquiétude grandit alors que le cholera se propage dans les prisons d'Haïti, supra* note 161.
[164] *See also* Widlore Mérancourt, *At the national penitentiary, the "Dubai" zone raises fears of an increase in cholera cases,* AYIBO POST (Oct. 13, 2022), https://ayibopost.com/at-the-national-penitentiary-the-dubai-zone-raises-fears-of-an-increase-in-cholera-cases/ (reporting that detainees who show symptoms of cholera are not being tested for the disease).
[165] *Id.*
[166] Dwayne Menzie, *UN condemns prison conditions in Haiti,* PRUDENT PRESS AGENCY (Aug. 11, 2022), https://www.prudentpressagency.com/un-condemns-prison-conditions-in-haiti/.
[167] *See id.*; RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102 (RNDDH also reported skin diseases as common among incarcerated individuals); Hannan Adely, *'Being held for ransom': Deported NJ man now jailed in notorious Haitian prison,* NORTH JERSEY (Jul. 20, 2022), https://eu.northjersey.com/story/news/2022/07/20/american-deportees-ransom-prison-haiti-ice-detainees-patrick-julney/65370742007/ (reporting that guards refused to provide asthma inhalers and blood pressure medicine to incarcerated individuals).
[168] *See Where We Work: HAITI,* HEALTH THROUGH WALLS, https://www.healththroughwalls.org/haiti.htm (last visited Dec. 8, 2022).
[169] BINUH Report on Pretrial Detention, *supra* note 123.
[170] *Haïti – 106 gourdes par jour par détenu : le BINUH recense 97 décès en 2022, à cause de la malnutrition dans les prisons,* REZO NODWES (Aug. 12, 2022), https://rezonodwes.com/?p=286529.
[171] *See* Mérancourt, *supra* note 164 (in October, one individual incarcerated in the National Penitentiary reported not having anything to eat for five days); Hannan Adely, *'It's beyond hell up in there': Families to rally for freedom for deportees in Haitian prison,* NORTH JERSEY (Aug. 19, 2022), https://eu.northjersey.com/story/news/2022/08/19/nj-men-ice-deportation-haiti-imprisonment-nyc-rally/65403859007/ (reporting that the family of one incarcerated returned migrant was paying "about $100 a day to bring him food and clean water — money used for food and to pay off gangs and police to ensure the meals get to him. A family friend, Ricardo David, is delivering meals to him, but if he wants to see him in person, he has to pay another $50."); Adely, *supra* note 167 (the same incarcerated returned migrant reported that "[t]here is no food or clean water, except what visitors bring him with money provided by his wife" and that "a bucket in the corner . . . contains the men's only supply of drinking and bathing water"); Evens Sanon & Dánica Coto, *Official: 8 more die as Haiti prisons lack food, water,* AP NEWS (Jun. 23, 2022), https://apnews.com/article/politics-prisons-caribbean-haiti-treatment-of-prisoners-f571f0bfb086e85855789041c88bc512; RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102; Henry Shuldiner, *Haitian Prisoners Face Starvation and Death,* INSIGHT CRIME (Sep. 19, 2022), https://insightcrime.org/news/haitian-prisoners-face-starvation-death/.
[172] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102.
[173] *See id.*; BINUH Report on Pretrial Detention, *supra* note 123 (reporting that 84 individuals incarcerated in the prison in Cap-Haïtien are in a state of advanced malnutrition).
[174] *See* Shuldiner, *supra* note 171.

[175] *See* Pavel López Lazo, *Haiti: Dozens of inmates starve to death in prisons,* PRENSA LATINA (Sep. 29, 2022), https://www.plenglish.com/news/2022/09/29/haiti-dozens-of-inmates-starve-to-death-in-prisons/; *At least 12 Haiti prisoners dead for lack of food, medicine, official says,* ATOLL TIMES (Oct. 1, 2022), https://atolltimes.mv/post/world/463 (reporting at least 12 deaths since September); Shuldiner, *supra* note 171 (reporting at least 41 deaths from July to September).
[176] *See* BINUH Report on Pretrial Detention, *supra* note 123; Adely, *supra* note 171 (reporting that detainees are "sleeping on the floor but barely able to stretch their legs due to lack of space); Adely, *supra* note 167 (reporting that detainees have "no room to lie down . . . [and sleep] standing or sitting"); RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102.
[177] *See generally Dans les prisons d'Haïti, les conditions de détenus emeurent abjectes,* HRW (Jun. 30, 2022), https://www.hrw.org/fr/news/2021/06/30/dans-les-prisons-dhaiti-les-conditions-de-detention-demeurent-abjectes; RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102.
[178] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102.
[179] *See Haiti: dozens of inmates starve to death as malnutrition crisis engulfs prisons, supra* note 157; RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102; Shuldiner, *supra* note 171; Adely, *supra* note 171 (reporting that incarcerated individuals "use buckets for bathrooms and rarely get to leave their cells").
[180] Mérancourt, *supra* note 164.
[181] Advocates on the ground report the use of whips and other torture tactics.
[182] Juhakenson Blaise, *Prisoners' rights training held same week inmate dies at Haiti's National Penitentiary,* HAITIAN TIMES (Jun. 3, 2022), https://haitiantimes.com/2022/06/03/prisoners-rights-training-held-same-week-inmate-dies-at-haitis-national-penitentiary/.
[183] *See* RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 109, at ¶ 102; CRC art. 37(c). Reporting from 2019 and 2021 indicates that girls and women are also often held in cells close to men, leading to GBV, including gang rape. Jacqueline Charles, *Mutiny over cooking charcoal in Haiti prison led to gang rapes, human-rights groups say,* MIAMI HERALD (Nov. 22, 2019), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article237639679.html; Laura Louis, *The prisons in Haiti are horrible. For women, it's hell.,* AYIBO POST (Apr. 29, 2021), https://ayibopost.com/the-prisons-in-haiti-are-horrible-for-women-its-hell/.
[184] *See, e.g.,* Jameson Francisque, *Le pénitencier national est un vaste supermarché,* AYIBO POST (Jun. 5, 2022), https://ayibopost.com/le-penitencier-national-est-un-vaste-supermarche/ ("Six employees of the prison administration were locked up on June 3, 2022. They are accused of embezzlement, breach of trust and fraud. Among them is Julien Victor, policeman and director of the national penitentiary. These arrests shine the spotlight on the Haitian prison system, filled with flaws of all kinds.").
[185] *See, e.g.,* Geffrard, *supra* note 129.
[186] For example, 145 women escaped from the Cabaret Civil Prison on September 22 after armed gang members attacked the prison and raided a nearby police station. RNDDH Judicial Dysfunction Report, *supra* note 110, at ¶¶ 109–10; *Attaque armée et evasion à la prison civile de Cabaret,* LE NOUVELLISTE (Sep. 22, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238257/attaque-armee-et-evasion-a-la-prison-civile-de-cabaret; Jacqueline Charles, *Women escape from a Haiti prison as gangs block roads and shoot at police trying to respond,* MIAMI HERALD (Sep. 22, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article266190046.html.
[187] *See Port-au-Prince : introduction des portables dans les cellules, la DAP avoue son impuissance,* REZO NODWES (Jul. 28, 2022), https://rezonodwes.com/?p=285096; Francisque, *supra* note 184.
[188] *See generally Women and girls among those most impacted by Haiti's multiple crises*, UNFPA (Oct. 13, 2022), https://www.unfpa.org/press/women-and-girls-among-those-most-impacted-haitis-multiple-crises; IJDH et al., Joint Submission to Working Group on discrimination against women and girls on Gender and Poverty in Haiti (Oct. 31, 2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2022/11/Joint-Submission-to-WGDAWG-on-GenderPoverty-FINAL.pdf (*hereinafter* **WGVAW Submission Re Gender and Poverty**); *Explainer: What's driving Haiti's humanitarian crisis?*, REUTERS (Oct. 19, 2022), https://www.reuters.com/world/americas/whats-driving-haitis-humanitarian-crisis-2022-10-18/ (describing the causes of the crisis, including gang control and political insecurity); OCHA, *supra* note 23 (describing the humanitarian emergency in Haiti).
[189] *See* BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31 (describing the weaponization of sexual violence by gangs); IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53.
[190] For example, poor women are less able to afford expensive transportation and food. As the fuel shortage impacts the availability and cost of transportation, poor rural women are additionally vulnerable because of the lack of services in rural areas. *See* WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188.
[191] Plan International, *Women and children bear brunt of hunger crisis in Haiti,* RELIEFWEB (Oct. 6, 2022), https://reliefweb.int/report/haiti/women-and-children-bear-brunt-hunger-crisis-haiti (explaining that a Rapid

Gender Analysis assessing the impact of hunger in a community in the Southeast of Haiti revealed that women and girls were used as "tools" to help their families cope with the food crisis, being forced to engage in transactional sex and being pressured into early marriage: "Sex work has become a brisk business option, but also a risky one that is exposing girls and women to sexually transmitted infections, and unwanted pregnancies").

[192] *See* WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188.

[193] *See* IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53 (describing the lack of efforts to include grassroots women's perspectives in leadership and policy making related to confronting and preventing sexual violence); WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188 (describing the critical role of grassroots women's organizations as well as their exclusion from the established women's movement and the broader political sphere).

[194] *See One year after the earthquake, women in Haiti continue to face severe hardships,* UN WOMEN (Aug. 12, 2022), https://lac.unwomen.org/en/stories/noticia/2022/08/un-ano-despues-del-terremoto-las-mujeres-de-haiti-siguen-atravesando-serias-dificultades (describing the low percentages of women in elected and public office); *Freedom in the World 2022, Haiti*, FREEDOM HOUSE, https://freedomhouse.org/country/haiti/freedom-world/2022 (stating that there are no penalties for noncompliance with the constitutional mandate that 30 percent of public officials be women).

[195] *See* IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53 (describing the lack of efforts to include grassroots women's perspectives in leadership and policy making related to confronting and preventing sexual violence); WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188 (describing the critical role of grassroots women's organizations as well as their exclusion from the established women's movement and the broader political sphere); *see also One year after the earthquake, women in Haiti continue to face severe hardships, supra* note 194 ("79% of the population perceives that women are highly involved in the response process, but 22% note that their presence in decision-making is weaker."); *UN Funding Mechanism Launches Urgent Appeal to Support Haitian Women's Civil Society, Respond to Catastrophe,* WOMEN'S PEACE & HUMANITARIAN FUND (Sept. 30, 2022), https://wphfund.org/2022/09/30/global-un-funding-mechanism-launches-urgent-appeal-to-support-haitian-womens-civil-society-respond-to-catastrophe/ ("Women civil society leaders have long been at the forefront of peacebuilding and humanitarian response in Haiti.").

[196] *See* IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53 (explaining women and girls' vulnerability to GBV in the context of the crisis); Obert, *supra* note 1 (reporting that women and children are increasingly targeted by gangs for rapes, torture, kidnappings and killings); *see also Nègès Mawon*, Programme : Marrainage (prise en charge et accompagnement de femmes victims de violences) (Apr-Nov. 2022) (Haitian feminist organization Nègès Mawon recorded 21 femicides between April and November 2022).

[197] *See* IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53, at 3 ("There is little systematic data collection on GBV in Haiti, especially in situations of displacement."); BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶¶ 58–60 (describing the data deficit on the extent and impact of sexual violence involving armed gangs, and noting that no state-run services or international organizations systematically collect such data).

[198] Obert, *supra* note 1.

[199] *See id.* ("Getting official numbers on sexual or gender-based violence in Haiti has never been easy, but the recent gang violence has compounded the problem."). Long-term challenges include stigma, social pressure, threats, and lack of resources and effective recourse for survivors. *See* IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53, at 4 (stating that the prevalence of GBV is almost certainly higher than most reports suggest, due to stigma, threats, social pressure, lack of resources and effective recourse); BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31.

[200] *See* BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶ 86 (reporting that fear of reprisals or retaliation for reporting GBV is high among both survivors and police officers).

[201] *See* Obert, *supra* note 1 ("Getting official numbers on sexual or gender-based violence in Haiti has never been easy, but the recent gang violence has compounded the problem. Women are often too afraid to report it, and many traditional reporting points such as hospitals, women's centres, and police stations have now shut because of the violence.").

[202] BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31.

[203] UNSG BINUH Report, *supra* note 24, at ¶ 42.

[204] RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39 (reporting that gang members beat those who tried to resist and threatened them with death); BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31.

[205] RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39.

[206] RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39; Obert, *supra* note 1.

[207] *See* Obert, *supra* note 1 (reporting the story of "Madeline" who sent her six children away due to the increasing violence, before being raped by more than a dozen gang members, witnessing the execution of her husband and being forced to run, leaving his body behind).
[208] *See id.* (reporting that in some camps, more than 60% of the displaced are women and girls); *IOM Response to Internally Displaced Persons in Haiti*, International Organization for Migration (**IOM**) (Aug. 10, 2022), https://reliefweb.int/report/haiti/iom-response-internally-displaced-persons-haiti-10-august-2022 (reporting that 60% of internally displaced persons living in the Kay Castor site were women and girls); *see also* WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188 (stating that a disproportionate number of women and girls are currently displaced); *Rapid Gender Analysis*, CARE AND UN WOMEN HAITI (Sep. 12, 2021), https://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/CARE-Haiti-RGA-August-14-Earthquake.pdf (reporting that 11% of women as opposed to 7% of men were displaced after the 2021 earthquake).
[209] *See* Obert, *supra* note 1 (reporting that gang members could walk into makeshift camps unobstructed).
[210] *See id.*; OCHA, *supra* note 23 (highlighting "a lack of lighting and risk mitigation measures" as drivers of sexual violence in the camps).
[211] Obert, *supra* note 1 ("Ever since a young girl was raped by a gang member who walked into the camp, she says she sleeps with her legs draped over her five daughters. Although the alleged perpetrator was caught, the family asked that he be released, too fearful that he or other gang members would target the family.").
[212] *Id.*
[213] Programs to combat GBV, which had been introduced after the 2010 earthquake, continue to suffer from lack of funding and political will, and RNDDH reported that prosecutions have become increasingly rare since 2019. *See* IACHR Submission Re Sexual Violence and Displacement, *supra* note 53; BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶ 80 ("[I]mpunity for sexual violence crimes remains the norm. Rule of law institutions are not only under-resourced and understaffed, but they are affected by lack of independence and corruption."); RNDDH Report on GBV in Cité Soleil, *supra* note 39. Long-term and systemic challenges to obtaining justice for GBV include a lack of sensitivity, discrimination, and stigmatization from law enforcement officials and a requirement to produce a medical certificate corroborating GBV, despite the lack of legal provisions mandating one and chronic difficulties in accessing medical assistance. BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶¶ 84–85.
[214] *See* BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶ 81 (reporting that armed gang violence has forced out state representatives, including police officers, of a number of marginalized neighborhoods where most cases of sexual violence have been reported).
[215] *See, e.g.,* Jeudy, *supra* note 120; Blaise, *supra* note 13; *see further supra* Section III.
[216] BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶ 11 ("The persistent blockage of the main roads by armed gangs and the chronic shortage of fuel have also had a negative effect on the normal functioning of basic services, including healthcare centers. According to the latest information available, the fuel crisis triggered in late August by the latest movement of mass protests, still ongoing at the time of publication, had caused 50% of the main hospitals across the country to cease delivering emergency healthcare services as usual, and 60% of internal medicine, pediatric, surgery and obstetric services had also been severely disturbed nationwide."); *Amid gruelling violence and economic collapse, women and girls in Haiti need urgent support,* UNFPA (Aug. 16, 2022), https://www.unfpa.org/news/amid-gruelling-violence-and-economic-collapse-women-and-girls-haiti-need-urgent-support ("Access to the few health centres and hospitals that are still functioning has become treacherous if not impossible.").
[217] BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶ 10 ("[V]ictims generally do not have access to available post-rape treatment kits which must be administered within a window period of 72 hours after the aggression, which exposes them to a higher risk of contracting HIV or sexually transmitted diseases and to unwanted pregnancies.").
[218] Pregnant women and girls continue to face unique challenges due to Haiti's multiple crises, including access to food and reproductive care. Maternal and infant mortality rates remain the highest in the Latin American and Caribbean region and abortion remains illegal in all circumstances. *Haiti: 'Bearers of hope', saving newborn lives, amid growing turmoil*, UN NEWS (Oct. 13, 2022), https://news.un.org/en/story/2022/10/1129527 (reporting that Haiti's 29,000 pregnant women and their newborns are among the most at risk of not receiving the critical care they need, and a further 10,000 women face obstetric complications); Plan International, *Pregnant women and girls among those most impacted in Haiti's hunger crisis says Plan International*, RELIEFWEB (Jul. 20, 2022), https://reliefweb.int/report/haiti/pregnant-women-and-girls-among-those-most-impacted-haitis-hunger-crisis-says-plan-international (stating that pregnant women suffer from malnutrition and are among the most vulnerable populations during this crisis); *Amid gruelling violence and economic collapse, women and girls in Haiti need urgent support, supra* note 216 (reporting that "Haiti already has the highest level of maternal mortality in Latin America and the Caribbean"); *Haiti*, UNICEF, https://data.unicef.org/country/hti/ (finding that

the under-five mortality rate is 60.5 per 1,000 live births); *Haiti Country Report 2022*, BTI, https://bti-project.org/en/reports/country-report/HTI (reporting that more than four times the regional average of women die in childbirth, and infant mortality is twice the regional rate); *The World's Abortion Laws*, CENTER FOR REPRODUCTIVE RIGHTS, https://reproductiverights.org/maps/worlds-abortion-laws/?category[1348]=1348&category[1351]=1351 (last visited Dec. 8, 2022).

[219] Government-backed land grabs, which often involve violence, continue to force women off their land and deprive them of their livelihoods, aggravating their vulnerability to the climate crisis and exacerbating the economic and social impacts of the humanitarian crisis. *See Land grabs in Haiti sow climate vulnerability and violence against women*, OPEN GLOBAL RIGHTS (Aug. 9, 2022), https://www.openglobalrights.org/land-grabs-in-haiti-sow-climate-vulnerability-and-violence-against-women/ ("Land grabs in Haiti often involve violence against women, reinforcing gender inequality, and risk exacerbating already severe environmental degradation and climate vulnerability.").

[220] *See* WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188; *Haitian violence has 'disproportionate impact' on women,* UCA NEWS (Oct. 25, 2022), https://www.ucanews.com/news/haitian-violence-has-disproportionate-impact-on-women/99182 (reporting that gang violence and the fuel crisis put poor women, including the *Madan Sara*, at risk because they struggle to find safe transportation to make a living).

[221] *See Haitian violence has 'disproportionate impact' on women*, *supra* note 220 (reporting that the *Madan Sara* are particularly affected by the fuel crisis, having to wait between two days and a week to get a bus to the city, which means their produce rots and they have to resell it at very low prices).

[222] *See id.* (reporting that the *Madan Sara* are vulnerable to "bandits and rapists" due to the current crises).

[223] *See Lives being lost in Haiti as life-saving health services risk coming to "standstill,"* UNICEF (Sep. 26, 2022), https://www.unicef.org/haiti/en/press-releases/lives-being-lost-haiti-life-saving-health-services-risk-coming-standstill.

[224] *See* Natalie Kitroeff, *Gang Warfare Cripples Haiti's Fight Against Cholera*, NY TIMES (Nov. 19, 2022), https://www.nytimes.com/2022/11/19/world/americas/haiti-cholera-gang-violence.html ("The disease can kill its victims within a day, especially children suffering from malnutrition who can quickly progress from dehydration to organ failure."); *see further infra* notes 314–324.

[225] *See Children account for 40 perent of cholera cases in Haiti: UNICEF,* AL JAZEERA (Nov. 23, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/11/23/children-account-for-40-percent-of-cholera-cases-in-haiti-unicef.

[226] *See* Kitroeff, *supra* note 224 ("All the severe cases arrive in the morning, because they cannot travel at night," said Dr. Mouna Hanebali, a physician helping oversee the hospital. "There are many already dead when they arrive.").

[227] *See Increase in violence and resurgence of cholera in Haiti may leave more than 2.4 million children unable to return to school,* UNICEF (Oct. 7, 2022), https://www.unicef.org/press-releases/increase-violence-and-resurgence-cholera-haiti-may-leave-more-24-million-children; *see further infra* Section V, *Access to education*.

[228] *See* Taylor, *supra* note 2 (reporting that gangs in July were "snatching up children to join their ranks" and that "[t]he 5 Seconds gang – which seized control of the country's supreme court in June – are increasingly training minors in the use of military-grade weapons"); Allesandro Ford, *Haiti Gangs Recruiting, Arming More Children,* INSIGHT CRIME (Jun. 3, 2022), https://insightcrime.org/news/haiti-gangs-recruiting-arming-more-children/; *Haitian children at mercy of armed gangs as schools close,* UN NEWS (Jul. 3, 2022), https://news.un.org/en/story/2022/07/1121352.

[229] *Restavek Freedom*, https://restavekfreedom.org/issue/ (last visited Dec. 8, 2022).

[230] *Are the "restavèk" really slaves?,* AYIBO POST, (Jul. 25, 2022), https://ayibopost.com/are-the-restavek-really-slaves/.

[231] *See* BAI, IJDH & Commission of Women Victims for Victims, Gender-Based Violence in Haiti (2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/12/Gender-Based-Violence-in-Haiti_UPR-Submission_EN-1.pdf.

[232] *See Who are the Restavek children in Haiti?,* HAITI NOW, https://www.haiti-now.org/who-are-the-restavek-children-in-haiti/#:~:text=Most%20Restavek%20children%20in%20Haiti,from%20men%20in%20their%20households (last visited Dec. 8, 2022).

[233] *Are the "restavèk" really slaves?, supra* note 230.

[234] See WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188; Coalition RANIPH SUD et al., Rapport Alternatif sur la Mise en Œuvre de la Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées (2017) (describing the challenges faced by persons with disabilities in accessing services due to the lack of sensitivity and infrastructure, such as the lack of indications in braille on official documents, the lack of accessible ramps and adequate sidewalks, the lack of interpretation services in the justice system for persons who are deaf, the lack of accommodations in the education system, etc.).

[235] *Les femmes et les filles handicapées sont parmi les plus affectées par le séisme en Haïti*, HANDICAP INTERNATIONAL, https://www.handicap-international.ch/fr/actualites/les-femmes-et-les-filles-handicapees-sont-parmi-les-plus-affectees-par-le-seisme-en-haiti-; *Disabled and displaced: helping Haiti's most vulnerable people*, UN NEWS (Dec. 2, 2021), https://reliefweb.int/report/haiti/disabled-and-displaced-helping-haiti-s-most-vulnerable-people.
[236] Matthew R. Hunt et al., *Haitian and international responders' and decision-makers' perspectives regarding disability and the response to the 2010 Haiti earthquake*, GLOBAL HEALTH ACTION (Aug. 7, 2015), https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4530138/.
[237] *Haiti Funders Conference 2016: Empowering Women and Girls with Disabilities*, DISABILITY RIGHTS FUND (Nov. 17, 2016), https://disabilityrightsfund.org/haiti-funders-conference-2016-empowering-women-and-girls-with-disabilities/ ("They are often believed to be a curse from God, hyper sexual, and in some cases, people believe Deaf women turn into werewolves at night.").
[238] *Women and girls with disabilities among most affected by Haiti earthquake*, HANDICAP INTERNATIONAL (Sep. 27, 2021), https://www.hi.org/en/news/women-and-girls-with-disabilities-among-most-affected-by-haiti-earthquake- ("They are particularly vulnerable because many cannot run away from threats. Deaf or blind women living in makeshift shelters in displacement sites cannot hear or see if a dangerous person is approaching. They are very exposed.").
[239] Estimates for the population of persons with disabilities in Haiti range between 4.1% and 15% but there are no official numbers due to the lack of official census taking disability into account. *See* Coalition RANIPH SUD et al., *supra* note 234 (citing World Health Organization (**WHO**) estimates of 15% and explaining that the 2003 government census, updated in 2012, makes no mention of persons with disabilities); *World Report 2022 – Haiti*, HRW https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/haiti#:~:text=Around%2015%20percent%20of%20the,the%20World%20Health%20Organization%20reports (citing WHO estimates of 15%); *Furthering Economic and Social Inclusion for People with Disabilities in Haiti*, WORLD BANK (Apr. 26, 2021), https://www.worldbank.org/en/results/2021/04/26/furthering-economic-and-social-inclusion-for-people-with-disabilities-in-haiti (giving an estimate of 4.1%).
[240] See WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188; *Freedom in the World 2022, supra* note 194.
[241] UNSG BINUH Report, *supra* note 24, at ¶ 42.
[242] BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶ 38.
[243] BINUH/OHCHR Report on Sexual Violence, *supra* note 31, at ¶ 75 ("LGBTI+ persons, spoke about discriminatory attitudes by medical providers who, in some cases, questioned whether the sexual assault had not been consensual."); *Building Safe Spaces for Trans People in Haiti,* UNDP (Apr. 11, 2022), https://www.undp.org/latin-america/stories/building-safe-spaces-trans-people-haiti (finding that transgender persons face violence from health care providers and are sometimes denied medical treatment).
[244] *See* IJDH June 2022 Update, *supra* footnote 1; UN Humanitarian, *supra* note 23.
[245] *See Haiti sees more protests as fuel price hike worsens public anger,* AL JAZEERA (Sep. 14, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/9/14/haiti-sees-more-protests-as-fuel-price-hike-worsens-public-anger.
[246] *See* UN Humanitarian, *supra* note 23; *Haiti hospitals prepare to close as gangs blockade fuel supplies,* AL JAZEERA (Sep. 27, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/9/27/haiti-hospitals-prepare-to-close-as-gangs-blockade-fuel-supplies; *Increase in violence and resurgence of cholera in Haiti may leave more than 2.4 million children unable to return to school,* UNICEF (Oct. 10, 2022), https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/increase-in-violence-and-resurgence-cholera-in-haiti-may-leave-more-2.4-million-children-unable-to-return-to-school.
[247] *See Soaring violence, fuel crisis and a cholera outbreak: Haiti in the grip of a "humanitarian catastrophe," supra* note 52.
[248] *See* UN Humanitarian, *supra* note 23 (concluding that although gang violence now displaces more people than natural disasters, there are still about 2,500 people in earthquake-related displacement sites in Haiti's south); Ground Truth Solutions, *Trust must be earned: Perceptions of aid in Haiti - -A reality check on post-quake accountability to affected people, April 2022 [EN/HT],* RELIEFWEB (Apr. 5, 2022), https://reliefweb.int/report/haiti/trust-must-be-earned-perceptions-aid-haiti-reality-check-post-quake-accountability (discussing systemic problems with international aid in the context of the 2021 earthquake).
[249] *See* Cyprien L. Gray, *Combattre l'insécurité pour briser le cercle de la décroissance économique*, LE NOUVELLISTE (Oct. 4, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238263/combattre-linsecurite-pour-briser-le-cercle-de-la-decroissance-economique.
[250] *See Haiti - Economy: 34 billion deficit for the first 3 quarters (2021-2022)*, HAITI LIBRE (Mar. 8, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37307-haiti-economy34-billion-deficit-for-the-first-3-quarters-2021-2022.html.

[251] *See Haiti Country Report 2022,* BTI, https://bti-project.org/en/reports/country-report/HTI#:~:text=More%20than%2070%25%20of%20the,less%20than%20%241.25%20per%20day (reporting further that approximately 50 percent of Haitians live on less than USD $1.25 per day).
[252] *See 38.7 %, l'inflation attaint un nouveau pic en septembre en Haïti,* LE NOUVELLISTE (Nov. 29, 2022), https://lenouvelliste.com/article/239221/387-linflation-atteint-un-nouveau-pic-en-septembre-en-haiti; *see also 'Catastrophic' hunger recorded in Haiti for first time, UN warns*, UN NEWS (Oct. 14, 2022), https://news.un.org/en/story/2022/10/1129537 (reporting on October 14 that inflation was at 33 percent); *L'inflation attaint 30.5 percent en juillet 2022*, selon l'IHSI, LE NOUVELLISTE (Sep. 9, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237992/linflation-atteint-30-5-en-juillet-2022-selon-lihsi (reporting that inflation reached 30.5 percent in July).
[253] *See* Malu Cursino, *Haiti in a humanitarian catastrophe – UN envoy,* BBC (Sep. 27, 2022), https://www.bbc.com/news/world-latin-america-63042307.
[254] *See New injections of dollars to support the gourde, amidst structural constraints and a volatile sociopolitical context,* FEWS NET (Aug. 2022), https://fews.net/central-america-and-caribbean/haiti/food-security-outlook-update/august-2022#:~:text=Monetary%20officials%20injected%208.5%20million,gourdes%20to%20nearly%20100%20gourdes.
[255] *See id.*; *Haiti Gourde to US Dollar Spot Exchange Rates for 2022,* EXCHANGE RATES, https://www.exchangerates.org.uk/HTG-USD-spot-exchange-rates-history-2022.html (last visited Dec. 8, 2022), (between August 2021 and August 2022, the gourde depreciated by more than 18 percent, sitting at USD $0.0076 on August 22).
[256] *See 1 HTG to USD – Convert Haitian Gourdes to US Dollars,* XE, https://www.xe.com/currencyconverter/convert/?Amount=1&From=HTG&To=USD (last visited Dec. 8, 2022); *Haïti : Une économie asphyxiée par la crise du carburant et les actes criminels des gangs armés*, ALTERPRESSE (Nov. 3, 2022), https://www-alterpresse-org.translate.goog/spip.php?article28774&_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=en&_x_tr_pto=wapp (reporting that the injection of U.S. dollars into the economy by the Bank of the Republic of Haiti since August 2022 has not prevented the gourd's depreciation).
[257] *See Haiti - Economy : Inflation explodes Government forecasts*, HAITI LIBRE (Aug. 7, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37101-haiti-economy-inflation-explodes-government-forecasts.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter.
[258] *See L'indice des prix a la consummation en Juillet 2022*, INSTITUT HAITIAN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE, https://ihsi.ayiti.digital/public/images/documents/1662496512.pdf.
[259] *See, e.g.,* Onz Chéry, *US to stop importing mangos from Haiti, official says*, HAITIAN TIMES (Oct. 26, 2022), https://haitiantimes.com/2022/10/26/us-to-stop-exporting-mangos-from-haiti-official-says/ (reporting that in October, the United States announced it will stop importing mangos from Haiti, citing inability to carry out safety inspections due to insecurity).
[260] *See* @Jacquiecharles, TWITTER (Sept. 26, 2022, 4:43 PM), https://twitter.com/Jacquiecharles/status/1574499840343654428?s=20&t=XTJZOjeRg0Hl-XcQLnurjA (according to Haiti's Foreign Minister, the country risks losing 12,000 jobs after Caracol Industrial Park announced it could not operate due to a lack of fuel); Thomas Peralte, *Caracol: Workers will be laid off*, HAITI LIBERTE (Jul. 13, 2022), https://haitiliberte.com/caracol-des-travailleurs-seront-licencies/; *Haïti : Une économie asphyxiée par la crise du carburant et les actes criminels des gangs armés*, *supra* note 256 (reporting that companies have reduced operating hours and cut salaries by up to 50 percent); Fenel Pélissier, *The economic crisis in the United States causes dismissals in Haiti*, AYIBO POST (Aug. 2022), https://ayibopost.com/la-crise-economique-aux-etats-unis-occasionne-des-revocations-en-haiti/ (according to the National Coordination of Haitian Workers, nearly 15,000 workers may be dismissed in the coming days in SONAPI, and S&H Global SA of the Caracol Industrial Park plans to close 3 factories by the end of 2022, laying off 4,000 employees); Juhakenson Blaise, *Haiti industry official: 10,000 factory workers may lose jobs due to violence*, HAITIAN TIMES (Jun. 24, 2022), https://haitiantimes.com/2022/06/24/haiti-industry-official-10000-factory-workers-may-lose-jobs-due-to-violence/ (reporting that violence is threatening 10,000 jobs); OCHA, *supra* note 42 ("[W]eeks of shutdown have resulted in the closure of some companies. The textile sector appears to be particularly affected. Digneron Manufacturing, like many other textile companies, was forced to lay off over 1,700 people without pay.").
[261] *See* Obert, *supra* note 1 ("[W]omen have been forcibly recruited or have reluctantly joined for protection or work, earning money by collecting information or stealing from homes.").
[262] *See id.* ("With more than 60% of the population unemployed and nearly 77% living with less than $2 a day, much of the youth turn to gangs as a means of survival."); Jess DiPierro Obert, *Stolen future: Haiti's gangs*

and its children, NEW HUMANITARIAN (Feb. 14, 2022), https://www.thenewhumanitarian.org/video/2022/2/14/Stolen-future-Haiti-gangs-children-film ("With few work or educational opportunities, many gang members say they have turned to the armed groups as a way of earning quick cash or gaining power. Some even say they are doing what the government has failed to do – taking care of its population.").

[263] *See* Shellenberger, *supra* note 6 (citing advocacy from international financial institutions including IMF, World Bank and World Economic Forum as reason for Haiti's fuel decision); @madanboukman, TWITTER (Nov. 26, 2022, 12:07 PM), https://twitter.com/madanboukman/status/1596551111112286208?s=51&t=-vCt1yR9q1EcXulNA-S2AA ("Haiti's Sept 5, 2022 - June 30, 2023 academic school year has yet to begin, because of harsh IMF austerity measures imposed by @DrArielHenry's regime. Yet he's subsidizing World Cup activities to distract the population."); UNSG BINUH Report, *supra* note 24, at ¶ 51; *En réponse à Antonio Guterres, des organisations haïtiennes pointent du doigt la responsabilité de l'Onu dans la « gangstérisation d'Haïti »,* ALTERPRESSE (Sep. 25, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28648; Onz Chéry, *'We can't all be prime ministers,* HAITIAN TIMES (Sep. 28, 2022), https://haitiantimes.com/2022/09/28/we-cant-all-be-prime-ministers/.

[264] *See Le gouvernement hausse les prix du carburant, la rue crache sa colère,* LE NOUVELLISTE (Sep. 15, 2022), https://lenouvelliste.com/journal/lenouvelliste/2022-09-15/2574.

[265] *See Haïti jongle avec les catastrophes,* LE NOUVELLISTE (Oct. 7, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238408/haiti-jongle-avec-les-catastrophes.

[266] *See* Murdith Joseph, *10 major uses for fuel in Haiti besides at the pump,* HAITIAN TIMES (Nov. 15, 2022), https://haitiantimes.com/2022/11/15/10-major-uses-for-fuel-in-haiti-besides-gas-at-the-pump/ (because of Haiti's unreliable electricity grid, diesel-powered generators or kerosene lamps are much more popular). For example, Cap-Haïtien has not had electricity in over a year due to the prolonged fuel shortage. *See* Kevin Zeller, *Cap Haitien has had no electricity for a year,* MISSION NETWORK NEWS (Aug. 5, 2022), https://www.mnnonline.org/news/cap-haitien-has-had-no-electricity-for-a-year/. Because of the enormous difficulty in transporting fuel to rural towns, they are particularly vulnerable to fuel and electricity shortages, which have impacted economic and social activities and prompted hospitals to reduce operations. *See Haïti: une pénurie d'essenve et d'électricité paralyse les villes de province,* LE NOUVELLISTE (Jul. 21, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237143/haiti-une-penurie-dessence-et-delectricite-paralyse-les-villes-de-province.

[267] *See* Jacqueline Charles, *Haiti's decision to raise fuel prices met with fire, fury, paralysis,* MIAMI HERALD (Sep. 14, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article265726706.html (reporting that protesters took to the streets, setting up fiery barricades blocking major thoroughfares); Milfort, Kurmanaev & Paulter, *supra* note 21 (calling the protests "the largest national protests in years"); *Économie : Augmentation officielle imminente d'environ 100 percent des prix des produits pétroliers en Haïti*, ALTERPRESSE (Sep. 14, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28614; Cursino, *supra* note 253; *3-day strike in Haiti ends today, but another one is on the way,* DOMINICAN TODAY (Sep. 28, 2022), https://dominicantoday.com/dr/world/2022/09/28/3-day-strike-in-haiti-ends-today-but-another-one-is-on-the-way/. For additional historical context on the current protests around fuel subsidy removals, *see* Vijay Prashad, *Four Straight Years of Nonstop Street Protest in Haiti,* COUNTER CURRENTS (Sep. 28, 2022), https://countercurrents.org/2022/09/four-straight-years-of-nonstop-street-protest-in-haiti/.

[268] *See* Milfort, Kurmanaev & Paulter, *supra* note 21.

[269] *See id.* ("Simmering outbreaks of unrest . . . have coalesced into the largest wave of protests in years following the government's announcement last Sunday that it would raise the country's highly subsidized fuel prices. The protests quickly broadened into a general, visceral rejection of Haiti's dire living conditions, characterized by widespread hunger, a lack of basic services, omnipresent gang violence, runaway inflation and the weak rule of a caretaker prime minister, Ariel Henry."); Mérancourt & Coletta, *supra* note 102 ("Ralph Chevry, a board member of the Haiti Center for Socio Economic Policy in Port-au-Prince, called the fuel announcement 'the straw that broke the camel's back.' He said the protests are a reflection of broader discontent with Henry and a desire for political change.").

[270] *See* Roseval Supreme, *This is the Worst Crisis I've Seen in Haiti,* NEWSWEEK (Nov. 1, 2022), https://www.newsweek.com/this-worst-crisis-ive-seen-haiti-opinion-1755890 (Action Against Hunger's Haiti Country Director Roseval Supreme on the current crisis: "This the most desperate and violent situation I've ever seen in my country, and I say that as a Haitian who lived through 2010's disastrous earthquake and subsequent cholera epidemic, through hurricanes and less-than-smooth changes in government.").

[271] *See* Geffrard, *supra* note 99.

[272] *See* Emmanuel Moïse Yves, *Terminal Varreux: interview exclusive avec un haut responsible,* AYIBO POST (Oct. 6, 2022), https://ayibopost.com/terminal-varreux-interview-exclusive-avec-un-haut-responsable/.

[273] *See* IJDH June 2022 Update, *supra* footnote 1; *Économie : Persistance d'une nouvelle rareté de carburant, depuis fin mai 2022, en Haïti,* ALTERPRESSE (Jun. 13, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28390; Murdith Joseph, *Gas shortages persist in Haiti despite recent fuel shipments,* HAITIAN TIMES (Jun. 6, 2022), https://haitiantimes.com/2022/06/08/gas-shortages-persist-in-haiti-despite-recent-fuel-shipments/.
[274] *See* Yves, *supra* note 272.
[275] *See* Charles, *supra* note 267.
[276] *See* Emmanuel Moïse Yves, *Des gangs spécialisés dans la vente de gasoline à Port-au-Prince ?,* AYIBO POST (Aug. 13, 2022), https://ayibopost.com/des-gangs-specialises-dans-la-vente-de-gazoline-a-port-au-prince/.
[277] It is unclear whether the police took the terminal back by force or whether it was given up freely by G9 leader Chérizier. On November 6, Chérizier announced he was lifting the blockade and allowing trucks to fill up at the terminal. On November 7, the Haitian government announced that "soldiers and police seized the fuel terminal after 16 operations." *See* Pierre-richard Luxama, *Key fuel depot in Haiti reopens for 1st time since September,* CTV NEWS (Nov. 8, 2022), https://www.ctvnews.ca/world/key-fuel-depot-in-haiti-reopens-for-1st-time-since-september-1.6144640.
[278] *See, e.g.,* Etant Dupain & Hande Atay Alam, *Critical Haiti gas terminal freed after weeks of talks with G9 gang leader,* CNN (Nov. 6, 2022), https://www.cnn.com/2022/11/04/americas/haiti-gas-terminal-gang-intl-latam; Henry Shuldiner, *From Negotiations to Sanctions, a Busy Time for Crime in Haiti,* INSIGHT CRIME (Nov. 11, 2022), https://insightcrime.org/news/fuel-terminal-reopens-sanctions-target-haitian-politicians-gang-leaders/ ("Barbecue eased the blockade after alleged negotiations with Prime Minster Ariel Henry's administration, mediated by politicians from the government's Konstwi Lavi party . . . Haiti's government has denied negotiating with G9 to reopen the fuel terminal, but a Henry administration official told CNN that the Prime Minster did meet with the alleged mediators.").
[279] *See* Tom Ricker, *Haiti: Fuel terminal "liberated;" military intervention paused, but still possible,* QUIXOTE CENTER (Nov. 9, 2022), https://quixote.org/posts/haiti-fuel-terminal-liberated-military-intervention-paused-but-still-possible.
[280] *See* Charles, *supra* note 23.
[281] *See* Daniel Stewart, *MSF announces "alarming increase" in cholera in Haiti after reporting nearly 100 deaths and 8,500 cases,* MSN (Nov. 20, 2022), https://www.msn.com/en-in/health/health-news/msf-announces-%C2%ABalarming-increase%C2%BB-in-cholera-in-haiti-after-reporting-nearly-100-deaths-and-8500-cases/ar-AA14kngv.
[282] *See Haiti hospitals prepare to close as gangs blockade fuel supplies, supra* note 246; *Increase in violence and resurgence of cholera in Haiti may leave more than 2.4 million children unable to return to school, supra* note 246; Emmanuel Moïse Yves & Widlore Mérancourt, *Des secteurs essentiels comme la communication au bord de la fermeture en Haïti*, AYIBO POST (Oct. 14, 2022), https://ayibopost.com/des-secteurs-essentiels-comme-la-communication-au-bord-de-la-fermeture-en-haiti/; Murdith Joseph, *Digicel hikes prices, blaming inflation, insecurity in Haiti; customers livid*, HAITIAN TIMES (June 28, 2022), https://haitiantimes.com/2022/06/02/digicel-hikes-prices-blaming-inflation-insecurity-in-haiti-customers-livid/.
[283] *See* Murdith Joseph, *PM Henry says no to decreasing Haiti's fuel prices, despite havoc,* HAITIAN TIMES (Oct. 6, 2022), https://haitiantimes.com/2022/10/06/pm-henry-says-no-to-decreasing-haitis-fuel-prices-despite-havoc/ (reporting that de facto Prime Minister Henry promised "the 50 to 60 million gourdes [saved by eliminating fuel subsidies], or USD $400 to USD $500 thousand, will be used for the execution of social programs"); IMF Staff-Monitored Program, *supra* note 108 (stating that fuel subsidies primarily benefit wealthy Haitians); *see also Economist warns of hyperinflatory process in Haiti,* PRENSA LATINA (Nov. 17, 2022), https://www.plenglish.com/news/2022/11/17/economist-warns-of-hyperinflationary-process-in-haiti/ (Haitian economist Eddy Labossière "assured that the argument put forward by the Government to justify the increase in prices of fuel is not sustainable, because 'the Haitian authorities do not have the instruments to spend money from the subsidy of petroleum derivates'").
[284] *See* Oberde Charles, *Les usagers du transport public sont les varies victims de la rareté du carburant,* LE NATIONAL (Nov. 8, 2022), https://www.lenational.org/post_article.php?pol=2493; *La rareté du carburant fait grimper les prix du transport en commun,* LE NOUVELLISTE (Jul. 20, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237086/la-rarete-du-carburant-fait-grimper-les-prix-du-transport-en-commun.
[285] The minimum wage has not been increased since February 21, 2021, when the government instituted a 54 percent increase in response to widespread protests. Minimum wages remain far below what is needed to survive. *See generally* RNDDH, Call for a review of the minimum wage: the RNDDH supports the working class and condemns police brutality (2022), https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/02/1-CP-Manifestations-salaire-minimum-ENG-21Fev2022-1.pdf; *Haiti,* SOLIDARITY CENTER, https://www.solidaritycenter.org/category/americas/haiti/ (last visited Dec. 8, 2022).

[286] *See* Tuna Connell, *Haiti garment workers need four times their wages to get by,* SOLIDARITY CENTER (Sep. 7, 2022), https://www.solidaritycenter.org/haiti-garment-workers-need-four-times-their-wages-to-get-by/ (reporting that workers spend almost one third of their take-home pay on transportation to and from work and on lunch to sustain their labor).
[287] *See* @Jacquiecharles, TWITTER (Sept. 26, 2022, 4:43 PM), https://twitter.com/Jacquiecharles/status/1574499840343654428?s=20&t=XTJZOjeRg0Hl-XcQLnurjA.
[288] *See* Joseph Guyler Delva & Anastasia Moloney, *Haitians choose between school fees or food as costs rise,* THOMSON REUTERS FOUNDATION (Jul. 18, 2022), https://news.trust.org/item/20220714135735-aq0pn/ (reporting that "spiraling living costs" have forced families to choose between buying food and sending their children to school); Connell, *supra* note 286.
[289] *See* WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188.
[290] *See Port-au-Prince croule sous des détritus*, LE NOUVELLISTE (Oct. 27, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238711/port-au-prince-croule-sous-des-detritus.
[291] *See id.*
[292] *See* Mérancourt, Cho & Coletta, *supra* note 8; Evens Sanon, *Cholera overwhelms Haiti as cases, deaths spike amid crisis,* AP News (Oct. 29, 2022), https://apnews.com/article/health-caribbean-business-haiti-cholera-6224ef13bdda34224c56db7d34a689a1.
[293] *See* Mérancourt, Cho & Coletta, *supra* note 8 ("Gang blockades have prevented water trucks from resupplying some neighborhoods, and fuel is also needed to make city water pumps work."); *Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160 (reporting on October 18 that fuel is urgently needed to pump, sterilize, and distribute water"); *Misery deepens in Haiti as unrest rages and water shortages bite,* AL JAZEERA (Sep. 18, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/9/18/haiti-unrest-worsens-misery-as-residents-face-water-shortage (reporting that insecurity and social unrest prevented water distribution trucks from delivering water); *iciHaiti – Fuel Crisis : No more production or delivery of Culligan water in the country,* HAITI LIBRE (Oct. 3, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37794-icihaiti-fuel-crisis-no-more-production-or-delivery-of-culligan-water-in-the-country.html; *iciHaiti – Crisis : Update on the situation of drinking water in Haiti,* ICI HAITI (Oct. 11, 2022), https://www.icihaiti.com/en/news-37856-icihaiti-crisis-update-on-the-situation-of-drinking-water-in-haiti.html; *Haiti: Humanitarian situation and cholera – Flash Update # 1 (As of 3 October 2022),* OCHA (Oct. 5, 2022), https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-situation-and-cholera-flash-update-1-3-october-2022; *Haiti – Complex Emergency*, USAID (Sep. 30, 2022), https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/2022-09-30_USAID-BHA_Haiti_Complex_Emergency_Fact_Sheet_7.pdf; *see also* Lawler, *supra* note 23; *Soaring violence, fuel crisis and a cholera outbreak: Haiti in the grip of a "humanitarian catastrophe," supra* note 52.
[294] *See, e.g.*, Mérancourt, Cho & Coletta, *supra* note 8; Sanon, *supra* note 292 (one Port-au-Prince resident reported that "sewage-contaminated waters that ran through a nearby ravine . . . [were] the only source of water for hundreds in that area"); *Misery deepens in Haiti as unrest rages and water shortages bite, supra* note 293 (reporting that according to one Port-au-Prince resident, "[f]inding clear water "is a problem. We look for it everywhere and we can't find it. We put Clorox in the water to be able to drink it, you can't find water," he said.").
[295] *See Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160 ("[C]holera transmission is closely linked to inadequate access to clean water and sanitation facilities.").
[296] The lack of access to clean water and sanitation increases exposure to waterborne diseases, including cholera. *See Haiti secures $4.5 million from LDCF towards improved water management,* GEF (Oct. 18, 2022), https://www.thegef.org/newsroom/news/haiti-secures-4-5-million-ldcf-towards-improved-water-management; *see further infra* note 316.
[297] *See Haiti secures $4.5 million from LDCF towards improved water management, supra* note 296.
[298] *See* UN General Assembly (**UNGA**), New Approach to Cholera in Haiti, UN Doc. A/71/895 (May 3, 2017), https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2F71%2F895&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False (the UN's New Approach to Cholera included a promise "to support Haiti in overcoming the epidemic and building sound water, sanitation and health systems"); *Haiti,* WHO UNICEF, https://washdata.org/data/household#!/hti (last visited Dec. 8, 2022) (between 2015 and 2020, the latest available data, access to clean water and basic sanitation remained virtually unimproved).
[299] *See Haiti secures $4.5 million from LDCF towards improved water management, supra* note 296 (discussing the effects of increased rainfall variability, high deforestation rates, and unsustainable farming practices on the landscape's capacity to capture water). For an in-depth discussion of environmental factors contributing to Haiti's current water crisis, *see* Conrad Fox, *Haiti: An island nation whose environmental troubles only begin with water,* MONGABAY (Sep. 28, 2022), https://news.mongabay.com/2022/09/haiti-an-island-nation-whose-environmental-troubles-only-begin-with-water/.

[300] The Integrated Food Security Phase Classification (**IPC**) defines "acute hunger" as "food deprivation that threatens lives or livelihoods, regardless of the causes, context or duration." Within that classification, the 1.8 million Haitians experiencing a "food emergency" either "[h]ave large food consumption gaps which are reflected in very high acute malnutrition and excess mortality; or [a]re able to mitigate large food consumption gaps but only by employing emergency livelihood strategies and asset liquidation." *See* IPC, Understanding the IPC Scales, https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/communication_tools/brochures/IPC_Brochure_Understanding_the_IPC_Scales.pdf; *Nearly half the people in Haiti don't have enough to eat and cholera makes it worse*, NPR (Oct 2022), https://www.npr.org/2022/10/19/1129846184/nearly-half-the-people-in-haiti-dont-have-enough-to-eat-and-cholera-makes-it-wor; UN Humanitarian, *supra* note 23.
[301] *See* Emma Kelly, *Violence in Haiti: "We are live, but we are not living,"* CONCERN USA (Oct. 7, 2022), https://www.concernusa.org/story/violence-in-haiti-port-au-prince/; *see further infra* Section I.
[302] *See Gang violence, inflation, food insecurity deepen Haiti crisis*, ABC NEWS (Jul. 2022), https://abcnews.go.com/International/gang-violence-inflation-food-insecurity-deepen-haiti-crisis/story?id=86941317; *'This country is not able to feed itself': Inside Haiti's spiraling crisis,* CNN (Aug. 9, 2022), https://www.cnn.com/videos/tv/2022/08/09/amanpour-haiti-gang-violence-jean-martin-bauer-wfp-food-insecurity.cnn; *see also Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160 (across Haiti, "nearly 100,000 children under age five suffer from severe acute malnutrition").
[303] *See* Sanon, *supra* note 292.
[304] The IPC classifies these residents as having "an extreme lack of food and/or other basic needs even after full employment of coping strategies," with "[s]tarvation, death, destitution and extremely critical acute malnutrition levels . . . evident." *See Nearly half the people in Haiti don't have enough to eat and cholera makes it worse*, *supra* note 300; *'Catastrophic' hunger recorded in Haiti for first time, UN warns*, *supra* note 353.
[305] *See, e.g.*, Edith Lederer, *New Report: A record 4/7 million Haitians face acute hunger*, ABC NEWS (Oct. 14, 2022), https://abcnews.go.com/US/wireStory/report-record-47-million-haitians-face-acute-hunger-91533066 (quoting UN deputy spokesperson attributing harvest losses to below average rainfall, 2021 earthquake and violence); Brian Ellsworth, Haiti Gang Blockade Is Causing Catastrophic Hunger, U.N. Officials Say, Reuters, https://www.reuters.com/world/americas/un-world-food-programme-haiti-facing-humanitarian-catastrophe-2022-10-14/; *Haïti : des crises multiples et la montée de la violence des gangs vont aggraver la faim, alerte le PAM,* UN NEWS (Jul. 12, 2022), https://news.un.org/fr/story/2022/07/1123552; Harold Isaac & Brian Ellsworth, *Gang violence traps thousands in town near Haiti's capital,* REUTERS (Jul. 12, 2022), https://www.reuters.com/world/americas/gang-violence-haitian-capital-cuts-off-food-aid-un-says-2022-07-12/ ("Gun battles between rival Haitian gangs near the capital Port-au-Prince have left thousands trapped in a small coastal town without access to water, food or medical care."); *Gang violence exacerbates food crisis in Haiti, says WFP*, GAZETTE HAITI (Jul. 2022), https://www.gazettehaiti.com/node/7602; Francklyn B Geffrard, *Haiti: Multiple crises and rising gang violence will worsen hunger, warns WFP*, RHINEWS (Jul. 2022), https://www.rhinews.com/actualites/haiti-des-crises-multiples-et-la-montee-de-la-violence-des-gangs-vont-aggraver-la-faim-alerte-le-pam/; OCHA, *supra* note 23 ("Access to vulnerable populations continues to be affected, a persistent challenge over the past year that has severely hindered the delivery of humanitarian assistance to communities in southern Haiti devastated by the earthquake on 14 August 2021.").
[306] *See Hunger to worsen in Haiti as gang violence escalates, UN warns,* AL JAZEERA (Jul. 12, 2022), https://www.aljazeera.com/news/2022/7/12/hunger-to-worsen-in-haiti-as-gang-violence-escalates-un-warns; OCHA, *supra* note 42; UN Humanitarian, *supra* note 23 ("Gangs control the main road to Haiti's southern departments, which were struck by a devastating earthquake in August 2021, making it impossible to reach affected people by road.").
[307] *See* Taylor, *supra* note 2.
[308] *See* Lederer, *supra* note 305; Anne Myriam Bolivar, *Pig Farmers Face Off Against Deadly Virus*, GLOBAL PRESS JOURNAL (Aug. 15, 2022), https://globalpressjournal.com/americas/haiti/pig-farmers-face-off-deadly-virus/; *Haïti – Agriculture : Insécurité alimentaire de Crise et de Stress dans la plupart des regions,* HAITI LIBRE (Jun. 21, 2022), https://www.haitilibre.com/article-36966-haiti-agriculture-insecurite-alimentaire-de-crise-et-de-stress-dans-la-plupart-des-regions.html.
[309] *See* Delva & Moloney, *supra* note 288.
[310] *See id.*
[311] *See Nearly half the people in Haiti don't have enough to eat and cholera makes it worse*, *supra* note 300.
[312] *See* Sandra Wisner, *The International Community Must Own Its Role in Haiti's Food Crisis*, NEW HUMANITARIAN (Sep. 14, 2022), https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2022/09/14/Haiti-food-crisis-international-aid.

[313] *See The fight against food insecurity in the Caribbean,* JAMAICA OBSERVER (Jun. 22, 2022), https://www.jamaicaobserver.com/business/the-fight-against-food-insecurity-in-the-caribbean/; *Haïti : des crises multiples et la montée de la violence des gangs vont aggraver la faim, alerte le PAM, supra* note 305.
[314] Cholera Communique #1, Ministere de la Sante Publique et de la Population (Oct. 1, 2022), https://www.mspp.gouv.ht/wp-content/uploads/Cholera-communique-1-.pdf; Mérancourt, Cho & Coletta, *supra* note 8 (reporting that the resurgence stoked "fear of an outbreak as widespread gang control over vast swaths of the country hinders access to fuel, clean drinking water and medical care").
[315] *See* Harold Isaac & Brian Ellsworth, *Cholera kills at least seven in Haiti as disease returns*, REUTERS (Oct. 2, 2022), https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/haiti-confirms-case-cholera-is-investigating-suspect-cases-2022-10-02/.
[316] *See Haiti,* WHO UNICEF, *supra* note 298.
[317] *See Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160 ("Lack of access to clean water and sanitation, pervasive food insecurity, and inadequate health care create perfect conditions for a dangerous cholera outbreak."); *Soaring violence, fuel crisis and a cholera outbreak: Haiti in the grip of a "humanitarian catastrophe," supra* note 52 ("Now amid an almost complete lack of basic services, including functioning health centres, access to safe drinking water, sanitation facilities and refuse collection, a cholera outbreak is threatening the health and lives of millions of already vulnerable and impoverished people.").
[318] *See Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160; *see further supra* notes 314–324.
[319] *See 'Haitians are coming together to tackle the cholera crisis': A UN Resident Coordinator Blog,* UN NEWS (Oct. 25, 2022), https://news.un.org/en/story/2022/10/1129847; Stewart, *supra* note 281 (as of late November, Médecins Sans Frontières (**MSF**) facilities were receiving approximately 270 cholera patients each day).
[320] *See Cholera in Hispaniola – Risk assessment,* PAN AMERICAN HEALTH ORGANIZATION (**PAHO**) (Nov. 30, 2022), https://www.paho.org/en/documents/cholera-hispaniola-risk-assessment.
[321] *See Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160; *Cholera oubreak in Haiti hits over 1,700 suspected cases – half of them children,* UNICEF (Oct. 24, 2022), https://www.unicef.org/press-releases/cholera-outbreak-haiti-hits-over-1700-suspected-cases-half-them-children.
[322] *See* Evens Sanon & Dánica Coto, *UN: Children in Haiti hit by cholera as malnutrition rises,* AP NEWS (Nov. 23, 2022), https://apnews.com/article/health-caribbean-united-nations-port-au-prince-haiti-e5a94068b1c574f994092cba0ad38c53. This makes children, who have high rates of malnutrition, particularly vulnerable. *See further supra* Section IV.
[323] Stewart, *supra* note 281 (reporting that all six MSF treatment centers are nearly full); Luke Taylor, *Haiti's cholera treatment centres are overwhelmed as cases surge,* BMJ (Nov. 23, 2022), https://www.bmj.com/content/379/bmj.o2831.
[324] *See Broken UN Promises Lead to Haiti Cholera Resurgence,* IJDH (Oct. 11, 2022), http://www.ijdh.org/press_release/broken-un-promises-lead-to-haiti-cholera-resurgence/; *Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160.
[325] *See, e.g.*, *Yon gwoup pwofesyonèl la sante an Ayiti lanse petisyon pou mande doktè Ariel Henry kite pouvwa a,* ALTERPRESSE (Sep. 22, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28639 (reporting on healthcare professionals joining the nationwide call for de facto Prime Minister Henry to step down, citing profound insecurity and lack of resources that impedes their work); *see also* Emmanuel Moïse Yves, *Des équipements ont mystérieusement disparu dans un hôpital à Aquin,* AYIBO POST (Jun. 2, 2022), https://ayibopost.com/des-equipements-ont-mysterieusement-disparu-dans-un-hopital-a-aquin/ (reporting that a hospital administrator in Aquin admitted to misappropriating hospital equipment, claiming he was directed to do so by the Departmental Health Directorate).
[326] *See Grève des résidents 1 à l'Hôpital universitaire de La Paix*, LE NOUVELLISTE (Aug. 8, 2022), https://lenouvelliste.com/alaminute/22818/greve-des-residents-1-a-lhopital-universitaire-de-la-paix.
[327] *See* Mikaël Ponge, *Haïti: la mauvaise gestion financière du Covid*, RFI (Jun. 13, 2022), https://www.rfi.fr/fr/podcasts/journal-d-ha%C3%AFti-et-des-am%C3%A9riques/20220613-ha%C3%AFti-la-mauvaise-gestion-financi%C3%A8re-du-covid.
[328] *See* Emmanuel Moïse Yves, *Des centaines de chèques non reçus dans la lutte contre le Covid-19 en Haïti*, AYIBO POST (Jun. 2, 2022), https://ayibopost.com/des-centaines-de-cheques-non-recus-dans-la-lutte-contre-le-covid-19-en-haiti/.
[329] *See Haiti hospitals prepare to close as gangs blockade fuel supplies, supra* note 246 (in late September, "[h]ospitals that rely on fuel-powered generators for electricity in Haiti's capital . . . warned they could be forced to close"); *Haïti-Crise : L'approvisionnement des hôpitaux en carburant, la plus grande urgence pour sauver des vies, alerte la Croix-Rouge Haïtienne*, ALTERPRESSE (Oct. 20, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28730 (reporting that the Haitian Red Cross warned that "the supply of diesel to hospitals currently poses the greatest barrier to saving lives in Haiti"); *Les hôpitaux en état d'alerte*

maximale, LE NOUVELLISTE (Oct. 13, 2022), https://lenouvelliste.com/article/238524/haiti-les-hopitaux-en-etat-dalerte-maximale (reporting that some hospitals are "requiring patients to bring their own fuel for surgeries"); *Haiti is facing a major health disaster,* MSF (Oct. 21, 2022), https://www.doctorswithoutborders.org/latest/haiti-facing-major-health-disaster (MSF reports that the organization "will not be able to operate our medical facilities for more than a few weeks if we do not have access to fuel. In addition, medical equipment, which we also need to continue to treat cholera cases and provide care, is currently blocked at the port."); *see also* J.O. Haselfhoef, *Healthcare in Haiti suffering from gang problem too, survey shows,* HAITIAN TIMES (Jul. 6, 2022), https://haitiantimes.com/2022/07/06/healthcare-in-haiti-suffering-from-gang-problem-too-survey-shows/ ("A recent survey of 211 facility members active in the Haiti Health Network found that insecurity and violence have changed the work habits of its 5,000 healthcare workers and the daily lives of the 3.4 million people they serve across the country. From how medicine is trucked to a hospital to where a mother delivers her baby — the violence has affected all levels of healthcare service.").

[330] *See, e.g., Lives being lost in Haiti as life-saving health services risk coming to "standstill," supra* note 223 (according to the UN, the fuel shortage has affected three-quarters of Haiti's major hospitals: "Some hospitals are unable to admit new patients and are preparing to close. Providing sterile conditions for medical interventions is becoming more challenging and conserving vaccines due to the disruption to cold-chain facilities has become problematic.").

[331] *See, e.g.,* Stefan Anderson, *Hospitals in Haiti Fcing Shutdwon as Cholera Threat Escalates,* HEALTH POLICY WATCH (Oct. 21, 2022), https://healthpolicy-watch.news/hospitals-in-haiti-facing-shutdown-as-cholera-threat-escalates/; *Haiti hospitals prepare to close as gangs blockade fuel supplies, supra* note 246; Isaac & Ellsworth, *supra* note 5.

[332] *See* Haselfhoef, *supra* note 329.

[333] *See id.*; *Haiti – News : Zapping…,* HAITI LIBRE (Aug. 3, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37313-haiti-news-zapping.html (reporting the deployment of two new "mobile clinics in . . . Cité Soleil to provide medical care to more than 500 people, the majority of whom are women and children").

[334] *See Lives being lost in Haiti as life-saving health services risk coming to "standstill," supra* note 223; Haselfhoef, *supra* note 329 (reporting that suppliers are no longer able to truck supplies to hospitals "without paying a fee to gangs for passage" and that health providers had not been transporting supplies "for about a year or so"); *Haiti - Drama : Oxygen shortage announced in hospitals, patients on borrowed time*, HAITI LIBRE (Oct. 23, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37954-haiti-drama-oxygen-shortage-announced-in-hospitals-patients-on-borrowed-time.html (reporting that blockages at the port have impacted oxygen supply to the General Hospital – which estimated on October 23 that it had enough oxygen for one to two weeks – and University Hospital, while the fuel shortage has prevented oxygen concentrators from producing oxygen at the Saint-Luc and Saint-Damien Foundation and other hospitals).

[335] *See* Haselfhoef, *supra* note 329 (reporting that many health centers have resorted to using expensive barges to transport supplies as gangs block key routes).

[336] *See Lives being lost in Haiti as life-saving health services risk coming to "standstill," supra* note 223; Haselfhoef, *supra* note 329 (according to the Haiti Health Network, "people further out [from Port-au-Prince] are suffering incredibly, because they're just cut off"); *Haiti is facing a major health disaster, supra* note 329.

[337] *See Affrontements entre gangs à Cité Soleil: la terreur atteint son comble*, LE NOUVELLISTE (Jul. 12, 2022), https://lenouvelliste.com/article/236969/affrontement-entre-gangs-a-cite-soleil-la-terreur-atteint-son-comble (reporting that people injured in the gang wars are often trapped).

[338] *See* Haselfhoef, *supra* note 329. A recent study of healthcare providers in Haiti found that "more than 95% of respondents reported gang activity, violence or threats of kidnapping led to changing travel policies and travel patterns in their organization. And 65% of facilities reported that violent conditions led to employees leaving the country." *Id.*

[339] *See, e.g.,* Garry Pierre-Pierre, *With school closures, Hait is losing entire generations,* HAITIAN TIMES (Oct. 24, 2022), https://haitiantimes.com/2022/10/24/with-school-closures-haiti-is-losing-entire-generations-opinion/ (journalist Garry Pierre-Pierre describes a "dysfunctional school system . . . mired in poverty and chaos . . . [that] has been backsliding for generations as people migrate out of the country"); *see also* Jacqueline Charles, *Haiti's brain drain: Educated youth are leaving the country as fast as they can,* MIAMI HERALD (Jul. 1, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article262027777.html (reporting that the lack of education and employment opportunities in Haiti contribute significantly to the phenomenon known as "brain drain," wherein most young Haitians emigrating "were those who had at least some secondary education and more"); *Increase in violence and resurgence of cholera in Haiti may leave more than 2.4 million children unable to return to school, supra* note 246 (reporting that in September and October, 27 schools were attacked and looted by armed groups, which occupy nearly one in four schools).

[340] *See Increase in violence and resurgence of cholera in Haiti may leave more than 2.4 million children unable to return to school, supra* note 246.
[341] *See* Murdith Joseph, *School fail: Parents in Haiti keep children home amid violence, Part 1,* HAITIAN TIMES (Oct. 5, 2022), https://haitiantimes.com/2022/10/05/school-fail-part-1/ (reporting that parents were unwilling to send their children back to school on October 3 because they could not do so safely).
[342] *See* @madanboukman, TWITTER (Nov. 26, 2022, 12:07 PM), https://twitter.com/madanboukman/status/1596551111112286208?s=51&t=-vCt1yR9q1EcXulNA-S2AA. As of December 6, 53 percent of schools were open. *See 53% d'écoles ont fonctionné sur le territoire national, selon le ministère de l''education nationale,* LE NOUVELLISTE (Jun. 12, 2022), https://lenouvelliste.com/article/239342/53-decoles-ont-fonctionne-sur-le-territoire-national-selon-le-ministere-de-leducation-nationale.
[343] *See* Pierre Philor Saint-Fleur, *Insecurity: Stop of activities at the Faculty of Sciences of the UEH*, ZOOM HAITI NEWS (Jul. 2022), https://zoomhaitinews.com/insecurite-arret-des-activites-a-la-faculte-des-sciences-de-lueh/ (reporting that the Faculty of Sciences of the State University of Haiti suspended activities in July); *Haiti – News : Zapping…,* HAITI LIBRE (Aug. 4, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37321-haiti-news-zapping.html (reporting that classes at the General of the National School of Arts were been suspended in August).
[344] *See* Molière Adely, *A cause de l'insecurité en Haïti, des centres culturels ne peuvent plus fonctionner,* AYIBO POST (Jul. 23, 2022), https://ayibopost.com/a-cause-de-linsecurite-en-haiti-des-centres-culturels-ne-peuvent-plus-fonctionner/.
[345] *See One year after devastating earthquake, more than 250,000 children in southwest Haiti do not have access to adequate schools – UNICEF,* UNICEF (Aug, 17, 2022), https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/one-year-after-devastating-earthquake-more-250%2C000-children-do-not-have-access-to-adequate-schools-in-haiti#:~:text=Download%20multimedia%20package%20here.,adequate%20schools%2C%20UNICEF%20warned%20today (reporting that as of August 16, over 250,000 children – more than half of those impacted by the earthquake – still lacked access to adequate schools because lack of funding and insecurity has delayed reconstruction).
[346] School fees for private schools – which make up the vast majority of Haiti's education system, range from USD $300 to $1,000 per school year. Public schools cost less, but are still not free. *See* Joseph, *supra* note 341 ("Parents say the lack of labor-intensive work programs, a government traditional offering to subsidize schools and support families, has crushed the last hope they had for cash before school starts.").
[347] *See* WGVAW Submission Re Gender and Poverty, *supra* note 188.
[348] *See* Jacqueline Charles, *U.S. senators urge Biden to expand TPS to more Haitians as crisis escalates in homeland,* MIAMI HERALD (Oct. 26, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article267867062.html (reporting that U.S. lawmakers urged the Biden administration to "expand and extend immigration protections for Haitians in the United States as Haiti's ongoing civil unrest, gang violence and kidnappings force thousands to leave").
[349] *See, e.g., USA: Torture and other ill-treatment of Haitian asylum seekers is rooted in anti-Black racism*, AMNESTY INTERNATIONAL (Sep. 22, 2022), https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/09/usa-torture-haitian-asylum-seekers-anti-black-racism/.
[350] *See* Julia Ainsley, *With a possible surge of Haitian migrants ahead, the Biden admin is weighing holding them in a third country or at Guantanamo*, NBC NEWS (Oct. 30, 2022), https://www.nbcnews.com/politics/immigration/possible-surge-haitian-migrants-ahead-biden-admin-weighs-holding-third-rcna54610; *USA: Biden administration must not detain Haitian asylum seekers at Guantánamo,* AMNESTY INTERNATIONAL (Nov. 1, 2022), https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/11/usa-biden-administration-haitians-asylum/.
[351] *See DR expels up to 700 Haitians daily, vows to return even more*, HAITIAN TIMES (Nov. 16, 2022), https://haitiantimes.com/2022/11/16/dr-expels-up-to-700-haitians-daily-vows-to-return-even-more/; *Dominican Republic steps up Haitian deportations, raising tensions,* REUTERS (Nov. 16, 2022), https://www.reuters.com/world/americas/dominican-republic-steps-up-haitian-deportations-raising-tensions-2022-11-16/; Megan Janetsky, *UNICEF says the Dominican Republic has expelled 1,800 children back to Haiti,* PBS (Nov. 23, 2022), https://www.pbs.org/newshour/world/unicef-says-the-dominican-republic-has-expelled-1800-children-back-to-haiti#:~:text=Authorities%20say%20they%20deported%2043%2C900,up%20by%20about%2050%20percent.
[352] *See, e.g., Boat carrying Haitian migrants capsizes off Bahamas, 17 dead,* DW (Jul. 25, 2022), https://www.dw.com/en/boat-carrying-haitian-migrants-capsizes-off-bahamas-17-dead/a-62581255#:~:text=The%20bodies%20of%2017%20people,the%20coast%20of%20the%20Bahamas.&text=A%20boat%20carrying%20dozens%20of,17%20people%20dead%2C%20authorities%20said; Syra Ortiz-Blanes & Jacqueline Charles, *Five Haitian migrants are dead in another migrant boat incident, this one near Puerto Rico*,

MIAMI HERALD (Jul. 28, 2022), https://www.miamiherald.com/news/local/immigration/article263913396.html; Syra Ortiz-Blanes, *'Typically it doesn't end well.' The seas migrants cross aren't safe. Neither are the boats.,* MIAMI HERALD (Jul. 26, 2022), https://www.miamiherald.com/news/local/immigration/article263784198.html (reporting that many of the boats used by Haitian migrants "don't have safety equipment, are not prepared for the sea or the weather").

[353] The U.S. Coast Guard interdicted 7,137 Haitians at sea between October 1, 2021 and September 1, 2022, compared to 1,527 in all of fiscal year 2021 and just 418 in fiscal year 2020. *See* Tom Ricker, *Between Del Rio and the deep blue sea,* QUIXOTE CENTER (Sep. 9, 2022), https://quixote.org/posts/between-del-rio-and-the-the-deep-blue-sea; *Coast Guard repatriates 83 Haitians to Haiti,* COAST GUARD NEWS (Sep. 1, 2022), https://coastguardnews.com/coast-guard-repatriates-83-haitians-to-haiti/; *see also* David Goodhue, Gwen Filosa & Jacqueline Charles, *More than 150 migrants on an overloaded sailboat grounded off Miami-Dade, Coast Guard says,* MIAMI HERALD (Jul. 24, 2022), https://www.miamiherald.com/news/local/community/florida-keys/article263686918.html (describing it as "the largest maritime exodus from Haiti in two decades"); Charles, *supra* note 339 (reporting in July that over 6,000 Haitians had escaped the country on boats aimed for Florida and Puerto Rico over the past few months); Joseph Gedeon, *Haitians want a 'Haitian-led solution,'* POLITICO (Nov. 4, 2022), https://www.politico.com/newsletters/the-recast/2022/11/04/haiti-immigration-biden-administration-00065196; *Dozens of Haitian migrants were rescued while trying to reach the Florida Keys,* NPR (Nov. 22, 2022), https://www.npr.org/2022/11/22/1138555844/dozens-of-haitian-migrants-were-rescued-while-trying-to-reach-the-florida-keys.

[354] *See, e.g.*, Ortiz-Blanes & Jacqueline Charles, *supra* note 352.

[355] *See, e.g.*, Jacqueline Charles, B*ahamas police: Captain in Haitian migrant boat tragedy previously convicted in U.S., Cuba*, MIAMI HERALD (Jul. 27, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article263873812.html.

[356] *See, e.g.*, Emmanuel Marino Bruno, *Haiti-Migration: L'OPC appelle à la cessation des déportations massives d'Haïtiens de la région des Amériques*, ALTERPRESSE (Jun. 20, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28408 (citing a position paper by the Haiti Office for the Protection of the Citizen (**OPC**) calling for "the support and solidarity of the international community, particularly the countries of the region"); *"Returning to Haiti means death,"* MSF (Aug. 12, 2022), https://www.doctorswithoutborders.org/latest/returning-haiti-means-death (documenting the life-threatening conditions Haitians face en route to seek asylum in the United States and if returned, while concluding that "[n]o country should be sending people back to Haiti. The US must permanently end all deportation flights and further facilitate access to asylum processes for Haitians."); *UNHCR calls on states to refrain from forced returns of Haitians*, UNHCR (Nov. 3, 2022), https://www.unhcr.org/en-us/news/press/2022/11/6363acd64/unhcr-calls-states-refrain-forced-returns-haitians.html; *Haiti: International community must act now to avert tragedy – Türk*, OHCHR (Nov. 3, 2022), https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/11/haiti-international-community-must-act-now-avert-tragedy-turk; *Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak, supra* note 160; *Senator Markey, colleagues urge TPS extension and redesignation for Haiti as gang violence, civil unrest force thousands to leave,* ED MARKEY (Oct. 26, 2022), https://www.markey.senate.gov/news/press-releases/senator-markey-colleagues-urge-tps-extension-and-redesignation-for-haiti-as-gang-violence-civil-unrest-force-thousands-to-leave; *Haiti – Justice : 422 advocacy groups call on Biden to stop deportations to Haiti and redesignate TPS,* HAITI LIBRE (Nov. 28, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-38242-haiti-justice-422-advocacy-groups-call-on-biden-to-stop-deportations-to-haiti-and-redesignate-tps.html.

[357] *See, e.g., USA: Torture and other ill-treatment of Haitian asylum seekers is rooted in anti-Black racism, supra* note 349 (discussing how U.S. immigration policies toward Haitian asylum seekers are rooted in racism); *Statement attributable to UN High Commissioner for Refugees Filippo Grandi on the need to end US COVID-19 asylum restrictions*, UNHCR (May 20, 2021), https://www.unhcr.org/news/press/2021/5/60a687764/statement-attributable-un-high-commissioner-refugees-filippo-grandi-need.html; Robert F. Kennedy Human Rights, Beyond the Bridge (2022), https://rfkhr.imgix.net/asset/Del-Rio-Report.pdf. In November, a U.S. federal district court deemed the Title 42 policy illegal and prohibited its continued implementation. It gave the Biden administration until December 21 to stop using the policy. However, a separate decision by a different federal district judge in May enjoined the Biden administration's plan to end Title 42, leaving uncertainty as to whether the policy will actually be ended. Catherine Shoichet, *What is Title 42, and what happens now that a federal judge has blocked it?*, CNN (Nov. 16, 2022), https://www.cnn.com/2022/11/16/politics/title-42-blocked-whats-next-explainer-cec/index.html; Maria Sacchetti, *Federal judge blocks Biden administration from ending Title 42,* WASHINGTON POST (May 20, 2022), https://www.washingtonpost.com/national-security/2022/05/20/title-42-asylum-border/.

[358] *See* Advocates tracking expulsion flights reported six flights in June, two in July, three in August, one in September, and none since. *ICE Air to Haiti – Mass Expulsion Flight Data,* Google Sheet,

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1mvPiOvISRYTNEg7Mzk7nmZsk3PG0_jw4y8XVJ3oDMms/edit#gid=0. US Customs and Border Protection reported expelling 3,420 Haitians in May 2022, 18 in June, and 30 in July. These numbers also correspond to an increase in the application of Title 42 exemptions to Haitians at the border in June and July. *Southwest Land Border Encounters,* CUSTOMS AND BORDER PATROL, https://www.cbp.gov/newsroom/stats/southwest-land-border-encounters (last visited Dec. 8, 2022).

[359] *See* Rafael Bernal, *Biden administration extends immigration protection for Haitians,* THE HILL (Dec. 5, 2022), https://thehill.com/latino/3762913-biden-administration-extends-immigration-protections-for-haitians/.

[360] *See* Jacqueline Charles, *Why some Haitian boat refugees are allowed into the U.S. and others are sent back*, MIAMI HERALD (Aug. 11, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article264338276.html; *see also* David Goodhue & Jacqueline Charles, *'This is obscene.' Haitians angered by babies being sent back after reaching Keys on boat,* MIAMI HERALD (Nov. 25, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article269227327.html (reporting that "190 individuals — 89 men, 55 women and 46 children — were returned to Haiti" after reaching the Florida keys in a sailboat on November 21); David Goodhue, Jacqueline Charles & Syra Ortiz-Blanes, *Babies rescued fro a migrant boat in trouble in rough seas off the Florida Keys,* MIAMI HERALD (Nov. 22, 2022), https://www.miamiherald.com/news/local/community/florida-keys/article269033857.html.

[361] *See, e.g., Do Not Send Haitians or Other Displaced People to Detention at Guantánamo Bay,* ADVOCATES FOR HUMAN RIGHTS (Nov. 4, 2022), https://www.theadvocatesforhumanrights.org/News/A/Index?id=332.

[362] *See USA: Biden administration must not detain Haitian asylum seekers at Guantánamo*, *supra* note 350; Marcela García, *Biden's purported plan to send Haitian asylum seekers to Guantánamo is racist history repeating itself,* BOSTON GLOBE (Nov. 4, 2022), https://www.bostonglobe.com/2022/11/04/opinion/bidens-purported-plan-send-haitian-asylum-seekers-guantnamo-is-racist-history-repeating-itself/; Letter from 289 civil society organizations to President Biden (Nov. 4, 2022), *available at* https://www.nilc.org/wp-content/uploads/2022/11/Letter-in-response-to-NBC-news-re_-Haitian-Refugees-.pdf (civil society organizations expressed concern about repeating indefinite detention and inhumane conditions to which Haitians held at Guantánamo Bay in the 1990s were subjected).

[363] *See DR expels up to 700 Haitians daily, vows to return even more, supra* note 351.

[364] *Id.*

[365] *Comment by UN High Commissioner for Human Rights Volker Turk on deportation of Haitians from Dominican Republic*, OHCHR (Nov. 10, 2022), https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/11/comment-un-high-commissioner-human-rights-volker-turk-deportation-haitians; *see also Des organisations en République dominicaine dénoncent 'la violence raciste' envers les haïtiens,* GAZETTE HAITI (Jun. 1, 2022), https://gazettehaiti.com/node/7163 (reporting that 27 organisations in the Dominican Republic have denounced their government's "racist violence" towards Haitian nationals); Bruno, *supra* note 356 (reporting that Haiti's OPC called on the Dominican government to halt deportations in June).

[366] *See Dominican Republic steps up Haitian deportations, raising tensions, supra* note 351.

[367] *See Des organisations en République dominicaine dénoncent 'la violence raciste' envers les haïtiens, supra* note 365.

[368] *See, e.g.*, Emmanuel Marino Bruno, *Haiti-Criminalite : Assassinat d'un Haïtien en République Dominicaine, par 7 personnes, dont 3 militaries dominicains*, ALTERPRESSE (Jun. 14, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28392.

[369] *Alert: Ongoing Dominican Migration Enforcement,* U.S. Embassy in the Dominican Republic, https://do.usembassy.gov/alert-ongoing-dominican-migration-enforcement/ (last visited Dec. 8, 2022).

[370] *See, e.g.*, *Human Rights Defenders Condemn Mass Deportations of Haitians,* TELESUR (Nov. 15, 2022), https://www.telesurenglish.net/news/Human-Rights-Defenders-Condemn-Mass-Deportations-of-Haitians-20221115-0010.html; *Statement and Petition Against Inhumane Deportation of Haitian Migrants fro the Dominican Republic,* BLACK AGENDA REPORT (Nov. 16, 2022), https://www.blackagendareport.com/index.php/statement-and-petition-against-inhumane-deportation-haitian-migrants-dominican-republic.

[371] *See, e.g.*, Adely, *supra* note 171.

[372] *See* Amy Wilentz, *Will the Haitian Crisis Lead to Yet Another Military Intervention,* THE NATION (Oct. 27, 2022), https://www.thenation.com/article/world/haiti-gang-violence-un/ (discussing expulsions in the context of Haiti's current crisis: "the Biden administration has, for the most part without congressional hearings or oversight, shipped some 26,000 largely penniless, hungry, and disoriented refugees from the US border to Haiti . . . . It's hard to think of a more reprehensible, irresponsible, and inhumane action for a government to take").

[373] *See* BAI et al., Request for Thematic Hearing on Deportations of Haitian Nationals from the United States to Haiti During the 185th Period of Sessions of the inter-American Commission on Human Rights (Aug. 15, 2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2022/08/2022.08.15_Haitian-Deportations-Hrg-Req-US_185th-CIDH-

POS.pdf (*hereinafter* **Request for Thematic Hearing on Deporations**); Adely, *supra* note 171 (reporting that in August, "30 men . . . were immediately imprisoned upon their arrival in Haiti" and that "Haitian authorities have routinely put criminal deportees — immigrants who completed sentences in the U.S. for a wide range of crimes — into prison over the past six months"); Hannan Adely, *'Prison is death': NJ deportees freed from Haitian Jail after suffering deplorable conditions,* NORTH JERSEY (Oct. 27, 2022), https://eu.northjersey.com/story/news/2022/10/27/haiti-prison-free-patrick-julney-nj-billy-balisage/69593500007/ (reporting that several of the men were released in late October, after a concerted effort from activists and family members, but that as of October 27, at least seventeen men are still believed to be incarcerated).

[374] *See* Adely, *supra* note 171 (a family friend of an incarcerated returnee describes the prison as "hell on earth"); Adely, *supra* note 167 (reporting that "deportees are paying a disproportionate price for past crimes, condemned to one of the world's most overcrowded prison systems" with advocates fearing "it might be a death sentence"); Request for Thematic Hearing on Deporations, *supra* note 373; *see further supra* Section III.

[375] *See* Adely, *supra* note 373.

[376] *See* Adely, *supra* note 167.

[377] *See Statement of the OAS General Secretariat on Haiti*, ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (Aug. 8, 2022), https://www.oas.org/en/media_center/press_release.asp?sCodigo=E-045/22 (admitting that "the institutional crisis that Haiti is experiencing right now is a direct result of the actions taken by the country's endogenous forces and by the international community"); *The Crisis in Haiti, supra* note 125; Page, *supra* note 17 (Susan Page discusses problematic international aid: "While the United States has not consistently promoted the growth of democratic institutions or equitable development in Haiti, it has provided vast sums of funding and support for wide-ranging governance, humanitarian, and philanthropic 'vanity projects' over the years. Much of that development assistance was not coordinated with other large international or bilateral donors (e.g., the European Union, World Bank, United Nations, and Canada) and failed to consider the Haitian government's or citizens' input in planning, programming, or funding."). The 1825 independence debt unjustifiably extracted by France in exchange for Haiti's freedom and subsequent neocolonial lending agreements are largely to blame for Haiti's entrenched debt and dependence on foreign aid, which in turn makes the country vulnerable to further foreign interference and abuse. *See* Wisner, *supra* note 15; *The Crisis in Haiti, supra* note 125; Marlene L. Daut, *Ce que les Français doivent vraiment à Haïti,* AYIBO POST (Jun. 16, 2022), https://ayibopost.com/ce-que-les-francais-doivent-vraiment-a-haiti/; Roromme Chantal, *Haïti : Oui, les États-Unis ont essayé et renversé le president Jean-Bertrand Aristide,* ALTERPRESSE (Jun. 3, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28356. International financial institutions continue to exert coercive influence over Haiti by imposing conditions masked as economic policy recommendations on much-needed aid that have immediate and devastating impacts on poor and vulnerable Haitians. The most recent example is an IMF Staff-Monitored Program that requires the removal of fuel subsidies as a precondition to further loans. *En réponse à Antonio Guterres, des organisations haïtiennes pointent du doigt la responsabilité de l'Onu dans la « gangstérisation d'Haïti », supra* note 263; Chéry, *supra* note 263; Shellenberger, *supra* note 6; IMF Staff-Monitored Program, *supra* note 108.

[378] *See, e.g.,* Julia Neusner, *Asylum after Del Rio, Haitian asylum seekers expelled under Title 42 are still suffering,* Human Rights First, https://humanrightsfirst.org/library/a-year-after-del-rio-haitian-asylum-seekers-expelled-under-title-42-are-still-suffering/; *see further supra* Section IV.

[379] *See* Jacqueline Charles, *Haiti's government to ask for international armed forces to help with humanitarian crisis*, MIAMI HERALD (Oct. 7, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article266939521.html (reporting that Henry requested international military assistance on October 6); Brian Ellsworth & Harold Isaac, *Haiti to Seek a Foreign Armed Force to Combat Gangs, Decree Says*, US NEWS (Oct. 7, 2022), https://www.usnews.com/news/world/articles/2022-10-07/haiti-to-seek-foreign-military-assistance-to-combat-gangs-newspaper (reporting that "Haiti's government has authorized Prime Minister Ariel Henry to ask the international community for a "specialized armed force" to address a crisis caused by a blockade of the country's main fuel port that has led to crippling shortages").

[380] *See supra* note 18.

[381] *See, e.g.*, Widlore Mérancourt & Amanda Coletta, *The U.N.is mulling another mission to Haiti. Haitians are skeptical.,* WASHINGTON POST (Nov. 12, 2022), https://www.washingtonpost.com/world/2022/11/12/haiti-cholera-united-nations/ (reporting on opposition to an international force in light of the UN's introduction of cholera to Haiti and its failure to take responsibility for harms caused); Joseph & Concannon, *supra* note 10 (Haitian human rights lawyer Mario Joseph and his U.S. colleague Brian Concannon call the last military intervention "an expensive, deadly failure"); BAI Letter to CARICOM, *supra* note 98 (Haitian human rights law firm BAI denounces the many harms of past interventions as it calls for CARICOM not to support calls for intervention); Pooja Bhatia, *US-Backed Foreign Intervention Has Led to the Disaster in Haiti*, GUARDIAN (Oct.

19, 2022), https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/oct/19/us-backed-foreign-intervention-disaster-haiti-un; Danticat, *supra* note 21; Letter to President Biden, *supra* note 17.

[382] *See* UNGA, Implementation of General Assembly Resolution 60/251 of 15 March 2005 Entitled "Human Rights Council," UN Doc. A/HRC/5/NGO/39 (Jun. 7, 2007), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2010/02/HRC-Report-on-HR-Abuses-by-UN-peacekeepers.pdf; Joseph & Concannon, *supra* note 10 ("In one July 2005 attack, 'peacekeepers' sprayed more than 22,000 bullets, 78 grenades and five mortars into the thin-walled and densely packed houses of the Cité Soleil neighborhood. The United Nations claimed that all these bullets killed six gang members. But hospitals and journalists reported that the bullets also killed at least a dozen people who were not gang members, including women and children. MINUSTAH commander Gen. Augusto Heleno later bragged about the extrajudicial executions, proclaiming, 'We must kill the bandits.'").

[383] The UN apologized for its role in the outbreak in 2016, but has not accepted legal responsibility, provided redress to victims, or kept its promises to improve Haiti's WASH infrastructure in order to prevent future outbreaks – like the one happening now. *See 10-Year Anniversary of Cholera Introduction in Haiti,* IJDH (Oct. 31, 2020), https://www.ijdh.org/2020/10/accountability/10-year-anniversary-of-cholera-introduction-in-haiti/.

[384] *See IJDH Statement: Internal Evaluation of the UN's response to peacekeeper sexual exploitation and abuse*, IJDH, http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/10/IJDH-response-to-2021-OIOS-report_16.09.2021.pdf (discussing the UN's failure to effectively confront and redress peacekeeper sexual exploitation and abuse); *Leading Women's Rights Advocates Concerned about UN Secretary-General's Appointment,* IJDH (Sep. 1, 2022), http://www.ijdh.org/press_release/leading-womens-rights-advocates-concerned-about-un-secretary-generals-appointment/; *Oxfam criticized over Haiti sex claims,* BBC (Jun. 11, 2019), https://www.bbc.com/news/uk-48593401 (discussing Oxfam's failure to deal with allegations of sexual exploitation and abuse in Haiti effectively).

[385] *See, e.g.*, *Haitians protest against government call for foreign forces, supra* note 102 (reporting that protesters gathering against interference in Haiti's internal affairs said "[w]e certainly need help to develop our country, but we don't need boots [on the ground]," and emphasized that the government has "no legitimacy to ask for military assistance"); *Crise : La demande d'intervention militaire en Haïti, en crime et une trahison, estiment plusieurs organisation,* ALTERPRESSE (Oct. 10, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28696 (the Military Association of Haiti denounced Henry's call for intervention as "a criminal act and treason"); *Politique : Plusieurs organisations feminists et de femmes s;opposent à la mise en place d'une nouvelle mission de paix des Nations unies en Haïti,* ALTERPRESSE (Jul. 12, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28458 (Haitian feminist organizations reject intervention and "question the real will of the international community to contribute to resolving the crisis in Haiti"); Eyder Peralta, *Many people living in Haiti are actively resisting international intervention*, NPR (Oct. 27, 2022), https://www.npr.org/2022/10/27/1132041996/many-people-living-in-haiti-are-actively-resisting-international-intervention; *Protesters Reject Call for Deployment of Foreign Forces to Haiti,* DEMOCRACY NOW! (Oct. 11, 2022), https://www.democracynow.org/2022/10/11/headlines/protesters_reject_call_for_deployment_of_foreign_forces_to_haiti; *Haiti – Politic : The Senate asks the PM to postpone the intervention of a foreign armed force in Haiti,* HAITI LIBRE (Oct. 10, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37847-haiti-politic-the-senate-asks-the-pm-to-postpone-the-intervention-of-a-foreign-armed-force-in-haiti.html (reporting that Haiti's Senate asked Henry to postpone his request for foreign intervention until Haitians could reach a consensus on a solution to the crisis); *see also A coordinated effort for Haiti is proposed to China by the US,* DOMINICAN TODAY (Nov. 1, 2022), https://dominicantoday.com/dr/world/2022/11/01/170210/ (China "expressed reluctance to send a mission because not all parties in Haiti will be in favor of it." China's Security Council representative asked whether "sending such a quick-reaction force to Haiti [will] receive the understanding, support, and cooperation of the parties in Haiti at a time when the Haitian government lacks legitimacy and is incapable of governing, or will it encounter opposition or even spark a violent confrontation?").

[386] *See, e.g.,* Kitroeff, *supra* note 22; Johnston*, supra* note 22.

[387] *See* Joseph & Concannon, *supra* note 10; Bernal, *supra* note 121; Brian Ellsworth, *Haiti activists rally at White House seeking end of U.S. support for Henry*, REUTERS (Oct. 9, 2022), https://www.reuters.com/world/us/haiti-activists-rally-white-house-seeking-end-us-support-henry-2022-10-10/.

[388] *See* BINUH, *Communique du Core Group*, *supra* note 16 (press release from the United States-led Core Group effectively installing Henry as Prime Minister in July 2021); BAI Letter to CARICOM, *supra* note 98; Jake Johnston, *De Facto Haitian Government's Invitation to Americas Summit Reveals US Double Standard*, CEPR (Jun. 5, 2022), https://cepr.net/de-facto-haitian-governments-invitation-to-americas-summit-reveals-us-double-standards/ (criticizing the Biden administration for inviting Henry to the Summit while expressly excluding leaders from Cuba, Nicaragua and Venezuela on the grounds that they do not support democracy); Harvard Law School International Human Rights Clinic, Yale Law School Lowenstein Human Rights Clinic &

NYU School of Law Global Justice Clinic, Joint Statement from U.S. Human Rights Clinics in Solidarity with Human Rights Defenders in Haiti (Jun. 27, 2022), https://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2022/07/220628_Solidarity-Statement-by-U.S.-Law-Schools-on-Human-Rights-in-Haiti.pdf (expressing concern "that the United States' continued support for de facto Prime Minister Ariel Henry despite strong evidence of his government's involvement in this violence is reinforcing impunity and hindering a Haitian-led solution to the worsening political crisis" and calling on the U.S. government to withdraw that support).

[389] *See, e.g.,* Letter to President Biden, *supra* note 17; Page, *supra* note 17 (opining that "[a] lack of robust support for the most credible Haitian plan on the table promotes the belief that foreign actors support an interim and future government only with Ariel Henry in the lead, rather than one led by civil society through its transition plan"); *see also* St Dic, *supra* note 101 (Haitian economist Jacques Ted St Dic said that "Henry must not be allowed to use his support from the international community to continue to concentrate all powers under his exclusive — and failing — leadership").

[390] *Security Council approves sanctions package for Haiti to quell gang violence,* UN NEWS (Oct. 21, 2022), https://news.un.org/en/story/2022/10/1129777.

[391] *Id.* The European Union followed suit, sanctioning Chérizier on November 25. *Council Regulation (EU) 2022/2309 of 25 November 2022 concerning restrictive measures in view of the situation in Haiti,* EUR-LEX, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L_.2022.307.01.0017.01.ENG&toc=OJ%3AL%3A2022%3A307%3ATOC (last visited Dec. 8, 2022). It is worth noting that United States sanctions against Chérizier imposed in 2020 have had no impact on his activities. *See* BAI et al., *Justice Sector Challenges in Haiti* (2021), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/12/Updated-Justice-Sector-Challenges-in-Haiti_UPR-Submission_EN-1.pdf.

[392] Press Release, Global Affairs Canada, *Canada imposes sanctions against Haitian political elites*, (Nov. 4, 2022), https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2022/11/canada-imposes-sanctions-against-haitian-political-elites.html; Press Release, U.S. Department of the Treasury, *Treasury Sanctions Corrupt Haitian Politicians for Narcotics Trafficking* (Nov. 4, 2022), https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1080 (Under Secretary of the Treasury for Terrorism and Financial Intelligence Brian E. Nelson: "Joseph Lambert and Youri Latortue have abused their official positions to traffic drugs and collaborated with criminal and gang networks to undermine the rule of law in Haiti."); *see also* Press Release, U.S. Department of State, *Designation of Haitian Senate President, Joseph Lambert, for Involvement in Significant Corruption and a Gross Violation of Human Rights* (Nov. 4, 2022), https://www.state.gov/designation-of-haitian-senate-president-joseph-lambert-for-involvement-in-significant-corruption-and-a-gross-violation-of-human-rights/ (the United States additionally designated Lambert and his spouse as ineligible for entry to the U.S. due to "his involvement in significant corruption and a gross violation of human rights . . . namely an extrajudicial killing, during his government tenure").

[393] *See* J.O. Haselhoef, *US sanctions 2 more Haitian politicians with alleged drug, gang ties,* HAITIAN TIMES (Dec. 5, 2022), https://haitiantimes.com/2022/12/05/u-s-sanctions-haitian-politicians/.

[394] Lamothe served under Martelly from 2012-2014, and Céant served under former President Jovenel Moïse from 2018-2019. *See* Evan Dyer, *'It's not just low-hanging fruit': Canda's Haiti sanctions are hitting some big names,* CBC (Nov. 23, 2022), https://www.cbc.ca/news/politics/haiti-canada-sanctions-1.6660887; Harold Isaac & Brian Ellsworth, *Canada sanctions Haiti ex-President Martelly for financing gangs,* REUTERS (Nov. 20, 2022), https://www.reuters.com/world/americas/canada-sanctions-haiti-ex-president-martelly-financing-gangs-2022-11-20/; Jacqueline Charles & Michael Wilner, *Canada sanctions former Haiti President Michel Martelly, two former prime ministers,* MIAMI HERALD (Nov. 21, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article268998067.html; *Le Canada sanctionne l'ancien president Michel Martelly et les anciens premiers ministers haïtiens Laurent Lamothe et Jean Henry Céant,* LE NOUVELLISTE (Nov. 21, 2022), https://lenouvelliste.com/article/239084/le-canada-sanctionne-lancien-president-michel-martelly-et-les-anciens-premiers-ministres-haitiens-laurent-lamothe-et-jean-henry-ceant.

[395] *See* Pierre-Pierre, *supra* note 140.

[396] *See* @madanboukman, TWITTER (Nov. 23, 2022, 11:37 AM), https://twitter.com/madanboukman/status/1595456449043464195?s=51&t=q1yy29xlVecxRnX64s4Gdw (Martelly admitted to embezzling PetroCaribe funds); *see also* Charles, *supra* note 152 (reporting that Martelly was implicated in the embezzlement of PetroCaribe funds).

[397] *See* Sam Bojarski, *Price-fixing lawsuit against Haiti's ex-presidents, money transfer and phone companies revived*, HAITIAN TIMES (Apr. 1, 2022), https://haitiantimes.com/2022/04/01/price-fixing-lawsuit-against-haitis-ex-presidents-money-transfer-and-phone-companies-revived/ (reporting that three former presidents, including Jovenel Moïse and Jocelerme Privert, are being sued for embezzling money from a program designed to

subsidize school fees for Haitian children); Emmanuel Marino Bruno, *Haïti-Corruption/Psugo : Joseph Michel Martelly et Jocelerme Privert dans le collimateur de la justice américaine*, ALTERPRESSE (Apr. 4, 2022), https://www.alterpresse.org/spip.php?article28155.

[398] *See also supra* note 145.

[399] *See Armes et violence, comment les USA vont-ils aider Haïti?*, LE NOUVELLISTE (Jul. 7, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237145/armes-et-violence-comment-les-usa-vont-ils-aider-haiti; Jacqueline Charles & Jay Weaver, *How U.S. gun laws and South Florida ports help fuel Haiti's escalating gang violence*, MIAMI HERALD (Aug. 18, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article264549951.html (reporting that "the vast majority of the illegal weapons [are] coming from South Florida" largely because "'straw' buyers with no criminal history can easily pass a background check and declare that they are the actual purchasers . . . [and] licensed vendors aren't required to run background checks on buyers of bullets to make sure they're allowed to do so. In addition, the buyers don't have to fill out a federal form declaring they're purchasing the ammunition, so there's no way to trace the transaction.").

[400] *See, e.g., Arms trafficking, Father Frantz Cole in custody*, HAITI LIBRE (Aug. 18, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-37427-haiti-flash-arms-trafficking-father-frantz-cole-in-custody.html (reporting that "18 assault rifles (AK-47, Galil and M4), a 12-caliber rifle, 4 9-mm caliber pistols, nearly 20,000 [rounds of] ammunition of different calibers, 120 magazines, 1 sight and counterfeit notes for the amount of 50,000 US dollars" were found, resulting in the arrest of Father Frantz Cole); *Another religious man arrested for arms trafficking to Haiti*, DOMINICAN TODAY (Aug. 26, 2022) https://dominicantoday.com/dr/world/2022/08/26/another-religious-man-arrested-for-arms-trafficking-to-haiti/ (reporting the arrest of Jean Gilles Jean Mary, the Episcopal Church's accountant, in connection with the trafficking incident); *Warrant to bring against the President of the Episcopal Church of Haiti in the case of arms trafficking*, HAITI LIBRE (Sep. 24, 2022) https://www.haitilibre.com/en/news-37718-haiti-flash-warrant-to-bring-against-the-president-of-the-episcopal-church-of-haiti-in-the-case-of-arms-trafficking.html (reporting that a warrant for the arrest of Father Jean Madoché Vil was issued in connection with the trafficking incident); *see also Des prêtres épiscopaliens appellant à la demission des members du comité permanent de l'Église épiscopale d'Haïti,* LE NOUVELLISTE (Aug. 25, 2022), https://lenouvelliste.com/article/237772/des-pretres-episcopaliens-appellent-a-la-demission-des-membres-du-comite-permanent-de-leglise-episcopale-dhaiti (reporting that a group of senior Episcopal priests demanded the resignation of the Episcopal Church's standing committee in response to the their involvement with the trafficking incident); *see also* Derat, *supra* note 97 (reporting that Father Jean Madoché Vil has also faced serious allegations of sexual abuse).

[401] *See, e.g., Armes et violence, comment les USA vont-ils aider Haïti?*, *supra* note 399.

[402] UNSC, Resolution 2645 (2022), UN Doc. S/RES/2645 (Jul. 15, 2022), https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/scr_26452022_on_binuh_adopted_e.pdf; *cf. Haiti – UN: The mandate of BINUH renewed but reduced by China*, HAITI LIBRE (Oct. 16, 2021), https://www.haitilibre.com/en/news-35008-haiti-unthe-mandate-of-binuh-renewed-but-reduced-by-china.html (reporting that on October 15, 2021, the UNSC voted to renew BINUH's mandate for nine months – rather than the usual twelve – in consideration of China's concerns about "investments at a loss").

[403] *See* Jacqueline Charles & Nora Gámez Torres, *U.S. focuses on U.N. presence in Haiti as it seeks to help troubled country,* Miami Herald (Jun. 10, 2022), https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article262402162.html (reporting that U.S. Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs Brian Nichols publicly acknowledged in June that BINUH has not been effective at dealing with security issues in Haiti); Francklyn B Geffrard, *Des organisations sociopolitiques et syndicales opposes au renouvellement du mandate du BINUH accuse d'avoir fédéré des gangs en Haïti,* RHINEWS (Jun. 18, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/des-organisations-sociopolitiques-et-syndicales-opposees-au-renouvellement-du-mandat-du-binuh-accuse-davoir-federe-des-gangs-en-haiti/ (reporting that advocates' opposition is grounded in concern that BINUH instigates gangs and reflects "the failure of United Nations missions"); Francklyn B Geffrard, *L'UNNOH accuse le Core Group d'entretenir l'insécurité en Haïti pour perpétuer la crise,* RHINEWS (Jun. 22, 2022), https://www.rhinews.com/actualites/lunnoh-accuse-le-core-group-dentretenir-linsecurite-en-haiti-pour-perpetuer-la-crise/ (reporting that the National Union of Haitian Normaliens accused the UN and the Core Group of perpetuating Haiti's crisis in order to ensure BINUH's mandate renewal).

[404] *See, e.g.*, *'We are not here forever,' says UN as Haiti searches for path to election,* CNN (Sep. 15, 2022), https://www.cnn.com/2022/09/15/americas/binuh-un-haiti-intl-latam/index.html (reporting that some Haitians "view [BINUH head Helen] La Lime and other outsiders with skepticism, in a country where imperialism, occupation and even well-meaning intervention have a long and brutal history").